

Nous n'avons pas toujours le bonheur de nous faire comprendre des feuilles légitimistes, quand nous les appelons sur le terrain des hautes questions politiques ou administratives. Mais pour peu que nous signalions simplement l'attitude de certains écrivains voués à la défense d'intérêts anti-français, à la propagande d'idées anti-nationales, la *Gazette de France* et l'*Union* saisissent aussitôt notre pensée. Le portrait est à peine ébauché, qu'elles s'y sont reconnues.

Nous voici donc, depuis deux jours, exposé aux observations de ces deux feuilles. L'une et l'autre nous prennent à parti: la première, pour mettre en doute nos connaissances historiques; la seconde, pour réhabiliter un passé qui lui pèse. — Nous n'avons que faire d'engager la polémique avec elles. Il nous suffit que nous ayons touché juste. Où irions-nous, d'ailleurs, si nous nous laissons entraîner par l'*Union*? Il faudrait, pour descendre à sa hauteur, adopter son vocabulaire royaliste, et nous nous sentons médiocrement disposés à suivre les leçons de style d'un journal monarchique, qui appelle un roi légitime « un César de mélodrame. » — Le langage n'est pas plus français que les sentimens qu'il exprime. — Cela devait être.

Nous n'avons pas été les seuls à protester contre la *Lettre au Sénat*, de M. le comte d'Haussonville. Ce factum, qui se faisait remarquer par la faiblesse de ses argumens politiques, autant que par la forme cauteleuse de ses attaques personnelles, avait été vigoureusement signalé par le rédacteur en chef d'un journal du soir. M. Guérout, de l'*Opinion Nationale*, avait cru devoir provoquer des explications sur certains passages relatifs à son caractère d'écrivain politique.

M. le comte d'Haussonville vient de répondre à l'*Opinion nationale*. Moins heureux que notre confrère, nous attendons encore les explications que nous avons aussi demandées. Mais la lettre que publie l'*Opinion nationale* adoucit singulièrement nos regrets. Il est des adversaires avec lesquels on doit se montrer généreux. Nous ne sollicitons plus rien de M. d'Haussonville, — pas même un triste et pénible aveu de ses erreurs.

Toute colère, en effet, — si nous en avions eu, — devrait tomber devant la justification reçue par M. Guérout. Après sa violente attaque contre les journaux qui ont le tort de ne vanter ni les brochures de l'association, ni ses propres factums, M. le comte d'Haussonville en est réduit à avouer, quoi? qu'il n'a attaqué l'*Opinion nationale* et le *Constitutionnel*, que parce qu'il a vainement sollicité l'autorisation d'avoir, lui aussi, un journal. Voilà les jeux d'enfans auxquels se livrent ces profonds politiques!

Nous nous attristons pour M. le comte d'Haussonville de voir se terminer ainsi cette croisade, bien faite d'ailleurs pour appeler à elle tous les chevaliers errans de certain journal hebdomadaire que nos lecteurs connaissent. Il manquait à l'association un personnage bouffon, le *Courrier du dimanche* lui en a donné deux. — C'est partie perdue. ERNEST DUBOIS.

que l'union du comte qui met en péril les destinées du pays. Le Nord, par ses incessantes protestations contre l'institution de l'esclavage, a irrité le Sud et compromis la sécurité de ses habitans. Il a plongé les propriétaires d'esclaves dans des frayeurs continuelles de voir éclater au milieu d'eux les horreurs d'une guerre servile. Le Nord est donc déclaré coupable d'avoir la conscience trop bruyante.

Et maintenant qu'est-il résulté de cette obstination du Nord à repousser toute solidarité avec l'esclavage existant dans le Sud? Il en est résulté que l'Union est à la veille de se rompre. Il y a des Etats qui veulent se retirer de la Confédération. En ont-ils le droit? Non, certes, car le pacte fédéral a été accepté à perpétuité, et aucune des parties contractantes ne peut s'y soustraire. La constitution des Etats-Unis n'a pas été faite avec tant de soin, pour être violée au premier caprice de l'un d'eux. Par conséquent, les Etats séparatistes seraient en dehors de toute légalité.

Mais, poursuit M. Buchanan, si cependant ils se sentaient opprimés? Un peuple opprimé n'a-t-il pas un droit antérieur à toute constitution, de s'affranchir de ses oppresseurs? Assurément, répond le Message présidentiel. Et la Constitution, qu'en ferons-nous dans ce cas? reprend-il; et il démontre que le président, qui a juré de la maintenir, n'en a pas le pouvoir. Quant au Congrès, M. Buchanan, « après y avoir long-temps réfléchi, » est d'avis qu'il n'a pas non plus le droit « de déclarer la guerre » à un Etat révolté.

Donc, il est tout à la fois défendu et permis à un Etat de sortir de la constitution; et la constitution, inviolable de sa nature, a institué un président qui doit jurer de la faire respecter, mais qui ne peut tenir son serment. Elle a de plus institué un Congrès chargé de faire des lois que doit exécuter le président; mais ce Congrès ne peut fournir au président l'unique moyen de mettre à exécution la loi première et suprême. En termes plus clairs, il n'y a pas de sanction à la constitution, et, dès lors, la constitution n'existe plus; voilà à quoi aboutit l'opinion de M. Buchanan.

Après avoir exposé avec toutes sortes de développemens ces curieuses théories, auxquelles le Sud ne peut manquer de faire bon accueil, le président en vient à formuler le plan qui, dans sa pensée, est le plus propre à détourner le péril. Et ici nous devons dire que M. Buchanan est dans le vrai. Si, en effet, ce plan est adopté par le Nord, l'Union est sauvée, mais sauvée avec l'esclavage constitutionnellement reconnu sur toute l'étendue de son territoire. La république aura marché à reculons, et le dix-neuvième siècle, qui aime le progrès, aura éprouvé une déception de plus.

Que demande donc M. Buchanan? Il demande que le Nord accepte, comme faisant partie de la constitution elle-même, les trois points suivans: 1° une reconnaissance expresse du droit de propriété sur les esclaves partout où l'esclavage existe et pourra exister; 2° le devoir de protéger ce droit dans tous les territoires communs, jusqu'à ce que ces territoires se constituent en Etats; 3° une reconnais-

sance du Nord? Sans doute, il paraît juste qu'une propriété puisse être partout réclamée et soit restituée à qui elle appartient. Mais lorsque cette propriété est un homme, on conçoit aussi que les citoyens d'un Etat libre éprouvent quelque répugnance à arrêter ce malheureux pour le livrer de nouveau à l'esclavage et au fouet. C'est pourquoi, dans beaucoup d'Etats, les restitutions d'esclaves étaient devenues presque impossibles.

La loi fédérale de 1850 a eu pour objet de rappeler à l'ordre les Etats libres et de frapper de peines sévères les recéleurs d'esclaves. C'est alors seulement que furent adoptées, dans une foule d'Etats du Nord, les lois dont M. Buchanan réclame l'abolition et qui avaient pour but d'annuler les effets de la loi fédérale contre les esclaves fugitifs. Quelques-uns poussaient même la protestation jusqu'à édicter des peines rigoureuses contre tout citoyen qui aiderait les agens fédéraux à s'emparer d'un esclave devenu libre par le seul fait qu'il aurait mis le pied sur une terre de liberté. Nous avons compté jusqu'à neuf Etats auxquels M. Buchanan demande ainsi de se rétracter en retirant les lois qu'ils avaient opposées comme un rempart aux envahissemens de l'esclavage.

Que feront ces Etats? Le Nord se résignera-t-il à une capitulation de conscience, à un sacrifice d'amour-propre, et se soumettra-t-il, en échange du maintien de la Confédération, à toutes les exigences du Sud? Acceptera-t-il la défaite qu'on lui propose, sous forme de remontrance et de sage conseil? Suivant M. Buchanan, ce serait le seul moyen de sauver l'Union. Ou bien le Nord, irrité à son tour des reproches du président qui rejette sur lui seul la responsabilité de la crise, va-t-il s'obstiner dans sa victoire et laisser agir à sa guise le Sud qu'il n'a d'ailleurs ni menacé, ni provoqué? C'est ce que nous dira un prochain avenir. Quant à nous, nos vœux sont tout à la fois pour le salut de la grande république américaine et pour la diminution graduelle de l'esclavage.

Mais nous craignons bien que le Nord ne vote, dans le dernier Message du président actuel, des propositions offensantes à son égard, tandis que le Sud y trouvera un encouragement à ses projets de rupture. M. Buchanan aurait ainsi échoué dans sa tentative de pacification, et il n'aurait légué à ses compatriotes qu'un incohérent commentaire de la constitution de la république.

N'eût-il pas mieux valu qu'il se fût rappelé une lettre fameuse de Washington, datée du mois d'avril 1786, et dans laquelle ce père de la patrie disait: « Il n'y a pas un homme vivant qui désire plus sincèrement que moi de voir adopter un plan pour l'abolition de l'esclavage; mais il n'y a qu'un mode convenable et efficace d'effectuer cet objet, l'autorité législative. »

H. MARIE MARTIN.

TÉLÉGRAPHIE PRIVÉE.

Londres, 25 décembre.
L'indemnité chinoise est de 8 millions de taels (60 millions de francs). Voici le résumé du traité:



C'est huit jours après cette évasion qu'échut commis, sur le chemin de fer de l'Est, l'assassinat de M. Poinot.

— Dimanche dernier, dit l'Echo de la Morne, le bruit s'est répandu à Vitry-le-François, que l'assassin de M. le président Poinot, dont nous donnions le signalement jeudi, venait d'être arrêté par la gendarmerie. On se félicitait déjà de cette importante capture. Malheureusement il n'en était rien. Voici ce qui a donné lieu au bruit que nous signalons et qui s'est propagé avec une rapidité prodigieuse, non-seulement en ville, mais même à la campagne :

Samedi dernier, la brigade de gendarmerie de Sermaize a arrêté à la gare un individu qui était monté en première, dans un train partant de Nancy, sans avoir pris de billet, et qui a refusé obstinément de payer sa place, prétendant qu'il était sous-inspecteur attaché à la compagnie, qualité qu'il n'a pu justifier. Il a déclaré se nommer Georges Félix, né à Nancy, âgé de trente-cinq ans. Il était dépourvu de papiers. Il a gravement insulté les employés et le chef de gare. Cet individu porte des contusions à la figure, qui remontent à une dizaine de jours. On croit qu'il ne jouit pas de toutes ses facultés intellectuelles. Amené à Vitry, il a été conduit par la gendarmerie devant M. le procureur impérial, puis déposé à la maison d'arrêt.

Il y a quelques jours, deux hommes passaient sur le territoire d'Ouvillers, commune du canton de Montdidier, située près de la limite des départements de l'Oise et de la Somme, lorsqu'ils aperçurent dans une haie un oiseau de taille colossale et au plumage fauve, poursuivant une proie qui cherchait à lui échapper. Ils s'approchèrent en silence et avec précaution; puis tout à coup l'un d'eux, après avoir eu soin de retirer la blouse dont il était vêtu, la jeta rapidement sur la tête de l'oiseau et le saisit avec force. Celui-ci, pris à l'improviste et privé de l'usage des yeux, ne put que se débattre sans réussir à prendre son essor. Cependant l'autre individu lui lia les pattes ainsi que les deux ailes, et bientôt nos deux chasseurs improvisés se virent possesseurs d'un aigle magnifique de l'espèce connue en histoire naturelle sous le nom d'aigle royal. Comment un oiseau aussi étranger à nos contrées y est-il venu? C'est ce que l'on ignore. Apporté à Montdidier, il a été acheté par M. Rubé, armurier, qui se propose de l'envoyer à Paris. Cet aigle, dont le plumage est parfaitement mouché, mesure 2 mètres 20 en centimètres d'envergure; il est vigoureux, il a l'œil vif, et paraît avoir atteint toute sa croissance.

— On nous signale, dit l'Echo du Midi, un acte de probité que nous sommes d'autant plus heureux de publier, qu'il a été accompli d'un rare désintéressement. Le sieur Bonquet, domestique chez M. Larnac, à Barailargues, trouva dernièrement un portefeuille contenant 25,500 francs en billets de banque, qu'il s'empressa de rapporter à la personne qui l'avait perdu, M. Maurice, de Lyon. Ce dernier ne put parvenir à faire accepter à cet honnête homme une récompense bien méritée, et n'obtint que sur ses instances réitérées qu'il lui fit au moins connaître son nom.

— On écrit de Melhan (Lot-et-Garonne). le 23 décembre :

« Il s'est produit dans notre commune un trait de courage qui honore trop celui qui l'a accompli pour le passer sous silence.

« Avant-hier, un léger bateau, conduit par les nommés Liant et Caussimont, se rendait à bord du bateau à vapeur de montée qui fait le service de Bordeaux à Agen, pour prendre des passagers. L'embarcation, ayant abordé avec trop de force le bateau à vapeur, chavira à l'avant du tambour. Hommes et bateau, tout fut englouti. Liant, vieillard âgé de soixante-seize ans, après avoir passé sous le bateau à vapeur, reparut du côté opposé. A cette vue, un matelot de bord se jette à l'eau et fait des efforts surhumains pour sauver ce malheureux. Caussimont, emporté par le courant, avait réussi à saisir au passage les roues du bateau à vapeur, qui fort heureusement avaient suspendu leur mouvement, et s'y était cramponné. Grâce à son habileté de nageur, il était parvenu à joindre l'échelle du bateau à vapeur. Mais à peine arrivé sur le pont, un horrible spectacle s'offre à ses yeux : Liant et le courageux matelot qui s'est dévoué pour le sauver jettent leur dernier cri de détresse; quelques secondes encore, et ils vont être engloutis. Caussimont, épuisé de fatigue, tout haletant, n'écoute néanmoins que son courage; il n'hésite pas : il se dépouille de ses habits et se précipite intrépidement dans le fleuve. Après une lutte désespérée, il a le bonheur de sauver ces deux hommes qu'on croyait à jamais perdus.

« Cet acte de courage n'est pas le premier

des ce que Vander-Meulen avait fait pour les armées de Louis XIV. Vingt grandes batailles de cette époque si glorieuse pour nos armes, qui commencent à 1793 et finit à 1815, viennent d'être réunies en un magnifique album par l'éditeur Henri Plon, pour être offertes gratuitement aux souscripteurs de la réimpression de l'ancien *Moniteur*.

Sous n'avons plus à parler de cette réimpression du *Moniteur*, entreprise essentiellement utile, œuvre de la plus haute portée historique, que l'éditeur a encore complétée en y ajoutant sept à huit cents gravures, tableaux et portraits, exécutés d'après des dessins du temps, empruntés tant aux bibliothèques publiques, qu'aux collections particulières, notamment à celles de MM. Hemin et Laterrade. Ainsi complétée et commentée, la réimpression de l'ancien *Moniteur* offre non-seulement le tableau le plus saisissant et le plus vrai des faits, des scènes dramatiques et des passions, mais encore la physionomie caractéristique des hommes, des mœurs, des costumes de l'époque.

L'Album est envoyé gratis à tout souscripteur de soixante-douze livraisons. Cet Album est assurément un des plus beaux cadeaux de jour de l'an qu'on puisse offrir.

— Etrennes splendides, le SAC, la PASSION DE J.-C., LES HEURES D'ANNE DE BRETAGNE, L'IMITATION DE J.-C., PAROISSIENS, livres illustrés, rue de Richelieu, 47, salons de L. CURMER, j. 9 h. du s.

— CHOCOLATS. — ETRENNES. Fantaisies riches, Coffrets pour étrennes; choix de bonbons, Pralines-Marquises, Bouchées-Duchesses. Ancⁿ N^o L. Marquis, provisoirement rue Saint-Honoré, n^o 202 (place du Palais-Royal).

— Les sculpteurs en bois de MM. Wirth frères, 7, boulevard des Italiens, sont toujours les étrennes les plus recherchées et de meilleur goût.

Pour toutes les nouvelles diverses, L. BONVAUX.

QUARANTE MILLE FRANCS POUR UN FRANC.

5 janvier. Tirage, Loterie de Lille (Capital 450,000 fr., LOTS de 40,000 fr., 5,000 fr., etc.). La MODE veut que, pour ETRENNES, on donne des billets de la Loterie de Lille, dont tous les lots vont être tirés en janvier (dans le mois des Etrennes). Pour recevoir, par retour du courrier, DERNIERS billets, adresser (mandat de poste ou timbres-poste) 5 fr. pour 5 billets, au Directeur du Bureau d'Excititude, r. Rivoli, 68, Paris.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE.

Emission de 20,000 actions de la Société du Crédit agricole.

MM. les actionnaires du Crédit foncier de France ont été prévenus, par une lettre du 19 courant, adressée à chacun d'eux, que, sur les 20,000 actions de la société du Crédit agricole dont l'émission aura lieu du 5 au 15 janvier prochain, 15,000 leur étaient réservées, soit une action du Crédit agricole pour quatre actions du Crédit foncier.

Il a été adressé en même temps à chacun de MM. les actionnaires une formule de déclaration de souscription qu'ils ont été priés de remplir, et de renvoyer au Crédit foncier de France avant le 31 courant.

Ceux de MM. les actionnaires qui n'auraient pas reçu cette lettre d'avis et cette formule de déclaration, sont prévenus que s'ils ont l'intention de profiter du droit de préférence qui leur est accordé, ils devront adresser leur souscription au Crédit foncier de France avant le 31 décembre.

Châles cachemires, châles de laine et châles unis pour deuil.

M. Biétry a l'honneur d'être fournisseur breveté de Leurs Majestés Impériales; il est filateur et fabricant.

On trouve dans cette maison les châles les plus nouveaux, les plus fins et de qualité supérieure que la fabrique française ait produits jusqu'à ce jour; il y a des châles longs du prix de 2,000 fr., et des châles carrés dans la proportion de ce prix. La matière de cachemire employée pour leur fabrication est en tout point la même que celle des plus beaux châles de l'Inde, et par le progrès de la filature, les cachemires français sont plus doux, plus soyeux et plus légers que les cachemires de l'Inde.

On y trouve également des châles cachemire de belle et bonne fabrication, de 300 fr. à 1,000 fr., et des châles de laine de 50 fr. à 300 fr., ainsi que des châles unis pour deuil.

Par sa double industrie, cette maison n'a pas directement au consommateur, à un bon marché réel, de belle et bonne marchandise, revêtue d'un cachet de garantie de la désignation et d'une étiquette du prix fixe.

Sur demande on expédie en province. S. Biétry, At. boulevard des Ca-

de grands empires qui s'éroulent; mais quand vit-on une nation déchue se relever aussi complètement? C'est, dit M. Bonnaud, par l'influence féconde de l'agriculture, de l'industrie, par l'introduction des capitaux français, que l'Espagne a reconquis le rang qui lui appartient. A l'appui de ce raisonnement, M. Bonnaud trace un tableau saisissant de la situation de l'Espagne, de son mouvement commercial, de ses chemins de fer. Ce sont des chiffres, et les chiffres ont toujours été les meilleurs arguments.

Sous la réserve des observations que nous avons présentées, nous ne pouvons que donner notre entière approbation à ce travail fort remarquable, et qui dénote une connaissance approfondie d'un pays auquel trop de liens unissent la France pour que nous ne nous considérions pas toujours comme intéressés à sa prospérité.

GEORGES ZIMMER.

L'un des gérans, L. BONVAUX.

GALERIES DE FER

Rue de Choiseul, 22 et boulevard des Italiens, 19. MAISON VERRY et C^o. — ETRENNES 1861.

Exposition publique, d'une infinité d'articles en tous genres, des plus jolis et du meilleur goût, pour cadeaux du jour de l'An; cette Exposition générale permet à l'acheteur de voir, juger et apprécier à son aise, toutes ces merveilles, dont les prix sont affichés à prix fixe. SPÉCIALITÉ D'ALBUMS DE PHOTOGRAPHIE.

ETRENNES.

La maison Ch. Chauffier, 148, 159, rue Montmartre, vient de mettre en vente un choix immense d'objets de fantaisie pour cadeaux, tels que : gants, coiffures, ceintures ruban et ceintures en velours brodé, coffrets, porte-monnaies, et de tous ces riens charmans tant appréciés par les dames.

ARTICLES EXCEPTIONNELS.

Gants chevreau, la douzaine, avec jolie boîte, 18 fr. — Voilettes Chantilly à 5 fr. 50 c.

— Photographie perfectionnée, portraits à la minute, coloris naturel, ressemblance garantie, par beau ou mauvais temps, depuis 5 fr. On en reçoit une 2^e sans payer. 12 portraits-cartes de visite, 10 fr. Stéréoscopes, reproductions en tous genres. M. Lecros; médailles d'or, etc. Palais-Royal, galerie de Valois, 116, Paris.

— Au moment où l'hiver ramène les rhumes, on ne saurait trop recommander l'usage de la Pâte de Regnaud aîné, pharmacien, rue Caumartin, 45, à Paris.

— ANOUBLEMENS. — FAURE, fabricant de meubles, 23, boulevard de Strasbourg; tapisserie et tenture. — Grand choix de meubles de salon.

BULLETIN AGRICOLE.

HALLE AUX FARINES. — Paris 25 décembre.

LUNDI. — Tous les marchés nous arrivent encore aujourd'hui en hausse. Les blés se sont généralement payés de 50 c. à fr. de plus par hect. L'avoine ne baisse pas; les prix en sont très fermes presque sur tous les points. Ici les farines disponibles sont recherchées par la boulangerie de 63 à 65 fr., suivant qualité. Le livrable est au contraire de placement difficile. Les déclarations de la caisse de service indiquent aujourd'hui les prix extrêmes de 61 à 66 fr. Les cours des farines quatre marques étaient restés faibles samedi soir après six heures.

Le courant du mois était coté à 63 fr. 25; les deux premiers mois à 63 fr. et mars et avril à 63 fr. 25 et 63 fr. Ce matin les prix ont été mieux tenus principalement pour le courant du mois, sur lequel on a fait de la demande dans la journée. Le courant du mois s'est traité à différents prix, 63 fr. 50, 63 fr. 75 et 64 fr. Il y a eu moins d'empressement pour le livrable que l'on cote en ce moment : deux premiers mois 63 fr. 25; quatre premiers mois 63.50 à 63.25; mars et avril 63.50, quatre mois de mars 64.25.

Les facteurs aux grains ont déclaré samedi la vente de 150 hect. de blé nouveau de fermier à 23.11 l'hect. de 75 kl.

Légumes secs et grenailles. — Haricots de Soissons 66.65 à 70 fr.; haricots flageolets 70 à 81.34; haricots nains 33.30 à 36 fr.; haricots gris 30 fr. — Pois cassés 50 à 52 fr. — Lentilles de Gallardon 70 fr.; d^o ordinaires 41.65; lentillons 38 fr. Vesces de saison 18.67. — Féveroles 20 fr. Le tout par hectolitre.

— On mande de Londres, le 24 décembre : « Les importations de blés étrangers ont été moindres cette semaine. Peu d'offres en blés anglais. Ces blés ont haussé de 2 sh. par quartier et les blés étrangers de 1 sh., comparativevement aux prix de lundi dernier. Il y a aussi hausse de 1 sh. par sac sur la farine et de 6 pence par quartier sur l'avoine. Lorge est mieux tenue. »

BESTIAUX. — SCEAUX, 24 décembre.

peut-être. Caussimont, épuisé de fatigue, tout haletant, n'écoute néanmoins que son courage; il n'hésite pas: il se dépouille de ses habits et se précipite intrépidement dans le fleuve. Après une lutte désespérée, il a le bonheur de sauver ces deux hommes qu'on croyait à jamais perdus.

Cet acte de courage n'est pas le premier dont s'est honoré le brave Caussimont. Il a déjà reçu plusieurs médailles pour des faits semblables. (Gironde.)

M. le ministre de l'intérieur, de concert avec les ministres des affaires étrangères et de l'agriculture et du commerce, vient d'autoriser M. l'abbé Favre, de la congrégation des missions étrangères, à ouvrir un cours public et gratuit de langue malaise. Ce cours aura lieu dans une des salles du lycée Louis-le-Grand, les lundis et vendredis, à trois heures, à partir du lundi 7 janvier 1861.

La France musicale (24^e année), 47, rue Neuve-Saint-Augustin, à Paris, directeur M. Marie Escudier, offre pour étrennes à ses abonnés anciens et nouveaux trois grands albums de musique et la partition des Rosières, en trois actes, de F. Hérold.

On sait depuis longtemps que la France musicale est rédigée par les meilleurs écrivains de la spécialité. Elle paraît tous les dimanches sur grand format et seize colonnes de texte.

Le Bois de Boulogne, par E. Gourdon, est la dernière nouveauté littéraire de l'année. Ce livre, splendidement illustré, promène le lecteur dans ce délicieux parc et l'initie aux merveilles du jardin d'acclimatation; ainsi que les grandes usines de France, par J. Turgan, il fait partie de la riche collection de livres et albums reliés pour ÉTRENNES que la LIBRAIRIE-NOUVELLE vient de mettre en vente.

Horace et Virgile, ces deux charmants volumes de format elzévirien, accompagnés d'un commentaire à l'imitation de celui de Jean Béd, par M. Dubner, de notes marginales, de gravures d'après les dessins du peintre Barrias, de cartes, plans, etc., etc., et exécutés typographiquement avec des soins tout particuliers par FIRMIN DIDOT, sont le cadeau le plus charmant et le plus distingué qu'on puisse offrir à la jeunesse et à l'âge mûr amis des lettres. (A Paris, chez Firmin Didot fils et C^e, 56, rue Jacob.)

ÉTRENNES. M. Montal, fournisseur de LL. MM. (11 médailles *), annonce une vente exceptionnelle d'excellents pianos, jusqu'au 15 janvier, avec une très grande réduction de prix, boulevard Bonne-Nouvelle, 34.

Une belle édition du *Telemaque*, illustrée par les études de MM. Villemain, S. de Sacy et J. Janin autant que par les dessins de Johannot, Baron, Signol, Nanteuil, etc., vient de paraître à la librairie Didier, et figure parmi les beaux et bons livres, qu'elle offre pour les étrennes, à côté de la *Étymologie ancienne* et de la *Bretagne moderne*, par M. Pitre-Chevalier; les *Faits mémorables de l'histoire de France*, les *Bons Exemples*, nouvelle morale en action, inspirée par MM. B. Delessert et de Gérando; l'édition complète de l'*Ami des Enfants*, de Berquin; les *Enfants célèbres*, de Michel Masson; l'*Ami des Enfants*, de Guizot; un charmant ouvrage de M^{me} de Witt (née Guizot), les *Petits Enfants*, contes d'une mère; les ouvrages de M^{me} A. Tasta, Ulliac Tremadeure, F. Richomme, etc. Le catalogue de la librairie Didier offre d'ailleurs, pour les besoins de cette époque, un assortiment des plus variés, car on peut y choisir les meilleurs ouvrages de la littérature contemporaine, parmi lesquels nous citons: les œuvres de MM. Guizot, Villemain, Cousin, S. de Sacy, Mignet, A. Thierry, de Falloux, Barante, Ampère, de Rémusat, A. Maury, de Carné; l'*Histoire d'Angleterre*, de M. de Bonnechose (couronnée par l'Académie), etc., etc.

On connaît les admirables dessins qu'ont inspirés à Yung les grandes batailles de la révolution et de l'Empire. On peut affirmer que, dans ces ravissans chefs-d'œuvre, Yung a fait pour les armées françaises des temps moder-

300 fr., ainsi que des châles unis pour deuil. Par sa double industrie, cette maison n'a livré directement au consommateur, à un bon marché réel, de belle et bonne marchandise, revêtue d'un cachet de garantie de la désignation et d'une étiquette du prix fixe.

Sur demande on expédie en province. Seule maison Biétry, 41, boulevard des Capucines.

S'il est, dans l'Europe moderne, une nation qui ait étonné le monde par la grandeur de ses vicissitudes politiques, c'est assurément la nation espagnole. Tout semble prodigieux dans l'histoire de l'Espagne, et la constitution rapide de cette immense et puissante monarchie, qui commence à se développer sous Isabelle pour atteindre son apogée sous Charles-Quint; et sa chute plus rapide encore; et enfin cette véritable résurrection, qui ne sera pas un des moindres événements qu'enregistreront les annales de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Il y a certes dans cette succession d'événements le sujet de réflexions approfondies et d'une étude sérieuse. Cette étude est abordée sommairement dans une brochure que nous avons sous les yeux: *l'Espagne et son avenir* (4), par M. Emile Bonnaud. Nous disons sommairement: le travail de M. Bonnaud n'est en effet qu'un aperçu à grands traits, mais qui embrasse à la fois le passé, le présent et l'avenir de l'Espagne.

A quoi tient au XVIII^e siècle la décadence de la monarchie de Charles-Quint, et par quels moyens s'est-elle de nos jours relevée à ce point, qu'elle puisse de nouveau revendiquer sa place parmi les grandes puissances? Telles sont les questions que se pose l'auteur de la brochure. La réponse serait complexe. La chute de l'Espagne fut due à des causes diverses; M. Bonnaud en signale une, qu'il considère comme la principale, l'expulsion des Maures, qui compléta ce qu'avait commencé dans le siècle précédent l'expulsion des Juifs. Nous aurions ici quelques observations à faire. L'auteur a évidemment examiné la question à un point de vue restreint. L'expulsion des Juifs et des Maures fut une mesure déplorable; elle eut pour l'Espagne des résultats désastreux; ce fut quelque chose d'analogue à la révocation de l'édit de Nantes; mais dont les effets, par la diversité de caractère des deux nations, se firent sentir sur une bien plus grande échelle. Mais c'est aller trop loin que d'attribuer à cette mesure seule la ruine de l'Espagne: l'empire de Charles-Quint portait en lui bien d'autres causes de dissolution. Et, pour n'en citer qu'un exemple, ce ne fut certes pas l'expulsion des Maures qui amena la révolte et la séparation des Pays Bas.

On ne saurait contester néanmoins l'influence que signale la brochure, et si des dispositions qui eurent pour effet de dépeupler l'Espagne, d'en bannir l'agriculture, l'industrie et le commerce, ne furent pas la cause déterminante de la ruine de la puissance espagnole, du moins y contribuèrent-elles pour une large part.

Nous sommes plus complètement d'accord avec M. Bonnaud sur la seconde partie de son travail. Après cette chute éclatante, nous assistons à une éclatante réhabilitation. Phénomène bien plus étrange! Les exemples ne, sont pas rares

(1) Chez Castil, cateur, passage de l'Opéra.

bles ont haussé de 2 sh. par quartier et les lés. étrangers de 1 sh., comparativement à aux prix de lundi dernier. Il y a aussi hausse de 1 sh. par sac sur la farine et de 6 pence par quartier sur l'avoine. L'orge est mieux tenue.

BESTIAUX.—SCEAUX, 24 décembre.

	Aménés.	Vendus. Paris.	Poids Env. moyen.	Le kilogr.	
Bœufs...	2.700	972	703	356	1 ^{re} q. 1 24 2 ^e — 1 25 3 ^e — 1 08
Vaches...	892	380	750	322	1 ^{re} q. 1 26 2 ^e — 1 10 3 ^e — 0 94
Veaux...	359	126	206	61	1 ^{re} q. 1 44 2 ^e — 1 48 3 ^e — 1 20
Moutons.	17.735	6.603	6.072	20	1 ^{re} q. 1 52 2 ^e — 1 46 3 ^e — 1 26

Peaux-moutons de 4.50 à 11.25. Vente lente et difficile, tendance à la baisse sur les bœufs et vaches, un peu de hausse sur les veaux, baisse notable sur les moutons.

BOURSES ÉTRANGÈRES.

AMSTERDAM, 24 déc.— Intégrales 3 1/2, 62 7/8; Espagnols 3 0/0 int., 48 3/8; 4^e 3 0/0 différé, 41 3/8; Empr. national, 49 7/8.

ANVERS, 24 décembre.— Espagnols 3 0/0, 48 3/4; 4^e 1 0/0, 40 7/8.

DÉCÈS ET INHUMATIONS.

Du 23 décembre 1860.

M. Lemaige, 40 ans, rue de l'Arbre-Sec 56.—Mme Duberle, 87 ans, rue Chapon 4.—M. de Moura, 80 ans, rue de Rivoli 8.—Mme veuve Changarnier, 68 ans, rue de Rivoli 50.—M. Ledreux, 78 ans, rue Contrescarpe 14.—M. Vachette, 52 ans, au palais de St-Cloud.—Mme Choulet, 60 ans, rue Duvalier 22.—M. Fromont, 89 ans, rue du Centre 7.—M. Benrette, 81 ans, rue de Chailot 99.—M. Coutard, 49 ans, rue Biene 38.—M. Ouchidi, 38 ans, rue Lamartine 14.—Mme veuve Borde, 57 ans, impasse St-Bernard 4.—M. Chemillot, 49 ans, rue d'Angoulême 13.—Mme veuve Thellot, 70 ans, rue d'Aligre 12.—Mme Boulangier, 35 ans, rue de la Pépinière 58.—M. Jolly, 86 ans, rue du Géorama 46.—Mme veuve Godfer, 86 ans, avenue St-Charles 15.—M. Bourgeois, 66 ans, rue Nolière 19.—M. Marchiat, 63 ans, rue François-Gérard 15.

SPECTACLES DU 26 DÉCEMBRE.

Opéra—Lucie de Lammermoor, le Papillon.
Théâtre-Français—La Considération.
Opéra-Comique—Barkouf.
Gaiety—Le Jeu de l'Amour, Andromaque.
Théâtre-Lyrique—Les Pêcheurs de Catane.
Variétés—La Vie de Bohème, les Filles de marbre.
Variétés—Oh! là, qu'est-ce bête, tout ça!
Gymnase—Les Pattes de mouche, le Cheveu blanc, Le Capitaine Bitterlin, la Femme qui trompe son mari.
Palais-Royal—Les Erreurs du bel-âge, le Passé de Nichette, le Serment d'Horace, Eurydice.
Paris-St-Martin—Le Pied de Mouton.
Ambigu—La Dame de Monsoreau.
Gaité—L'Escamoteur.
Circus Impérial—Belâche.
Palais-Napoleon—Quelle mauvaise farce, l'pleut, il pleut, Bergère!
Délasserment-Congress—Le Second Déluge, A vos souhaits!
Théâtre Déjazet—Le Doigt dans l'œil.
Bouffes-Parisiens—Le Petit Cousin, Orphée.
Boulevard-Capucines—Gaspard Hauser, le Marchand de Parapluies.
Luxembourg—Souvenirs de Jeunesse.
Circus Napoléon (bd des Filles-du-Calvaire)—Exercices d'équitation.
Sébastien (12, boul. Montmartre)—Tous les soirs, à 8 heures.
Robert-Houdin—Prestidigitation, physique amusante et magie, tous les soirs, à 8 heures.
Panorama de la Prise de Sébastopol, aux Champs-Élysées.
Salle Valentino—Soirées dansantes et musicales, les mardis, jeudis, samedis et dimanches.
Casino, rue Cadet.—Bal les lundis, mercredis, vendredis et dimanches.—Concert les mardis, jeudis et samedis.
Salle Barthélemy—Bal les dimanches, mardis et jeudis. Bal masqué tous les samedis.

Imprim. L. BONAFACE, rue des Bons-Enfants, 19.

les droits de ce siège apostolique, et n'ont cessé de nous donner les preuves les plus éclatantes de leur dévouement. En honneur par de justes éloges, ce sont ceux de France et tous les autres évêques du monde catholique pour leur sollicitude pastorale, leur vigilance, leur fermeté, pour la sainte ardeur qui les porte d'eux mêmes à la défense des intérêts de la foi, nous n'avons pas cessé récemment de les louer et de les louer, comme l'exige la grandeur du mal présent, afin que plus les attaques barbares de l'impie arrivent redoublées, plus ils s'attachent à y résister et à la repousser d'un cœur ferme, et qu'ils s'efforcent avec une noble ardeur de leur confiance à leur zèle de toutes les embûches et de tous les mensonges à l'égard desquels des hommes perdus à l'heure de les séparer du giron maternel de l'Eglise.

Grâce à ce sentiment de réprobation, nous saisissons, comme si l'on était un martyr, quels sont les ennemis de l'autorité et de tous les autres qui prétendent envahir au saint-siège sa souveraineté temporelle. Ce qui veut dire, le but de toutes leurs machinations, est la destruction jusqu'à ses fondements de notre religion très sainte.

C'est ce résultat qu'ils s'efforcent d'atteindre par les moyens les plus perfides dans les provinces injustement arrachées à notre domination et dans toutes les régions de l'Italie; c'est là ce que nous voyons et ce que nous arrache des cris de douleur. C'est là que tendent ces interprétations perverses des livres saints portées répandues pour corrompre la foi, ce torrent de brochures infâmes qu'on distribue pour gâter les mœurs de la jeunesse, cette licence effrénée qu'on autorise, ce mépris qu'on affiche pour le pouvoir de l'Eglise, ces violations des immunités sacrées, cette trahison avec laquelle on enlève à la direction et à la vigilance de l'épiscopat les écoles d'éducation, l'enseignement et la direction des mœurs, pour les remplacer par des hommes dont les opinions sont hérétiques; c'est là que tend le décret promulgué dans l'Ombrie pour chasser presque tous les religieux de leurs couvents, pour abolir les chapitres collégiaux, ainsi que les bénéfices simples de tout genre, et pour s'emparer, au mépris de toute justice, des pieuses solatités et de tous biens; c'est le même but qu'on poursuit en jetant dans les fers tant d'ecclésiastiques, de dignes évêques, de nombreux docteurs se trouvant notre vénérable frère l'archevêque d'Urbain, qui, tout récemment, est vu entouré de soldats, arrêté et conduit en prison, de même que notre vénérable frère Firmin, revêtu aussi de cardinalat, arrêté de force à son siège épiscopal, relégué ailleurs, et entièrement séparé du troupeau confié à sa garde.

Plusieurs prêtres et nombre de prêtres du royaume de Naples ont également été jetés en prison ou contraints de fuir. C'est toujours dans le même but et nous ne les rappelons pas sans une douleur bien amère que l'on a fermé des temples protestants dans plusieurs villes d'Italie, que l'on a établi des écoles publiques où les plus perverses doctrines sont impunément enseignées au grand préjudice de la religion catholique, et qu'enfin on a prononcé dans l'Ombrie un décret en vertu duquel le mariage, appelé par l'Apôtre un grand sacrement, devenant un bien formé par les lois civiles, est devenu un acte au pouvoir ecclésiastique, apparemment afin que plus tard on puisse le réduire à ne plus dépendre que de la loi temporelle, et établir ainsi, que Dieu nous en préserve! au grand péril des âmes, le mariage légal.

Notre charge apostolique nous impose donc le devoir de condamner tout ce qui a été fait jusqu'à présent et tout ce qui sera fait plus tard contre les droits et le patrimoine de l'Eglise, contre les personnes religieuses et leurs biens, et nous le condamnons, le reprouvons, le déclarant sans force, sans valeur et entièrement nul.

La perturbation de toutes choses, soit publiques, soit privées, éclate à tous les yeux. Quel mouvement en Europe! Quelles dissensions brûlantes en Italie! Qui n'en gémit avec nous? A la vue de tant et de si profondes blessures faites à la religion et à la société civile, nous ne pouvons que nous écrier avec le Prophète: « La terre est infectée par ses habitants parce qu'ils ont transgressé les lois, qu'ils ont changé le droit et rompu le pacte éternel. »

Cet amas de maux doit surtout être imputé à ceux qui, pour étendre leur domination en Italie, violent audacieusement tous les droits humains et divins; qui, se proclamant avec une impérieuse jactance, auteurs de la félicité publique, laissent, comme la tempête, dans tous les lieux qu'ils envahissent, le ravage et la ruine. Puisse à Dieu que ces insensés, rentrant en eux-mêmes, puissent comprendre que, la religion détruite, il n'y a plus rien qui assure à la société humaine la stabilité et le repos! Puisse à Dieu qu'ils se convainquent un jour que l'Eglise catholique est la seule maîtresse de la vérité, la nourrice de toutes les vertus, et qu'en elle reposent le maintien et le salut des cités et des empires! Puisse-ils se rappeler un jour que le siège apostolique ne fut jamais l'adversaire du bon droit véritable et solide des peuples; que dans tous les temps, au contraire, il a bien mérité du genre humain tout entier, c'est par lui que les nations barbares furent ramenées au sentiment de l'humanité; c'est lui qui, les formant par les préceptes de la religion véritable, apaisa les guerres, fit naître les sciences et les arts, éleva ces asiles où la charité soigne et console les malades et les malheureux; c'est lui qui, au milieu des plus grands bouleversements, inouïs aux prières et aux prières et qui prévaloir les principes de la justice et de l'équité. L'histoire célébrera, pour l'enseignement de tous les siècles, ces services et beaucoup d'autres encore rendus par le siège apostolique à la société humaine, et attribués par d'innombrables et impénétrables monuments.

Mais voilà que vient se rappeler à notre âme quelque chose de l'Église d'Orient, accablée de tant de maux, et qui néanmoins ne cesse pas de s'honorer et de s'agrandir par les palmes sacrées des martyrs. Je veux parler, vénérables frères, du royaume de Corée, de l'empire de la Chine et des royaumes limitrophes, où la catastrophe des chrétiens dans la foi ne peut être effaçable ou vaine ni par les tortures les plus atroces, ni par les genres de mort les plus affreux. Je veux parler des régions de la Cochinchine et du Tonkin, où la cruauté des païens, pour étendre jusqu'à son extrême, a pris une redondance terrible. Nous ne ferons pas ici l'énumération des collèges, des couvents, des temples, des écoles publiques ou privés renversés ou livrés aux flammes. Nous n'appellerons pas combien de fidèles de tout âge, de tout sexe, de tout ordre, ont été pour-

suivis cruellement, dépouillés de tout, et se sont vus, privés de tous secours, réduits à une vie plus amère que tous les supplices. Nous ne dirons pas combien ont été jetés dans les fers et scellés aux plus atroces chaînes; ni comment, en se relevant pour le jour, les tourmens et la mort, ils ont renouvelé l'épopée des anciens martyrs de l'Eglise.

Nous ne sommes pas moins touché de la triste situation des chrétiens de Syrie, qui, en ce moment à l'abri des dangers dont ils ont été victimes, n'en demeurent pas moins sous le poids d'un terreur insupportable, dans la persuasion où ils sont que si les forces militaires de l'Europe viennent à se retirer, la terre et des milliers de chrétiens plus terrible et donnera au monde le spectacle de nouvelles dévastations et de nouveaux massacres.

Pour soulager leurs infortunes, nous leur avons fait transmettre des secours proportionnés, sans nous en désoler de notre amour paternel, mais à la situation difficile qui nous est faite, et ces secours, nous les avons pris sur les sommes que nous avons de nous offrir la plus libérale destination catholique.

Leur charité, nous voulons le rappeler ici à leur louange, s'est également manifestée d'une manière éclatante par leurs largesses pour les fidèles si malheureux de la Syrie, et c'est pour nous une grande joie de voir que toujours, lorsqu'il dans l'Eglise cette vertu dont le divin Père leur a fait la marque principale de la religion chrétienne.

Nous vous avons exposé l'état déplorable et déclinant de la religion et de la société. Cet état nous remplit d'angoisses, de trouble et aussi d'une profonde douleur, vénérables frères; nous ne doutons pas que vous, qui êtes appelés à partager notre mission, vous ne participiez aussi notre douleur. Mais pourtant, ne laissons pas s'affaiblir notre âme, redoublons chaque jour nos prières, et levons les yeux vers la montagne d'où, au milieu de si dures épreuves, le secours nous arrivera quand le moment sera venu.

Dieu ne manquera pas à son Eglise, il n'abandonnera pas notre humilité, et, fortifiés par sa vertu, nous ne serons d'ailleurs de notre devoir et de notre constance dans le ministère apostolique ni par la crainte de la mort, ni par aucune adversité. Que le sang innocent des chrétiens dont est arrosée la terre d'Orient monte vers le Seigneur en odeur de suavité, et que le Seigneur, apaisé comme par un sacrifice salutaire, soit pour nous plus propice et détourne les calamités terribles qui nous accablent et celles qui nous menacent; que par l'intercession de la très sainte Mère de Dieu, immaculée dès le principe, par l'appui des bienheureux apôtres Pierre et Paul, le Seigneur accorde à son Eglise la victoire sur ses ennemis!

Que Dieu se lève enfin comme juge, et que, dans la force de son bras, il disperse et terrasse les ennemis de son nom, qui aspirent à la perte de la religion et s'épuisent en coupables efforts contre l'Eglise, ou plutôt, ce que nous désirons, ce que nous lui demandons bien davantage, que celui qui est riche en miséricorde, par une clémence suprême, les ramène, pénétrés de la lumière de la grâce divine, dans les voies de la justice et de la vérité! (Bonne nuit.)

La Gazette officielle du royaume d'Italie, publiée dans son numéro du 1^{er} janvier, le tableau des circonscriptions des collèges électoraux. Le nombre des députés à élire dans les cinquante-neuf provinces est de 433.

(Correspondance particulière de la Patrie.)

Naples, 26 décembre.
Après les députations de la garde nationale de Brescia) nous avons eu celles de Livourne, de Florence, Bologne et Turin. Toutes veulent fraterniser ou plutôt faire un voyage d'agrément à Naples.

M. le lieutenant-général Farini est toujours très souffrant, et réside à Portici.

Les comités travaillent activement pour les élections; la liste des candidats n'est pas encore arrêtée, mais le parti de l'ordre va s'entendre certainement avec le parti d'action (liez-mazzinien) pour envoyer des candidats du royaume qui prendront l'engagement de faire une opposition énergique à la politique de M. le comte de Cavour. La liste qui sera arrêtée contient déjà les noms du professeur Zappala, de Libertini, de de Lucca, dont la candidature est significative; le major de Vecchi, le colonel d'Asi; d'autres officiers de confiance de Garibaldi, seront nommés aussi avec certitude en Calabre. En Sicile, on ne doute pas des candidatures de Crispi, de Morfini, et des noms qui réuniront le patronage de Garibaldi.

A propos de la Sicile, le bruit circule en ville que des troubles sérieux y auraient éclaté; on parle de coups de fusils échangés. Cette nouvelle, que je dois vous donner sous toutes réserves, ne paraît pas invraisemblable. Tous les officiers et soldats piémontais sont très mal vus à Palerme; dans plusieurs salons de la haute société, ils ne sont pas reçus.

Il est organisé des souscriptions pour l'épée d'honneur de Garibaldi, on souscrit avec empressement de toutes parts.

Le paquebot l'Esca a échoué le 23 sur les côtes de Calabre. Aucun voyageur n'a péri. Mais la cargaison, sous prétexte de sauvetage, a été pillée par les habitants du voisinage, sans que les autorités aient eu la force et l'énergie de s'y opposer.

Le mécontentement est très grand en province et augmente chaque jour dans la capitale.

Le service est déplorablement fait dans toutes les administrations: télégraphe, postes, chemins de fer. Tout va de plus en plus mal. Jamais on n'avait vu un désordre semblable.

Les nouvelles de Gaète ne sont pas bonnes. Il paraît positif aujourd'hui que l'escadre française ne quittera que vers le 1^{er} février, et il est également positif que le siège sera très long. Le roi, les princes ses frères, et la jeune reine sont décidés à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Ils ont beaucoup de partisans dans les Abruzzes, dans la Terre de Labour et dans la Molise. Les provinces en général sont toutes opposées à l'annexion.

Pour extrait: A. Tranchesi.

à ce que s'il était...
La détermination...
Le 12 au soir...

Disposition prise pour faire face à la situation...
Les troupes disponibles...
Malgré ces espérances...

Le 12 au soir...
Le 13 au matin...
Le 14 au matin...

Le 15 au matin...
Le 16 au matin...
Le 17 au matin...

Le 18 au matin...
Le 19 au matin...
Le 20 au matin...

Le 21 au matin...
Le 22 au matin...
Le 23 au matin...

Le 24 au matin...
Le 25 au matin...
Le 26 au matin...

Le 27 au matin...
Le 28 au matin...
Le 29 au matin...

Le 30 au matin...
Le 31 au matin...
Le 1er au matin...

Le 2 au matin...
Le 3 au matin...
Le 4 au matin...

Le 5 au matin...
Le 6 au matin...
Le 7 au matin...

Le 8 au matin...
Le 9 au matin...
Le 10 au matin...

Le 11 au matin...
Le 12 au matin...
Le 13 au matin...

Le 14 au matin...
Le 15 au matin...
Le 16 au matin...

Le 17 au matin...
Le 18 au matin...
Le 19 au matin...

Le 20 au matin...
Le 21 au matin...
Le 22 au matin...

Le 23 au matin...
Le 24 au matin...
Le 25 au matin...

Le 26 au matin...
Le 27 au matin...
Le 28 au matin...

Le 29 au matin...
Le 30 au matin...
Le 31 au matin...

Le 1er au matin...
Le 2 au matin...
Le 3 au matin...

Le 4 au matin...
Le 5 au matin...
Le 6 au matin...

Le 7 au matin...
Le 8 au matin...
Le 9 au matin...

Le 10 au matin...
Le 11 au matin...
Le 12 au matin...

Le 13 au matin...
Le 14 au matin...
Le 15 au matin...

Le 16 au matin...
Le 17 au matin...
Le 18 au matin...

Le 19 au matin...
Le 20 au matin...
Le 21 au matin...

Le 22 au matin...
Le 23 au matin...
Le 24 au matin...

Le 25 au matin...
Le 26 au matin...
Le 27 au matin...

Le 28 au matin...
Le 29 au matin...
Le 30 au matin...

Le 1er au matin...
Le 2 au matin...
Le 3 au matin...

Le 4 au matin...
Le 5 au matin...
Le 6 au matin...

Le 7 au matin...
Le 8 au matin...
Le 9 au matin...

Le 10 au matin...
Le 11 au matin...
Le 12 au matin...

Le 13 au matin...
Le 14 au matin...
Le 15 au matin...

Le 16 au matin...
Le 17 au matin...
Le 18 au matin...

Le 19 au matin...
Le 20 au matin...
Le 21 au matin...

Le 22 au matin...
Le 23 au matin...
Le 24 au matin...

Le 25 au matin...
Le 26 au matin...
Le 27 au matin...

Le 28 au matin...
Le 29 au matin...
Le 30 au matin...

Le 1er au matin...
Le 2 au matin...
Le 3 au matin...

Le 4 au matin...
Le 5 au matin...
Le 6 au matin...

Le 7 au matin...
Le 8 au matin...
Le 9 au matin...

Le 10 au matin...
Le 11 au matin...
Le 12 au matin...

Le 13 au matin...
Le 14 au matin...
Le 15 au matin...

Le 16 au matin...
Le 17 au matin...
Le 18 au matin...

Le 19 au matin...
Le 20 au matin...
Le 21 au matin...

Le 22 au matin...
Le 23 au matin...
Le 24 au matin...

Le 25 au matin...
Le 26 au matin...
Le 27 au matin...

Le 28 au matin...
Le 29 au matin...
Le 30 au matin...

avant, était dépourvu de fonds. Tout cela se présentait à point nommé au jour de l'évasion des Pénitons... Les renseignements furent immédiatement donnés aux troupes, qui les agrippèrent au jour.

Les renseignements furent immédiatement donnés aux troupes, qui les agrippèrent au jour. Enfin, pour mieux l'expliquer, je place ici un tableau des troupes qui ont été employées à la poursuite de l'ennemi, par ordre de régiment.

des moulin de la vallée, la ferme fut immédiatement incendiée. Les troupes, qui se trouvaient dans le voisinage, furent aussitôt mises en mouvement.

drinés de la route s'élevèrent à abandonner sans parti. On était peu ou point occupé à se défendre, car la situation ne le permettait pas.

Coup de main, mais son port était considérable et retentissant, elle était plus nombreuse que les troupes qui se trouvaient dans le voisinage.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

l'ennemi nous marche, nous le débouchâmes derrière son camp. Il nous parvint à se faire un chemin à travers les broussailles, et nous le suivîmes.

Le détachement, qui se trouvait dans le voisinage, fut aussitôt mis en mouvement. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

De la route de Lorient à Anobch, on descend dans la vallée de la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le général de Fomard reprit donc l'ordre de se diriger vers la position de franchir la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Les troupes de la rivière, quoique épuisées, ont été ramenées à leur poste. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le détachement, qui se trouvait dans le voisinage, fut aussitôt mis en mouvement. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

De la route de Lorient à Anobch, on descend dans la vallée de la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le général de Fomard reprit donc l'ordre de se diriger vers la position de franchir la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Les troupes de la rivière, quoique épuisées, ont été ramenées à leur poste. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le détachement, qui se trouvait dans le voisinage, fut aussitôt mis en mouvement. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

De la route de Lorient à Anobch, on descend dans la vallée de la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le général de Fomard reprit donc l'ordre de se diriger vers la position de franchir la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Les troupes de la rivière, quoique épuisées, ont été ramenées à leur poste. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le détachement, qui se trouvait dans le voisinage, fut aussitôt mis en mouvement. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

De la route de Lorient à Anobch, on descend dans la vallée de la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le général de Fomard reprit donc l'ordre de se diriger vers la position de franchir la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Les troupes de la rivière, quoique épuisées, ont été ramenées à leur poste. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le détachement, qui se trouvait dans le voisinage, fut aussitôt mis en mouvement. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

De la route de Lorient à Anobch, on descend dans la vallée de la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le général de Fomard reprit donc l'ordre de se diriger vers la position de franchir la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Les troupes de la rivière, quoique épuisées, ont été ramenées à leur poste. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le détachement, qui se trouvait dans le voisinage, fut aussitôt mis en mouvement. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

De la route de Lorient à Anobch, on descend dans la vallée de la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le général de Fomard reprit donc l'ordre de se diriger vers la position de franchir la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Les troupes de la rivière, quoique épuisées, ont été ramenées à leur poste. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le détachement, qui se trouvait dans le voisinage, fut aussitôt mis en mouvement. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

De la route de Lorient à Anobch, on descend dans la vallée de la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le général de Fomard reprit donc l'ordre de se diriger vers la position de franchir la rivière. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Les troupes de la rivière, quoique épuisées, ont été ramenées à leur poste. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.

Le vent, avec 45 chevaux seulement, par son poids et sa vitesse, avait fait beaucoup de mal à nos troupes. Les troupes qui se trouvaient dans le voisinage furent aussitôt mises en mouvement.



L'AMI

NAL POLI

liés les 5 et 20 de

On s'abonne en envoyant
à l'ordre du GÉRANT

temps les mesures nécessaires pour l'exécution du décret.

La convocation de la Diète hongroise est annoncée pour le 2 avril.

Avant-hier ont eu lieu à Postdam les obsèques du feu roi de Prusse. Derrière la bannière du royaume, qui suivait le corbillard, marchait le roi Guillaume I^{er}, ayant à son côté le roi de Hanovre et à peu de distance tous les autres membres de familles princières, parmi lesquels l'archiduc Ferdinand-Maximilien d'Autriche, dont la présence à cette triste cérémonie a été regardée comme un indice du rapprochement amical des deux pays.

Des lettres de Beyrouth annoncent qu'il y aurait eu dans le Liban un commencement d'insurrection provoquée par les Druzes qui ne veulent pas payer l'impôt. Plusieurs détachements français avaient été

Diplome de Noble
E. 2. } romain - au
bis } Général de
Lamoricière -

Pio IX Pont. Max. sedente — Anno XV. Senator
et conservatores — Almo urbis.

Marchio Mathæus Antici Mattei, senator.

Conservatores : Eques Joannes Ricci Parrac-
ciani. — Joannes ex principibus Chigi. — Comes
Ascanius di Brazza. — Marchio Franciscus del
Bufalo. — Eques Laurentius Alibrandi. — Eques
Aloysius dal'Olio. — Eques Josephus Pulieri. —
Eques Petrus Merolli.

Quum Senatus et Consilium publicum urbis
convenissent in Capitolio et verba facta essent
de Christophoro Ludovico Leonem Juchault de La-
moricière, viro clarissimo, summo Pontificii exer-
citus duce ejusque eximiis erga sanctissimum
Principem nostrum Pium IX et sedem Apostoli-
cam meritis, quibus totius orbis catholici plau-
sum et amorem adeptus est, placuit universis ur-
bem Romam in tanti viri honoribus augendis
ejusque singulari virtute ornanda nulli secundam
esse debere. Itaque cum Christophorus Ludovi-
cus Leo Juchault de Lamoricière, vir clarissimus
natione gallus, magnorum apud suos exercituum
ductor, postquam perdomita Africa, fortissimo
Arabum duce capto, servata patria summam
militaris gloriæ laudem et immortale nomen
adeptus esset; quique communi civibus suis et
inclytæ gallicæ genti erga Romanum Pontificem
studio incensus, Patris Principisque nostri
Pii IX et Apostolicæ Sedis defensionem adversus
præpotentes hostes exiguis viribus magno ani-
mo susceperit, et pro Ecclesiæ licertate se an-
teactos triumphos lubens devoverit, Senatus cen-
suit duci fortissimo gratias publice agendas, et
maximos urbis nostræ honores decernendos.

Quapropter placere Christophorum Ludovicum
Leonem Juchault de Lamoricière virum clarissi-
mum summum Pontificii exercitus ducem, filios
posterisque ejus in amplissimum nobilium Roma-
norum ordinem coaptari, publicasque ei litteras
conscribi quarum auctoritate palat fiat ipsum vi-
rum clarissimum Christophorum Ludovicum Leo-
nem Juchault de Lamoricière, nec nos filios, poste-
rosque suos Romana nobilitate donatos esse eos-
que nobilium Romanorum Patritiorum numero
censendos esse, ipsisque, licere omnium nobilium
Romanorum jure, honoribus, munitis ac privile-
giis uti, frui, veluti qui optimo jure utuntur,
fruuntur, ut quæcumque ad hanc diem ab ipso
inita gestaque sunt præclara consilia, haud ab-
similia his in posterum ab eodem ad Apostolicæ
Sedis et urbis nostræ utilitatem referantur.

Actum in Capitolio VI kal. novembris anno
ab urbe condita MMDCCXIV, reparatæ salutis
MDCCCLX.

47. ANNÉE. — N° 219.

PRIX D'ABONNEMENT

Paris	
TROIS MOIS . . .	45 FR.
SIX MOIS . . .	28 FR.
UN AN . . .	54 FR.

Un Numéro (à Paris) 15 centimes
chez les libraires et marchands de journaux et
dans toutes les gares de chemins de fer.

L'AMI

JOURNAL POLI

Pour les pays étrangers, voir les tableaux publiés les 5 et 20 de
chaque mois

On s'abonne en envoi
à l'ordre du gér.

Paris, 23 Octobre.

BULLETIN POLITIQUE DU JOUR

Les dépêches de Turin apportent quelques premiers détails sur le vote annexionniste dans le royaume de Naples. Suivant ces dépêches, la minorité est imperceptible, et on annonce même que dans plusieurs provinces « il y aura unanimité. » *Il y aura!* Cette assurance tranquille avec laquelle on croit pouvoir faire connaître d'avance le résultat *unanime* du scrutin n'est-elle pas admirable!

Victor-Emmanuel doit faire son entrée à Naples le 28; ses équipages ont été expédiés de Turin et le précédent de quelques jours.

On prétend qu'après avoir pris officiellement possession du trône venant de François II, le roi de Piémont ira sur le Volturne diriger en personne les opérations militaires contre Capoue.

D'après une dépêche publiée par la *Nouvelle Gazette de Munich*, le représentant de la Russie en Sardaigne ne serait pas seul rappelé: les ministres de Prusse, d'Espagne et de Portugal feraient aussi leurs préparatifs de départ.

Le *Siècle* est tout surpris de ces protestations des puissances contre l'intervention brutale du Piémont dans le sud de la péninsule. Il y a là, suivant lui, une erreur de fait. « L'intervention, dit-il, a lieu quand une nation étrangère envoie ses troupes chez un peuple voisin pour faire triompher tel ou tel parti, tel ou tel prince. Mais il n'y a pas d'intervention en Italie en ce moment, car, malgré tout ce que peuvent dire les journaux royalistes, il n'y a en Italie que des Italiens, et la péninsule a, comme toute autre partie de l'Europe, le droit de régler ses affaires intérieures comme elle l'entend. »

A ce compte, les grands politiques du

te nombreuse, vient d'arriver. Sa Majesté a été reçue à la gare du chemin de fer par l'empereur de Russie. De là, les deux souverains se sont rendus en voiture au palais Lazienski.

L'empereur François-Joseph portait un uniforme russe, et l'empereur Alexandre était en uniforme autrichien.

Dans une autre voiture de la cour se trouvait le prince héréditaire de Russie, et dans le troisième, le prince-régent de Prusse et les princes prussiens.

Marseille, 22 octobre.

Rome, 18. — Le comte de Cavour avant de rendre les prisonniers de guerre, exige que le Pape éloigne tous les étrangers restés à son service. La plupart des fonctionnaires des Marches et de l'Ombrie ont fait acte d'adhésion au Piémont.

Turin, 23 octobre, 9 h. du m.

Quarante autres bataillons de la garde nationale seront mobilisés.

Sa Majesté est arrivée à Castel Sangro et arrive à Naples le 28; c'est-à-dire le lendemain de la proclamation du plébiscite.

Vienne, 23 octobre.

A Presbourg, il y a eu de légers désordres contre les Israélites.

(Service télégraphique Hama-Bullier.)

On lit dans le *Moniteur*:

Les dispositions arrêtées par le général de Beaufort-d'Hautpoul, commandant le corps expéditionnaire de Syrie, et concertées avec Fuad-Pacha pour pénétrer dans le Liban et y rétablir les chrétiens réfugiés sur le littoral, ont déjà porté leur fruit. L'action européenne, vigoureusement représentée par nos troupes, ne pouvait pas rester plus longtemps stérile; elle fait progressivement disparaître tous les obstacles que la résistance ouverte ou cachée lui oppose. Nous allons au-devant de tous les vœux en donnant sur la situation des renseignements dont l'authenticité ne peut être contestée.

Il avait été convenu que le général de Beaufort-d'Hautpoul partirait de Beyrouth, et Fuad-Pacha de Saïda, et qu'ils convergeraient simultanément dans la direction de Deir-el-Kamar.

Le général de Beaufort-d'Hautpoul a quitté Beyrouth le 25 septembre, à sept heures du matin, avec 2,400 hommes d'infanterie, une batterie de montagne et une escorte de cavalerie composée de hussards et de spahis. Le colonel d'Arriau partait en même temps pour Ain-Sefer, sur la route de Damas, avec les douze compagnies du centre du 13^e de ligne.

La route de Beyrouth à Deir-el-Kamar, ouverte par les soins de l'émir Béchir, est partout très-difficile, et impraticable dans beaucoup d'endroits. Hérissée de rochers, très-étroite et présentant des pentes d'une extrême rapidité, le convoi ne pouvait que péniblement s'y mouvoir;

François II, le roi de Piémont ira sur le Voltourne diriger en personne les opérations militaires contre Capoue.

D'après une dépêche publiée par la *Nouvelle Gazette de Munich*, le représentant de la Russie en Sardaigne ne serait pas seul rappelé : les ministres de Prusse, d'Espagne et de Portugal feraient aussi leurs préparatifs de départ.

Le *Siècle* est tout surpris de ces protestations des puissances contre l'intervention brutale du Piémont dans le sud de la péninsule. Il y a là, suivant lui, une erreur de fait. « L'intervention, dit-il, a lieu quand une nation étrangère envoie ses troupes chez un peuple voisin pour faire triompher tel ou tel parti, tel ou tel principe. Mais il n'y a pas d'intervention en Italie en ce moment, car, malgré tout ce que peuvent dire les journaux royalistes, il n'y a en Italie que des Italiens; et la péninsule a, comme toute autre partie de l'Europe, le droit de régler ses affaires intérieures comme elle l'entend. »

A ce compte, les grands politiques du *Siècle* ne verraient sans doute aucune intervention dans une ingérence armée de l'Autriche ou de la Prusse chez les Etats secondaires qui les entourent, par la raison triomphante que le conflit serait tout allemand, et que les Allemands ont le droit de s'arranger entre eux ?

Rien de nouveau à Gaëte; une dépêche signale seulement l'arrivée devant la place du vice-amiral Le Barbier de Tinan avec la *Bretagne* et le *Saint-Louis*, la frégate le *De-cartes* et un aviso.

A Turin, les préparatifs de guerre et les mouvements militaires sont toujours la première préoccupation. On vient encore de mobiliser quarante bataillons de garde nationale.

Les correspondances de Rome sont unanimes à constater l'accueil enthousiaste qui a été fait à l'illustre général de Lamoricière à sa rentrée dans cette ville. La *Nazione* constate elle-même que « le général a presque été porté en triomphe au bruit des acclamations. »

L'empereur d'Autriche est arrivé à Varsovie lundi à quatre heures. L'empereur Alexandre s'était porté à la gare même pour le recevoir. Les deux souverains se sont rendus au palais dans la même voiture. François-Joseph portait un uniforme russe, et le czar un uniforme autrichien.

La *Patrie* prétend savoir que lord John Russell aurait adressé récemment au cabinet de Saint-Petersbourg une note exposant les vues du gouvernement britannique dans la question italienne. D'après cette note, l'Angleterre reconnaît le droit absolu de l'Autriche sur la Vénétie, mais elle déclarerait que, sur toutes les autres parties de l'Italie, le droit de non-intervention doit être pratiqué par l'Europe de la manière la plus complète.

On trouvera plus loin une note du *Moniteur* sur l'expédition française en Syrie.

LEON LAYMAN.

BOURSE DE PARIS.

	22.	23.	HAUSSE.	BAISSE.
CLOTURE				
3 1/2				
Comptant.	68 90	69 05	15	..
Fin cour..	68 75	68 95	20	..
1/2 0/0				
Comptant.	95 70	95 75	05	..
Fin cour..	95 90	95 75	..	15

Télégraphie privée.

Varsovie, lundi, à midi.

Hier, il y a eu dîner au Belvédère; le soir, toute la cour a assisté au spectacle du théâtre de la ville.

Aujourd'hui, à 11 heures, il y a eu parade et manœuvre des cosaques.

L'empereur d'Autriche arrivera cette après-midi, à quatre heures.

Mardi soir il y aura bal chez le gouverneur prince Gortschakoff.

A l'hôtel d'Angleterre des appartements sont retenus; pour le prince Hohenzollern doit-on attendre l'arrivée à chaque instant.

Munich, 22 octobre.

La *Nouvelle Gazette de Munich* publie, dans son numéro d'aujourd'hui, une dépêche de Turin, en date du 21, annonçant que les représentants de la Prusse, de l'Espagne et du Portugal font leurs préparatifs de départ.

Varsovie, 22 octobre, à h. 1/2 du soir.

L'empereur d'Autriche, accompagné d'une sui-

On lit dans le *Moniteur* :

Les dispositions arrêtées par le général de Beaufort-d'Hautpoul, commandant le corps expéditionnaire de Syrie, et concertées avec Foad-Pacha pour pénétrer dans le Liban et y rétablir les chrétiens réfugiés sur le littoral, ont déjà porté leur fruit. L'action européenne, vigoureusement représentée par nos troupes, ne pouvait pas rester plus longtemps stérile; elle fait progressivement disparaître tous les obstacles que la résistance ouverte ou cachée lui opposa. Nous allons au-devant de tous les vœux en donnant sur la situation des renseignements dont l'authenticité ne peut être contestée.

Il avait été convenu que le général de Beaufort-d'Hautpoul partirait de Beyrouth, et Foad-Pacha de Saïda, et qu'ils convergeraient simultanément dans la direction de Deir-el-Kamar.

Le général de Beaufort-d'Hautpoul a quitté Beyrouth le 25 septembre, à sept heures du matin, avec 2,600 hommes d'infanterie, une batterie de montagne et une escorte de cavalerie composée de hussards et de spahis. Le colonel d'Arricau partait en même temps pour Aïn-Sefer, sur la route de Damas, avec les douze compagnies du centre du 13^e de ligne.

La route de Beyrouth à Deir-el-Kamar, ouverte par les soins de l'émir Béchir, est partout très-difficile, et impraticable dans beaucoup d'endroits. Hérisée de rochers, très-étroite et présentant des pentes d'une extrême rapidité, le convoi ne pouvait que péniblement s'y mouvoir; aussi, quoique les étapes fussent très-courtes, n'a-t-il pu arriver chaque jour au bivouac qu'à la tombée de la nuit.

Trois ou quatre mille chrétiens, hommes, femmes et enfants, ont quitté Beyrouth en même temps que les troupes françaises; d'autres, en grand nombre, les ont suivis : les routes en étaient couvertes. Les Druses apparaissent au loin, sur les crêtes, mais sans oser approcher; aussi la marche de nos troupes n'a-t-elle offert aucun incident sérieux jusqu'à Deir-el-Kamar, où elles sont arrivées le 30 au soir.

Au lieu de se rendre à Deir-el-Kamar, Foad-Pacha a dû se porter à Djézine, où il est arrivé le 28, des rassemblements de Druses lui ayant été signalés à Niba et à Badrane. Ces rassemblements se sont dispersés dès qu'ils ont appris le mouvement des forces françaises et turques, et les Druses de Djézine et du Chouff ont cherché à s'échapper isolément dans la direction de Merdj-Ayoun ou du Djebel-Cheikh, pour gagner leur refuge habituel de Cheba, dans lequel Ibrahim-Pacha a pu les poursuivre. Foad-Pacha, laissant son infanterie à Djézine, s'est avancé le 29, avec sa cavalerie, jusqu'à Pachara, sur le versant est du Liban; il a envoyé quelques troupes à Moktara, sous les ordres d'Ismaël-Pacha, pour se mettre en relations avec les Français et pour couvrir les chrétiens qui repeuplent leurs villages; enfin il est chargé d'observer toutes les issues qui pourraient permettre aux Druses de passer du Djebel-Cheikh dans le Haoran.

De son côté, le général de Beaufort-d'Hautpoul a donné l'ordre au colonel d'Arricau de quitter Aïn-Sefer avec ses deux bataillons, et de se rendre à Deir-el-Kamar, où il est arrivé le 29 septembre, pour s'établir à Ise-el-Din, dans l'ancien et vaste palais de l'émir Béchir. Ce détachement français, dans une position admirable au point de vue militaire, contre ainsi, avec les forces turques de Moktara et de Djézine, le pays qui descend des crêtes du Liban à la mer, tout en nous reliant à Beyrouth, lorsque la colonne française se portera en avant.

La cavalerie laissée à Beyrouth a reçu l'ordre de marcher sur Kab-Elias, où elle est arrivée le 29 septembre au matin, afin d'agir dans la plaine de la Beqaa ou de tourner le Djebel-Cheikh, selon les circonstances.

On se ferait difficilement une idée de l'état où nos troupes ont trouvé Deir-el-Kamar; toutes les maisons sont détruites, des débris humains épars dans les ruines, déblayer les rues et permettre ainsi l'accès du peu de maisons qui peuvent encore offrir aux chrétiens un indispensable mais dangereux refuge. L'infestation était telle que le général de Beaufort-d'Hautpoul a dû éloigner son camp le plus possible; il a pris les mesures de prudence pour prévenir toute épidémie; les bataillons du 13^e de ligne, stationnés à Bet-ed-Dia, ont envoyé des hommes pour aider à relever, à couvrir les maisons saccagées par les Druses.

Toutes ces mesures, qu'au premier jour de son arrivée à Deir-el-Kamar, le commandant militaire français avait organisées, ont reçu une active exécution sous la surveillance du colonel d'Arricau; Foad-Pacha en a reconnu l'importance, et il se proposait de les appliquer dans les villes où il a mission de reconstituer.

Le général de Beaufort-d'Hautpoul a quitté Deir-el-Kamar, le 28 septembre, pour venir camper à la source du Barouk, près du village de Neba-Berouk, position réputée inexpugnable dans le Liban et appelée dans le pays la *Citadelle des Druses*.

Un rassemblement assez considérable de Druses s'était formé, dès le matin, à Kefer-Nabrak, petit village située à 200 mètres de la route que la colonne française devait suivre, et paraissait vouloir lui disputer le passage. A la vue de nos troupes, ils se sont enfuis après avoir tué un pauvre chrétien qui s'était trop pressé de rentrer dans son village.

Le 29, la colonne a franchi le Liban par un

Paris pour réclamer contre le rétablissement de l'autorité pontificale. On assure qu'en ce qui concerne la ville et le territoire d'Orviète, l'occupation piémontaise y sera provisoirement maintenue.

• L'Empereur vient d'affecter d'une manière définitive au prince Napoléon le Palais-Royal pour sa résidence d'hiver, et le château de Meudon pour sa résidence d'été.

• Le ministre de la marine vient, dit-on, de donner l'ordre de tenir à la disposition du gouvernement un certain nombre de navires de guerre pour des transports de troupes.

• Un bruit répandu, mais que l'on dément formellement dans les régions officielles, c'est que le Corps législatif serait convoqué pour la fin de novembre.

• On annonce que le général de Montauban, commandant du corps expéditionnaire en Chine, sera nommé sénateur après la prise des forts du Pei-Ho. ■

M. GARCIN.

Lettre pastorale

de Mgr l'évêque de Nîmes au clergé de son diocèse, sur la dernière invasion des Etats pontificaux.

(Voir l'Ami de la Religion du 21 octobre.)

IV.

Les attentats dont cet acte étaient le prélude n'ont pas été moins monstrueux que le memorandum lui-même. De qui s'est servi le gouvernement piémontais pour faire porter son ultimatum au Saint-Père? D'un homme qu'on avait été contraint de chasser de Rome, parce qu'il abusait de sa position diplomatique pour corrompre la population romaine et frayer les voies à une annexion spontanée de plus en faveur de Turin. Il avait poussé si loin l'audace de l'intrigue, que le général qui commande notre corps expéditionnaire fut obligé d'intervenir et de le contraindre à reprendre humilié la route du Piémont. Le style de la sommation n'était pas moins inconvenant que le choix du messager. Elle révolte à force d'arrogance et de hauteur; un agent de police ordonnerait d'un ton moins brutal à un club révolutionnaire de se dissoudre que la conscience et la piété du gouvernement sarde ne prescrivaient au cardinal Antonelli de licencier les troupes pontificales. On adressait à peine au Saint-Siège l'injure de cette injonction qu'on commandait aux armées spoliatrices d'envahir les Marches et l'Ombrie. Rome n'avait pas encore eu le temps de répondre, et déjà l'on avait franchi la frontière et mitraillé les défenseurs de la Papauté dans des combats et des assauts barbares parce qu'ils étaient inattendus; contre les exigences les plus sacrées du droit et de l'honneur, on ne les avait fait précéder d'aucune déclaration de guerre. Pour que le soldat piémontais entrât plus résolument dans cette lutte dont l'iniquité pouvait faire hésiter son courage, on l'avait exalté par de sauvages proclamations (1). Les généraux qui les ont signées leur devront l'immortalité d'un opprobre que ne rachètera point l'atrocité de leurs victoires. Celle du roi dont ils étaient les instruments lui vaudra plus de honte encore. Les premiers s'étaient contentés de tranquilliser la conscience de leurs guerriers en leur disant qu'ils allaient avoir affaire à des aventuriers et à des pillards. Le second élevait l'usurpation dont ils allaient se rendre coupables à la dignité d'un apostolat et d'un saint exemple. Là vous n'aviez que le dénigrement de l'héroïsme: ici vous avez l'apothéose du sacrilège. « Vous allez apprendre, dit-on à l'armée d'invasion, vous allez apprendre le pardon des injures (2). »

sont dûs ont été loués à outrance, pendant que les nobles prisonniers de la cause pontificale étaient outragés par les populations qu'ils traversaient. Et parce qu'il convenait que le blasphème couronnât l'œuvre de l'impiété, un théologien couronné est venu dire à ses sujets que, par les triomphes des armes piémontaises, les vaincus auront « appris que Dieu récompense celui qui le sert, non pas celui qui opprime le peuple et méprise le droit des nations (3). »

O mon Dieu! qui jamais eût dit que le sang des Humbert et des Amédée devait descendre jusqu'à ce degré de déshonneur. Charles-Albert, le père de celui qui vient de porter une main criminelle sur l'Arche-Sainte, a sans doute inauguré la politique de l'ambition; mais il n'eût rien entrepris contre le Saint-Siège. Son fils eut deux saintes pour mère et pour épouse; une de ses royales parentes fit éclater sur le trône de Naples des vertus héroïques, et bientôt peut-être elle sera placée sur les autels par un jugement solennel de l'Eglise. Comment se fait-il qu'avec une sève si pure et si chrétienne dans les veines, Victor-Emmanuel ait osé frapper Rome de coups si parricides? O Seigneur! Vous avez voulu sans doute nous montrer, par cette horrible déchéance, tout ce qu'il entre parfois de perversité dans les desseins de la politique et de l'orgueil, sans qu'ils puissent être contenus ni par les principes de la foi, ni par les grands exemples et les nobles traditions de famille.

Voilà des faits qui nous affligent et nous révoltent. En voici d'autres qui nous étonnent.

V.

Nous ne sommes pas précisément surpris, N. T. C. G., des attentats commis contre le royaume de Naples et contre le Saint-Siège; ils sont révoltants sans doute, quoique à des degrés inégaux, mais ils étaient prévus. Après avoir vu les gouvernements de ces deux Etats entraînés en accusés par le Piémont, au Congrès de 1856, et solennellement flétris comme atteints d'abus invétérés et demandant de radicales réformes, il était facile de deviner que les barrières seraient bientôt ouvertes à la Révolution, du nord au midi de la Péninsule. Il s'en faut que nous soyons prophète ou fils de prophète; et vos souvenirs comme nos propres écrits vous attestent que nous avions prédit cet effroyable résultat. Le mystère n'est pas là pour nous.

Ce qui nous étonne, c'est l'influence exercée par une brochure tristement fameuse. A son apparition, la justice, le bon sens et l'opinion se révoltèrent; l'épiscopat fut à peu près unanime à la foudroyer; il s'emblait qu'elle dût périr sans contre-coup, comme un misérable pamphlet. Mais au contraire, les souverains la prirent au sérieux; par elle, le Congrès qui devait se réunir pour examiner les traités de Villafranca et de Zurich fut dissout avant de s'être assemblé. Tous les événements qui se sont déroulés depuis ont pris, pour ainsi dire, à tâche d'en réaliser les plans, si déplorables qu'ils fussent. On supposerait volontiers que le Piémont lui-même l'a suivie comme un programme officiel, et le Pape, ainsi qu'elle le voulait, en est venu au point maintenant de n'avoir plus qu'une royauté nominale, au sein d'un territoire ayant Rome pour centre et quelques kilomètres pour ceinture. Qu'un semblable libelle, sans nom comme sans valeur, ait été l'âme et le régulateur de ce qui s'est fait en Italie, c'est ce que nous ne pouvons comprendre.

Ce qui ne nous étonne pas moins, c'est l'immense disproportion de ce que nous avons fait à ce que nous avons permis d'espérer. En acceptant les services de la France, nous dési-

général qui les ont si- gnés leur devront l'immortalité d'un opprobre que ne rachètera point l'aurore de leurs vic- toires. Celle du roi dont ils étaient les instru- ments lui vaudra plus de honte encore. Les premiers s'étaient contentés de tranquilliser la conscience de leurs guerriers en leur disant qu'ils allaient avoir affaire à des aventuriers et à des pillards. Le second élevait l'usurpation dont ils allaient se rendre coupables à la di- gnité d'un apostolat et d'un saint exemple. Là vous n'aviez que le dénigrement de l'héroïsme : ici vous avez l'apothéose du sacrilège. « Vous allez apprendre, dit-on à l'armée d'invasion, vous allez apprendre le pardon des injures (2). » Depuis qu'il est sur le trône, le fils de Char- les-Albert n'a cessé de désoler le Saint-Siège; naguère encore, après mille autres attentats, il s'est emparé des Légations contre la foi ju- rée; actuellement même, il lance des bandes d'infâmes volontaires afin d'ameuter les peu- ples et de se donner un prétexte d'arracher au gouvernement pontifical les dernières posses- sions qui lui restent sur l'un et l'autre revers des Apennins. Et, chose singulière! ces cri- mes, au lieu d'offenser le Saint-Père qui en est victime, sont une offense du Saint-Père contre le Piémont qui en est l'auteur. Ce n'est pas le Saint-Père qui devra pardonner ces outrages au Piémont; c'est le Piémont qui aura l'hon- neur de les pardonner au Saint-Père, et pour lui apprendre comment on pardonne, on se jettera sans avertissement, avec la brusque vo- racité d'un vautour, sur les provinces qui ne lui ont pas encore été ravies. Nous ne savons pas si jamais une bouche royale s'est permis une dérision plus sacrilège. Un autre Constance a bien déjà succédé dans l'histoire à un autre Constantin; mais saint Hilaire n'eut pas à lui reprocher des moqueries aussi cruellement im- pies.

Que dire de la guerre elle-même? On s'est indigné de la comparaison que le chef désor- mais triplement illustre de l'armée pontificale avait établie, dans une proclamation, entre l'islamisme et la révolution italienne. Ce rap- prochement n'est que trop fondé, quoi qu'on en ait dit, et les troupes régulières du Piémont se sont données la sinistre gloire de le justifier autant que les bandes démagogiques. Quand les deux grands corps d'armée piémontais se sont avancés par Pérouse et Pesaro, ils sa- vaient parfaitement qu'ils marchaient plus de dix contre un, et qu'une résistance sérieuse, mais surtout une victoire de la part des soldats pontificaux était absolument im- possible. Avec cette certitude que vou- lait-on d'eux? Qu'ils se rendissent sans se battre? Ils ne le pouvaient pas. Soldats de l'Eglise, représentants du droit le plus auguste et le plus sacré qui soit dans le monde, ils de- vaient être prêts à verser leur sang pour sa défense. Si le Piémont leur avait demandé leur épée avant qu'ils l'eussent tirée du fourreau, l'islamisme lui-même ne l'eût pas fait, il au- rait mieux compris l'honneur. Voulait-on qu'ils livrassent bataille? C'était alors décréter contre eux les horreurs d'une boucherie; il était évident qu'une poignée d'hommes chevaleres- ques, pleins d'élan, disposés chercher le péril plutôt qu'à le fuir, succomberaient sous le feu fouroyant des batailles innombrables auxquels ils auraient à faire. On n'a pas reculé devant cette extrémité féroce. Les hauteurs de Castel- fidardo se sont chargées de reproduire les scè- nes sanglantes du Liban, et par la force des choses nous sommes revenus à la terrible com- paraison des mouvements italiens avec l'his- toire de l'islamisme.

Après la victoire n'a-t-on pas eu la bassesse de flétrir les vaincus? On n'a pas rougi de représenter comme un lâche ce gé- néral que l'Afrique et la France s'étaient accoutumées, vingt ans, à considérer comme le symbole le plus brillant de l'intré- pidité; il avait réussi, dans son bouillant es- sor, à percer les lignes ennemies, et l'on a peint comme une fuite le vol d'aigle qui l'em- portait vers Ancône, dernier boulevard de la puissance temporelle du Saint-Siège. Les soldats ont été traités comme leur chef, et l'on a voulu nous faire maudire des assassins dans ces héros prodigieux qui nous rappellent les Croisés. Tandis qu'ils insultaient ainsi la ma- gnanimité des victimes, les bourreaux glori- fiaient leurs succès avec une idieuse emphase. Pérouse réduite, Pesaro conquis, Ancône bom- bardée par ceux dont la délicatesse s'était in- dignée du bombardement de Palerme, voilà de quels trophées on s'est enorgueilli. Turin les a célébrés par des illuminations et de bruyantes salves d'artilleries; les généraux auxquels ils

sont déroulés depuis ont pris, pour ainsi dire, à tâche d'en réaliser les plans, si déplorables qu'ils fussent. On supposerait volontiers que le Piémont lui-même l'a suivie comme un pro- gramme officiel, et le Pape, ainsi qu'elle le vou- lait, en est venu au point maintenant de n'avoir plus qu'une royauté nominale, au sein d'un ter- ritoire ayant Rome pour centre et quelques kilo- mètres pour ceinture. Qu'un semblable libelle, sans nom comme sans valeur, ait été l'âme et le régulateur de ce qui s'est fait en Italie, c'est ce que nous ne pouvons comprendre.

Ce qui ne nous étonne pas moins, c'est l'im- mense disproportion de ce que nous avons fait à ce que nous avions permis d'espérer. En acceptant les services de la France, qu'a désiré le Souverain-Pontife? A quoi s'est-il naturelle- ment attendu? A ce qu'on gardât sa personne? Il n'aurait jamais demandé, pour une fin de cette nature, l'appui d'une grande nation ca- tholique; les Papes sont accoutumés de vieille date à sacrifier aisément leur vie. N'a-t-il été question que de garder Rome? Rome et sa banlieue ne pouvaient lui suffire; et, d'ail- leurs, on lui a donné des assurances plus éten- dues; lui-même il l'a plus d'une fois certifié. De son côté, l'épiscopat français a reçu des lettres ministérielles qui le pressaient, il y a plus, qui lui commandaient d'avoir pleine confiance. On lui avait dit en termes exprès que la France voulait le maintien de *tous les droits* du Saint-Père comme souverain tempo- rel (4). Mais tous ses droits, ce n'était pas seu- lement Rome et le petit cercle qui l'entoure; c'était la totalité des possessions pontificales. Il n'est personne d'honnête qui ne l'ait ainsi entendu. Aux yeux de tous, nous étions enga- gés à défendre la royauté temporelle de la Pa- pauté contre toutes les agressions, de quelque part qu'elles vinssent, de la révolution démoc- ratique ou de la révolution couronnée (5). Nous avons autrement interprété notre devoir et notre parole. Le Piémont est entré dans les Romagnes, nous l'avons laissé faire. Il s'est je- té sur les Marches et l'Ombrie, nous l'avons laissé faire. Il a mis en pièces l'armée que les conseils de l'Europe avaient invité le Saint-Père à former; nous l'avons laissé faire. A vrai dire nous avons tout désavoué; mais le gouverne- ment de Turin n'a pas craint de proclamer que ces désaveux n'avaient rien de sérieux, et qu'on pourrait aller en avant sans faillir à la gratitude et sans briser l'alliance. Nous avons retiré notre ambassadeur, mais le Pié- mont a fait immédiatement bien compren- dre que ce rappel n'était pas une rupture des relations diplomatiques, et l'on a marché de spoliations en spoliations, comme si, par avance, l'on avait été sûr de l'impunité. Si le Piémont a dit vrai, dans le commentaire qu'il a fait de notre conduite, pourquoi des protes- tations dérisoires? S'il a dit faux, pourquoi lui permettons-nous de compromettre, aux yeux du monde, notre réputation de franchise et de loyauté? Nous avons augmenté notre corps ex- péditionnaire; mais le Piémont n'en a pas sou- ci, et, après tout, à quoi servira ce développe- ment de forces, à présent que la révolution ne peut encore nous attaquer, que Turin ne le veut pas, et que le pouvoir temporel, debout comme droit, a cessé d'être comme fait? Ainsi, du haut du château Saint-Ange, nous aurons assisté comme témoins, à la ruine de la royauté pontificale, pendant que l'univers s'attendait à voir que nous en serions le soutien. Nous avons fait verser le sang de plus de cinquante mille hommes pour l'intégrité de l'empire turc auquel nous n'avions rien garanti, et depuis les dernières commotions italiennes, nous n'au- rons pas sacrifié un soldat pour l'intégrité du domaine du Saint-Siège, que nous devons faire respecter. Magenta et Solferino ont vu périr l'élite de nos braves et de nos armées, pour agrandir le Piémont; et le Piémont, par reconnaissance, se sera moqué impunément de nos bonnes intentions vis-à-vis du Souverain- Pontife. Le Pape aura perdu tour-à-tour ses provinces; les sources dont les flots alimenta- ient son moule et trésor se seront taries; nous l'aurons laissé libre de contracter un emprunt, puis il sera tombé sous nos yeux dans l'impos- sibilité de suffire à la dette que cette nouvelle charge lui impose; et ni la présence de notre drapeaux, ni la crainte de nos armes, ne lui aura épargné aucune de ces angoisses. Toute notre mission se sera bornée, ainsi que l'ont dit quelques feuilles officieuses, à assurer *l'autorité du Saint-Père*, et quelle autorité? Comme si c'était pour un résultat aussi vague

(3) Ordre du jour de Victor-Emmanuel à ses soldats après la prise d'Ancône.

(4) Lettre de M. Rouland, sous la date du 4 mai 1859.

(5) Même lettre.

(1) Proclamations signées : Fanti et Cialdini.
(2) Proclamation de Victor-Emmanuel.

qu'on avait entrepris l'expédition de Rome... cent déclarations positives n'avaient pas fait concevoir des espérances plus hautes et plus dignes de la France...

Ce qui nous étonne encore, c'est l'étrange application qu'on a faite du principe de la non-intervention... Garibaldi s'empare de la Sicile à l'honneur des frégates anglaises...

Enfin ce qui nous étonne, c'est l'apparente impossibilité des gouvernements... elle se passe au delà des monts, elle en tressaille au contraire...

VI.

Au milieu de tant de choses qui contristent l'âme... Dieu nous a ménagé de glorieux spectacles qui la consolent et la réconfortent...

Et d'abord les beaux jours des Croisés ont reparu sur le monde... l'effort incomparable contre les Arabes de notre Afrique et contre les révolutionnaires de Paris...

Où, ce sont les frères des martyrs, parce qu'ils ont versé leur sang pour la même cause et les mêmes intérêts... Où, ce sont les frères des martyrs, parce que, comme les martyrs, ils se sont dévoués librement...

héroïques; presque tous les généraux ont été transfuges... C'est un spectacle déshonorant à force d'abjection...

VII.

Un autre martyr ne nous apparaît pas moins grand que celui qui se sont immolés pour sa cause: c'est Pie IX lui-même... l'Espoir qu'il avait fondé sur les grandes puissances catholiques...

O Père! O martyr des martyrs! que vous êtes beau sur votre second Calvaire! Sans doute, nous gémissons de vos angoisses et nous voudrions cent fois briser le glaive qui vous perce le cœur... O Père, quand vos épreuves seront plus extrêmes, alors précieusement elles seront plus fécondes...

† Henri d'Arles de Nîmes.

Les vicaires généraux capitulaires du diocèse de Vannes viennent de publier une circulaire pour recommander le Pape à la générosité du clergé et des fidèles du diocèse...

Dans la lettre pastorale que nous avons reproduite hier, Mgr de Goutances donne communication de l'Allocution du Saint-Père...

Mgr l'évêque de Mendé apprécie ainsi dans sa lettre pastorale les événements d'Italie:

Si la révolution, dans ses aveugles fureurs, a des complots et, parmi les esprits superstitieux et les âmes perverses, elle trouve des indifférents, ce ne sera jamais l'Europe catholique, ce ne sera jamais la France qui restera spectatrice impassible de l'odieuse tentative qui se consomme sous nos yeux...

Au milieu de tant de choses qui contristent l'âme, N. T.-C. C., Dieu nous a ménagé de glorieux spectacles qui la consolent et la relèvent. L'Eglise et la France tiennent toujours en réserve de nobles héroïsmes pour faire contre-poids aux grandes abjections.

Et d'abord les beaux jours des Croisades ont reparu sur le monde. Un vaillant général se reposait à l'ombre de la félicité domestique; de ses luttes incomparables contre les Arabes de notre Afrique et contre les révolutionnaires de Paris mille fois pires que les Bédouins du désert. Depuis trente ans aucun nom plus illustre n'a été gravé par la main de l'honneur dans nos fastes militaires et dans la reconnaissance de la patrie. Pie IX fait appel à son dévouement. Il reprend, excité par sa foi, encouragé par la magnanimité de son épouse, cette épée qui, à force de coups d'éclat, avait pour ainsi dire fatigué la victoire. Aux éclairs qu'elle lance, une foule de jeunes courages viennent se grouper autour du héros de Constantine et consacrer comme lui leur vie à la plus sainte des causes. Le Poitou, l'Anjou, la Bretagne, le Languedoc, la Provence, le Dauphiné, toutes nos provinces envoient à Rome la plus brillante fleur de leur noblesse. Si le cadre de l'armée pontificale pouvait assez s'élargir, il n'est pas une grande famille qui ne voudrait y figurer par un de ses enfants. Le désintéressement de leurs vues égale l'élan de leur départ. Avec l'élévation de sentiments et d'intelligence qu'ils lui apportent, leur chef en quelques jours en a fait pour ainsi dire des vétérans. S'ils n'avaient à se mesurer qu'avec les anarchistes, ils les réduiraient en se jouant; on l'a vu par la promptitude avec laquelle ils ont fait rentrer dans l'ordre quelques villes révoltées. Mais un ennemi plus redoutable les attendait à leur insu. Ils avaient cru ne jamais rencontrer devant eux que des bandes révolutionnaires; un jour ils apprirent qu'ils auraient affaire à l'armée piémontaise. Trente mille hommes arrivés brusquement sur les hauteurs d'Osimo leur ferment le chemin d'Ancone; eux ne sont pas dix mille. N'importe, ils s'élancent avec intrépidité contre les bataillons ennemis. La victoire leur était impossible; mais au moins ils se battent comme des lions. Ils succombent écrasés par le nombre; mais ceux qui périssent comme ceux qui survivent ont fait des prodiges de valeur. Les premiers trouvent dans la mort la double gloire de l'héroïsme et du martyre; les seconds, au sein même de leur défaite, participent au même honneur. Les vainqueurs ont pu s'assurer que dans ces jeunes poitrines battaient des âmes de diamant, et l'Eglise dont ils défendaient l'indépendance béni en eux les continuateurs et les émules des grands athlètes des premiers siècles chrétiens.

Oui, ce sont les frères des martyrs, parce qu'ils ont versé leur sang pour la même cause et les mêmes intérêts. Oui, ce sont les frères des martyrs, parce que, comme les martyrs, la plupart des chefs et soldats se sont assis à la sainte table avant d'aller s'exposer au fer de l'ennemi. Oui, ce sont les frères des martyrs, parce que, comme les martyrs, ils se sont dévoués librement à une mort aussi certaine qu'elle pouvait être terrible. Oui, ce sont les frères des martyrs, parce que si devant Dieu et devant l'Eglise ils ont fait éclater le plus glorieux des courages, ils ont vu non-seulement parmi leurs bourreaux, mais encore parmi les païens, les scribes et les pharisiens de notre époque, beaucoup de blasphémateurs insulter à leur vaillance et se moquer de leur sacrifice.

O nobles victimes de votre amour pour le Saint-Siège! Que la mort vous ait moissonnés ou que vous promeniez encore dans le monde la gloire de vos blessures ou de votre captivité, vos noms sont désormais immortels. L'Eglise les a pour jamais placés à côté des Maurice et des Victor, tandis que vos meurtriers seront relégués dans l'opprobre des Dioclétien ou des Galère. Rome vous a déjà décerné, par les lèvres émus de Pie IX, un de ces éloges auxquels tous les siècles répondent, et pendant que votre âme, une palme à la main, suivra l'Archange divin dans les Cieux avec ceux qui seront venus de la grande tribulation, le cœur de tous les catholiques élèvera dans son respect un trône impérissable à votre souvenir.

Il est précieux, N. T.-C. C., que la France et la Belgique ait fourni à l'armée pontificale cette noble phalange. A Naples les trahisons militaires ont été aussi multipliées qu'elles ont été

vos condamnations les irritent; il n'est pas jusqu'à votre existence qui ne les désespère, parce qu'ils ne savent quel parti prendre. Vous faire périr? Ils ont peur de votre sang; celui de Jésus a détruit Jérusalem, et celui de Pierre a fondé Rome chrétienne. Vous exiler? Vous portez avec vous une autorité morale qu'ils ne veulent pas laisser passer au sein de passions ennemies ou rivales. Vous garder? Mais votre présence seule est un foudroyant reproche pour l'hypocrisie de leur dévouement et l'irritation de leurs usurpations. Autrefois, ô vénéré Père, vos prédécesseurs troublaient les Césars du fond même des catacombes; et vous aussi, découronné de votre diadème, réduit à n'avoir plus pour ainsi dire que le Vatican pour royaume, du sein même de cette impuissance, votre ombre agite l'âme de vos spoliateurs et de leurs complices. Dans l'espoir d'apaiser leurs tortures, ils s'emportent encore contre vous à des extrémités nouvelles; auguste victime, vous ne touchez pas au faite de la croix. Mais ils ne gageront rien à ce surcroît de rage parricide. Plus ils se montreront impies, plus ils seront déchirés. Plus aussi ils ajouteront à vos amertumes, plus ils se précipiteront vers leur chute. Au moment où ils croiront avoir tout conquis, c'est alors que tout sera perdu; quand au contraire, de votre côté, tout paraîtra perdu, c'est alors que tout sera sauvé. Jésus-Christ n'a tout attiré à lui que lorsqu'il a été élevé au-dessus de terre; ainsi, ô Père, quand vos épreuves seront plus extrêmes, alors précisément elles seront plus fécondes. Vos larmes, unies au sang des martyrs qui viennent de périr pour votre cause, appelleront contre vos persécuteurs d'effroyables retours; et pendant que votre puissance, régénérée par la souffrance, remontera sur son trône plus brillante et plus respectée, ceux qui l'avaient abattue d'une main sacrilège descendront dans la double ignominie d'une ruine sans honneur et d'une malédiction sans fin comme sans pitié.

† HENRI évêque de Nîmes.

Les vicaires généraux capitulaires du diocèse de Vannes viennent de publier une circulaire pour recommander le Pape à la générosité du clergé et des fidèles du diocèse. « Les nouveaux et plus pénibles événements qui viennent de se passer, l'ont réduit à un état tel que, si le monde catholique ne lui venait pas en aide, le Souverain-Pontife se trouverait dénué des ressources nécessaires. Est-il rien de plus douloureux pour un cœur filial! »

Dans la lettre pastorale que nous avons reproduite hier, Mgr de Coutances donne communication de l'Allocution du Saint-Père, et engage le clergé à célébrer des services funèbres pour les victimes de Castelfidardo.

Mgr l'évêque de Mende apprécie ainsi dans sa lettre pastorale les événements d'Italie :

Si la révolution, dans ses aveugles fureurs, a des complices; si, parmi les esprits superficiels et les âmes perverses, elle trouve des indifférents, ce ne sera jamais l'Europe catholique, ce ne sera jamais la France qui restera spectatrice impassible de l'odieuse tentative qui se consomme sous nos yeux; ce serait, pour la France de Charlemagne, pour la fille aînée de l'Eglise du Dieu vivant, pour l'immortelle protectrice de toutes les grandes et saintes causes, de toutes les grandes et saintes fortunes, ce serait se démentir elle-même, renier son passé le plus glorieux, renoncer à ses plus chères espérances; ce serait abjurer sa foi.

Non, ô patrie bien-aimée! quiconque te connaît ne saurait en douter un moment, tu ne seras jamais à ce point indigne de toi-même. Quiconque t'observe voit couler tes larmes, et celui qui pose sa main sur ton cœur le sent palpiter d'émotion et de douleur, frémir d'une noble et sainte indignation. Tu as pris des engagements, tu as fait de solennelles promesses: et tu ne mets pas à la face du monde. Et, du reste, ces promesses, ces engagements datent de loin, ils remontent au baptême de Clovis: la grande nation chrétienne ne les a jamais oubliés; toujours fidèle à elle-même et à son Dieu, elle sera toujours la pour défendre sa cause en défendant celle de la religion.

Dans sa lettre pastorale, publiée à l'oc-



D'ABONNEMENT :
 mensuels : Un an . . . 12 fr.
 in-8°, donne dans chacun de
 che de confection, un morceau
 ville, 9, à Paris.

NOUVELLES PUBLICATIONS ILLUSTREES
NOUVELLE CHASSE AUX PAPILLONS
 Par **CATHILON**, illustré de 12 superbes gravures coloriées.
 1 beau volume grand in-8° 24 fr.
PAYSAGES DU NORD
 Par **BOUYER et WERTZ**, illustré de 12 belles gravures.
 1 beau volume grand in-8° 24 fr.
LA VIERGE (MISE EN SCÈNE)
 Par l'abbé **ORNIÉ**, illustré de 16 gravures sur acier et 200
 gravures sur bois. 1 beau volume grand in-8° 24 fr.
 Chez A. COEQUIER, éditeur, rue Hauteville, 8, à Paris.

PASTILLES POUR LA VOIX

Composées par le Dr EDMOND, — d'une efficacité souveraine reconnue par les sommités médicales pour préserver ou guérir de l'aphonie, de l'enrouement, de toute altération de la voix, quelle qu'en soit la cause; indispensables aux *publicistes*, aux *orateurs*, aux *professeurs*, aux *chanteurs*, etc. — A la pharmacie anglaise, EDMOND et SONS, de Londres, 27, rue Fontaine-Mollère, à Paris. En province et à l'étranger, dans toutes les bonnes pharmacies.

TRAITEMENT GOUTTE ET RHUMATISMES

DE LA
PAR LE VIN DU DOCTEUR A. D'ANDURAN
 (Colchique du Code).

Ce Vin, admis à l'Exposition universelle de 1855, est le meilleur spécifique connu contre la goutte: son efficacité est du reste constatée par les observations d'un grand nombre de médecins de toute la France. — **23 FRANCS LE FLACON.**
L'EMPLATRE DIAPALME à l'acétyle camphré du même auteur, est d'un grand secours dans la médication de la Goutte et des rhumatismes, et est employé avec beaucoup de succès dans les irritations de l'œil et de l'oreille, la Coqueluche, le Lumbago, le Torticolis, etc. — **1 FR. 25 C. LE MOULÉ.**
DÉPÔTS à Paris : Pharmacie **FAURIEL**, 25 place Vendôme; — **BLAYN**, pharmacie, 7, rue du Marché-Saint-Honoré; et dans toutes les bonnes Pharmacies de la France et de l'étranger.

VOYAGEURS

DE PARIS

PAPIER DE LUXE.
POUS LES JOURNAUX
CONTIENANT :
 — Tableau du Prix des places dans les Théâtres de Paris. — Bulletin théâtral impérial. — Les Ministères, les Ambassades, les Consuls, les Monuments publics, les Télégraphes, la Poste aux lettres, les Promenades, les Sociétés, etc., etc. — Un beau **PLAN DE PARIS**, divisé en vingt quartiers des Chemins de fer de la banlieue, etc., etc.
tous les Marchands de Journaux.
 Annonces. — **ANNONCES :** La ligne, 2 francs. — Un numéro, 25 centimes.
6, A CÔTÉ DU BUREAU DE POSTE.

ES
 DIRECTEURS :
CH. LAGRANGE ET C^{ie}
Propriétaires exclusifs de
L'AMI DE LA RELIGION (ancien quotidien) et LA GAZETTE DE FRANCE
Constitutionnel,
 6, PLACE DE LA BOURSE.

CHRONIQUE FINANCIÈRE

Bourse de Paris.
 Les Consolidés sont venus en réaction sur hier. La Rente a ouvert à 68 7/16. Elle a fléchi ensuite à 68 7/8. Puis il y a eu quelques rachats qui ont fait remonter les cours à 68 9/16. De 68 9/16 on descendit à 68 1/2.
 En résumé, la Bourse est bien meilleure aujourd'hui qu'hier. La Bourse de Vienne, qui avait fini au début hier, s'est relevée en clôture de la soirée, au point qu'on a coté sur les Italiennes avec 1/2 d'amélioration.
 On comprend que cette nouvelle, reçue comme elle l'était, ait rassuré complètement l'opinion des spéculateurs. Aussi beaucoup de vendeurs ont opéré des rachats.
 Aucune nouvelle politique ne circule aujourd'hui. On ne sait rien de l'armée et on sera plusieurs jours encore avant d'en savoir quelque chose.
 La souscription aux Obligations des communes, nous en croyons un avis que le Crédit mobilier a fait publier dans les journaux, au nom du Ministère financier, cette souscription serait entièrement couverte, et l'on serait obligé de réduire les souscriptions du 22 octobre.
 Ce qui est fort remarquable, c'est que l'avis annonçant l'excès des souscriptions était imprimé avant que la clôture de la souscription n'eût lieu, ce qui veut prouver, sans doute, que des milliers de souscripteurs s'étaient précipités avec un grand nombre pour qu'on pût juger du résultat de la journée.
 Au reste, ceux qui ne seront pas servis à cette première émission peuvent se consoler: ils ne seront servis à la seconde émission, laquelle doit avoir lieu très prochainement, immédiatement après. Seulement, on croit qu'elle sera ouverte beaucoup plus longtemps que la première.

On est étonné du peu d'affaires qu'il y a au comptant sur les actions des Chemins. Beaucoup ne sont pas cotés.
 Le Nord fait 972 50; l'Est est à 637 50; le Lyon varie de 913 75 à 915; le Midi fait 365; l'Ouest est à 361 25.
 Les Chemins allemands restent lourds. Le Lombard débute à 489 et ne monte pas au-dessus de 491 50. L'Autrichien varie de 482 50 à 485.
 Sur le marché industriel, la Calme des Chemins de fer fait 298 75. La Vieille-Montagne se tient à 246.
 Le Sous-Comptoir des entrepreneurs est à 412 25. Le Dock est à 25. La Voiture 75 après 72 50.
BOURSE ESPAGNE. — Clôture satisfaisante. On finit à 69 05 à terme, et à 68 95 au comptant.
 Sous la direction de M. A. BERTHIER, F. LAFITTE.

Observatoire impérial de Paris
 ÉTAT ATMOSPHÉRIQUE PAR TÉLÉGRAMME
 Les divers points de la France et de l'étranger
 Le 23 octobre à huit heures du matin.

NOMS des STATIONS.	ÉTAT du CIEL.	ÉTAT de la mer.
Bordeaux	763 0	NE p. n.
Brest	763 0	NE p. n.
Caen	763 0	NE p. n.
Cherbourg	763 0	NE p. n.
Colmar	763 0	NE p. n.
Constance	763 0	NE p. n.
Genève	763 0	NE p. n.
Limoges	763 0	NE p. n.
Lyons	763 0	NE p. n.
Nantes	763 0	NE p. n.
Nîmes	763 0	NE p. n.
Orléans	763 0	NE p. n.
Paris	763 0	NE p. n.
Reims	763 0	NE p. n.
Rouen	763 0	NE p. n.
Strasbourg	763 0	NE p. n.
Toulouse	763 0	NE p. n.
Valence	763 0	NE p. n.
Versailles	763 0	NE p. n.
Yverdon	763 0	NE p. n.

BOURSE DE BRUXELLES.
 Les Consolidés sont venus en réaction sur hier. La Rente a ouvert à 68 7/16. Elle a fléchi ensuite à 68 7/8. Puis il y a eu quelques rachats qui ont fait remonter les cours à 68 9/16. De 68 9/16 on descendit à 68 1/2.
 En résumé, la Bourse est bien meilleure aujourd'hui qu'hier. La Bourse de Vienne, qui avait fini au début hier, s'est relevée en clôture de la soirée, au point qu'on a coté sur les Italiennes avec 1/2 d'amélioration.
 On comprend que cette nouvelle, reçue comme elle l'était, ait rassuré complètement l'opinion des spéculateurs. Aussi beaucoup de vendeurs ont opéré des rachats.
 Aucune nouvelle politique ne circule aujourd'hui. On ne sait rien de l'armée et on sera plusieurs jours encore avant d'en savoir quelque chose.
 La souscription aux Obligations des communes, nous en croyons un avis que le Crédit mobilier a fait publier dans les journaux, au nom du Ministère financier, cette souscription serait entièrement couverte, et l'on serait obligé de réduire les souscriptions du 22 octobre.
 Ce qui est fort remarquable, c'est que l'avis annonçant l'excès des souscriptions était imprimé avant que la clôture de la souscription n'eût lieu, ce qui veut prouver, sans doute, que des milliers de souscripteurs s'étaient précipités avec un grand nombre pour qu'on pût juger du résultat de la journée.
 Au reste, ceux qui ne seront pas servis à cette première émission peuvent se consoler: ils ne seront servis à la seconde émission, laquelle doit avoir lieu très prochainement, immédiatement après. Seulement, on croit qu'elle sera ouverte beaucoup plus longtemps que la première.

celui du mercantilisme, ils se sont dit : Voilà une brochure qui nous a tracé la voie d'un succès infailible. A tort ou à raison, on lui prête un caractère officiel. Il n'est au pouvoir de personnes de convaincre l'opinion que cette publication anonyme n'est pas un manifeste du gouvernement, et qu'elle ne sera pas suivie de plusieurs autres ayant le même caractère et la même origine. La curiosité de la foule est vivement excitée : elle se jettera avec avidité sur toute publication qui, de près ou de loin, ressemblera au prototype le *Pape et le Congrès*.

Or, pour mieux assurer cette ressemblance et tromper plus facilement, par un air de famille, des yeux prévenus et tout préparés à l'illusion, que faut-il? De la science, des convictions, de la conscience, du style? Assurément non. Ce qu'il faut, c'est de broder sur le même fond en donnant au dessin des couleurs plus vives et plus tranchées : opposer les droits des peuples aux droits des rois, les nationalités au traité de 1815, la civilisation moderne à l'ancien régime, l'Etat à l'Eglise, l'empire au sacerdoce, l'Empereur au Pape; attaquer le pouvoir temporel du Saint-Siège et le gouvernement des cardinaux comme contraire au progrès, à la civilisation, à la liberté et à l'Evangile; accuser les évêques de conspiration contre le gouvernement de leur pays au profit d'un prince étranger; signaler la coalition des anciens partis; évoquer les fantômes de l'inquisition, de la Saint-Barthélemy, de la domination des papes au moyen âge; encadrer le tout d'éloges au pouvoir et d'acclamations à sa politique; voilà le sujet trouvé, et pour le traiter il n'est pas besoin ni d'invention ni de recherches; il suffit d'être abonné au *Sicéle*.

Cette première opération n'est donc pas difficile. Mais le sujet trouvé, reste la mise en scène et la production de l'œuvre devant le public. Là est le nœud de la question et la clef du succès. Le succès, il dépend d'abord du titre qui doit vivement saisir l'esprit et offrir un attrait irrésistible à la curiosité. Le *Pape, Rome ou Pie IX*, voilà un mot qui est à peu près essentiel et qui, habilement rapproché d'un autre, peut suffire à captiver l'attention publique. Le choix du titre est, au reste, un moyen commun à toutes les publications. Mais ce qui est une condition de succès spécialement propre aux brochures de ce temps, c'est le mystère de leur origine. Il est indispensable qu'on les suppose parentes, ne fût-ce qu'au quatrième degré, du modèle primitif, le *Pape et le Congrès*, pour qu'elles obtiennent cet éclat de publicité qui se réalise en gros bénéfices. C'est à quoi tendent certaines pratiques qui précèdent et accompagnent invariablement la publication de ces écrits.

Ainsi, l'apparition de chaque brochure est annoncée longtemps à l'avance dans les départements et à l'étranger par des correspondants de Paris qui en indiquent le titre, le sujet, et affectent de lui attribuer une origine élevée; c'est le mot consacré. La veille de sa mise en vente, la *Correspondance Havas*, dont on connaît les relations et la mission officielle, en transmet des extraits aux journaux de la province, en y ajoutant de pompeux éloges. Le *Journal des Débats* ou quelque autre grande feuille de Paris, suivant le cas, en publie quelques fragments, choisis de façon à piquer vivement la curiosité.

Ce n'est qu'après ces savantes mesures que la brochure mystérieuse, déjà célèbre avant de naître, se montre enfin ordinairement couverte du voile de l'anonyme, chez l'éditeur Dentu. Elle paraît, pour entretenir l'illusion, en toilette de cour : format grand in-8°, couverture belle fraise, titre imitant, par la disposition et la grandeur des caractères, l'intitulé des brochures semi-officielles. Et le tour est joué.

On s'aborde en se demandant : Avez-vous lu la brochure? Et la brochure devient un aliment sérieux pour la polémique; et en faisant couler des flots d'encre, elle insinue des opinions plus ou moins funestes, des calomnies plus ou moins odieuses dans l'esprit public. Mais qu'importe? L'auteur et l'éditeur ont fait une bonne affaire, débité leur marchandise et réalisé de gros bénéfices. Après cela, le Pape, l'Empereur et l'Europe, les intérêts de la religion et la paix du monde s'arrangeront comme ils pourront.

Cette comédie industrielle se termine invariablement par un incident qui mérite d'être signalé comme signe du temps, et symptôme significatif de l'opinion publique en France. Le lendemain de la publication de la nouvelle brochure, on lit dans les journaux officiels, le *Constitutionnel*,

désaveux formels, à voir la pensée du gouvernement dans les publications de ce genre, et la facilité avec laquelle il se laisse tromper sur un fait aussi important? C'est un jeu d'opposition, dit-on, et que l'œuvre des anciens partis. L'explication ne nous paraît pas suffisante. Ce phénomène a une cause plus haute et un fondement malheureusement plus vrai et plus sérieux. Il est le fruit des événements qui s'accomplissent en France et en Italie depuis un an, et de la direction qui leur est donnée ou laissée par le gouvernement de ce pays. Il est plus clair que le jour qu'il n'y a pas entente entre la cour de Rome et la cour des Tuileries, et que l'attitude des évêques de France dans la question du pouvoir temporel du Pape n'a pas eu l'approbation du chef de l'Etat.

La polémique des journaux officiels contre le gouvernement romain et le clergé, trop conforme aux attaques violentes et quotidiennes des feuilles révolutionnaires, les dernières mesures, heureusement révoquées en partie, contre la liberté de la parole épiscopale, ont pu faire croire à un commencement d'hostilité et de rupture entre l'Eglise et l'Etat. Voilà, nous le croyons, le vrai fondement du préjugé qui rattache aux régions officielles tout ce qui se publie depuis un an, avec la permission de la police et sous le voile de l'anonyme, ou sous le nom d'hommes notoirement favorables au régime actuel, contre l'autorité temporelle et spirituelle du Pape et contre les évêques, le clergé et les catholiques de France. Et voilà aussi ce qui donne à ces publications une gravité et une importance qu'elles n'ont pas par elles-mêmes. On ne s'étonnera donc pas si, malgré leur médiocrité, nous répondons à des pamphlets qui ne mériteraient en tout autre temps que le dédain et le silence. Car en fait d'accusations contre les prêtres, contre la religion, ce sont les plus grandes pauvretés qui obtiennent le succès le plus assuré. Il faut en prendre son parti et accepter les hommes tels qu'ils sont et non tels qu'il devraient être. A l'exemple des apologistes de l'Eglise primitive, nous devons nous résigner à voir la passion et l'erreur revenir sans cesse à la charge, et ne pas nous lasser de repousser les mêmes attaques en y opposant les mêmes réponses.

Nous parlerons donc du nouveau libelle qui vient de paraître sous le titre de : *Rome et les évêques de France*.

J. COGNAT.

On lit dans le *Moniteur* :

S. Em. le cardinal-archevêque de Paris vient de soumettre à l'Empereur une lettre adressée par les évêques de Syrie au clergé français. Nous nous empressons de publier cette lettre, qui exprime d'une manière si touchante les sentiments de reconnaissance des populations chrétiennes du Liban pour tous les bienfaits dont elles sont redevables, surtout à la généreuse politique de Sa Majesté.

« Sire,

« Je prends la liberté de mettre sous les yeux de Votre Majesté copie d'une lettre qui m'est adressée par les évêques grecs de Syrie, pour être transmise aux évêques de France, en remerciement des secours abondants envoyés de France aux victimes de la persécution.

« J'ai pensé qu'il pourrait être agréable à Votre Majesté de prendre connaissance de cette lettre, où sont exprimés d'une manière touchante les sentiments de ces évêques et des populations de ces contrées pour les bienfaits dont on est redevable avant tout à Votre Majesté.

« Je suis avec respect, Sire, etc.

« F. N., CARDINAL ARCHEVÊQUE DE PARIS.

« Paris, le 7 janvier 1861. »

A nos vénérables frères les cardinaux, les archevêques et les évêques, ainsi qu'à tout le clergé de France et à tout son peuple trischrétien, si digne d'honneur et de respect.

Les malheurs qui sont venus éprouver les nations chrétiennes de Syrie, par suite du gâchis qui a semé sur elles la ruine, l'incendie, le pillage, le viol et le meurtre, ont retenti dans toute l'Europe, et ont remué le cœur des souverains et de tous les peuples civilisés, en les excitant à porter de prompts secours aux frères malheureux qui avaient échappé au sabre tiré pour les moissonner tous.

S. M. l'Empereur Napoléon III, le clergé et le peuple soumis à son autorité ont déployé à cet effet un zèle rare, un soin extraordinaire, et ont amorcé fra-cra-1 dont l'Eglise sait et peut seule animer ses enfants.

L'auguste Fils aîné de l'Eglise a mis la sollicitude la plus en-presse à envoyer ses vaillants et ses invincibles troupes de terre, qui ont sauvé les survivants aux atroces massacres de la montagne et de Damas, et ont pris sous leur sauvegarde les autres populations chrétiennes, tant du littoral que de l'intérieur de la Syrie, également vouées à boire le calice de mort préparé pour tous les fidèles.

Le soin et le zèle tout pastoraux que vous avez mis, vénérables frères, à appeler le peuple fran-

Beaux et les Brochures de France.

Je ne doute pas qu'on écrive au jour l'histoire de la fameuse brochure le *Pape et le Congrès*. Cette publication a été, depuis le mois de décembre 1859, le point de départ, sinon la cause, d'événements si considérables, d'une agitation si générale en Europe, qu'elle sera peut-être le fait culminant du règne de Napoléon III. Parmi les effets qu'elle a produits et qu'elle continue à produire chaque jour, il en est un que je veux signaler à l'attention du futur historien de ce temps, quoique, malheureusement, il ne soit pas, à beaucoup près, le plus important ni le plus déplorable. Ce résultat est la naissance d'une industrie nouvelle : l'industrie de la brochure.

L'on sait, peut-être sans le savoir assez, que l'art d'écrire n'est pas exclusivement une mission et un apostolat; qu'il est pour un trop grand nombre l'art de vivre et de parvenir à un emploi lucratif. Plusieurs des livres précitamment comme Jérôme Paturot vend des bonnets de coton. Les doctrines, les opinions, les idées politiques, morales, religieuses sont pour eux une marchandise, des articles de commerce, qui ne valent que ce qu'ils rapportent. Le grand art d'écrire consiste donc, pour ces hommes de lettres, à produire des œuvres dont l'écoulement soit certain, facile, et par conséquent fructueux en gros bénéfices. En somme les moyens de succès que donnent la conviction, le talent, la

RELIGION

RE, UNIVERSEL

PREX D'ABONNEMENT

Départements	
TROIS MOIS	46 FR.
SIX MOIS	31 FR.
UN AN	60 FR.

Les abonnements aux deux éditions (c'est-à-dire des 1^{er} et 16 de chaque mois.



Les abonnements sont reçus chez MM. G. LAGRANGE et C^{ie}, place de la Harpe, n° 6.

réputation ou la position sociale, ils ont recours à ces mille et une pratiques qu'emploie le marchand de nouveautés pour achalander sa boutique.

Pour ces écrits fanatiques, la publication et l'impression relativement de la brochure *le Pape et le Congrès* a été une occasion sans égale d'exploiter la curiosité vivement excitée du public. Tandis que prêtres et hommes d'Etat, révolutionnaires et conservateurs, chuchotaient dans cette brochure la pensée politique qui l'avait inspirée, l'approuvaient ou la combattaient, répoussaient ou s'en affligeaient, suivant leurs convictions ou leurs passions, leur amour de la paix ou de la guerre, nos lettrés n'y cherchaient, n'y voyaient qu'une chose : une mine féconde de brochures nouvelles et lucratives.

Avec ces instincts particuliers propre aux hommes qui à défaut d'autre génie, ont celui du mercantilisme. Ils ont dit : Voilà une brochure qui nous a tracé la voie d'un succès infaillible. A tort ou à raison, on lui prête un caractère officiel. Il n'est au pouvoir de personne de convaincre l'opinion que cette publication anonyme n'est pas un manifeste du gouvernement, et qu'elle ne sera pas suivie de plusieurs autres ayant le même caractère et la même origine. La curiosité de la foule est vivement excitée : elle se jette avec avidité sur toute publication qui, de près ou de loin, ressemblera au prototype *le Pape et le Congrès*.

On pour mieux assurer cette ressemblance et tromper plus facilement, par un air de famille, des yeux prévenus et tout préparés à l'illusion, que faut-il ? De la science, des convictions, de la conscience, du style ? Assurément non. Ce qu'il faut, c'est de broder sur le même fond en donnant au dessin des couleurs plus vives et plus tranchées : opposer les droits des peuples aux droits des rois, les nationalités au traité de 1815, la civilisation moderne à l'ancien régime, l'Etat à l'Eglise, l'empire au sacerdoce, l'Empereur au Pape, attaquer le pouvoir temporel du Saint-Siège et le gouvernement des cardinaux comme contraires au progrès, à la civilisation, à la liberté ; à l'usage, occire les évêques de conspiration contre le gouvernement de leur pays au profit d'un prince étranger ; signaler la coalition des anciens partis ; évoquer les fantômes de l'Inquisition, de la Saint-Barthélemy, de la domination des papes au moyen âge ; encadrer le tout d'éloges au pouvoir et d'acclamations à sa politique ; voilà le sujet trouvé, et pour le traiter il n'est pas besoin ni d'investigation ni de recherche ; il suffit d'être abonné au *Sicéla*.

Cette première opération n'est donc pas difficile. Mais le sujet trouvé, reste la mise en scène et la production de l'œuvre devant le public. Là est le nœud de la question et la clé du succès. Le succès, il dépend d'abord du titre qui doit vivement attirer l'œil et offrir un attrait insaisissable à la curiosité. *Le Pape, Rome ou Pie IX*, voilà un mot qui est à peu près essentiel et qui, habilement rapproché d'un autre, peut suffire à captiver l'attention publique. Le choix de titre est, au reste, un moyen commun à toutes les publications. Mais ce qui est une condition de succès spécialement propre aux brochures de ce temps, c'est le mystère de leur origine. Il est indispensable qu'on les suppose parentes, se fit-elle qu'au quatrième degré, du modèle primitif, *le Pape et le Congrès*, pour qu'elles obtiennent cet élan de publicité qui se réalise en gros bénéfices. C'est à quoi tendent certaines pratiques qui précèdent et accompagnent invariablement la publication de ces écrits.

Ainsi, l'apparition de chaque brochure est annoncée longtemps à l'avance dans les départements et à l'étranger par des correspondants de Paris qui en indiquent le titre, le sujet, et affectent de lui attribuer une origine élevée ; c'est le mot consacré, la veuille de sa mise en vente, la *Correspondance Havas*, dont on connaît les relations et la mission officielle, en transmet des extraits aux journaux de la province, en y ajoutant de pompeux éloges. Le *Journal des Débats* ou quelque autre grande feuille de Paris, suivant le cas, en publie quelques fragments, choisis de façon à piquer vivement la curiosité.

Ce n'est qu'après ces savantes mesures que la brochure mystérieuse, déjà célèbre avant de naître, se présente enfin ordinairement couverte de mille de témoignages, chez l'éditeur de Paris. Elle paraît, pour entretenir l'illusion, en toilette de cour ; format grand in-8, couverture laque, titre limant, par la disposition et la grandeur des caractères, l'intitulé des brochures semi-officielles. Et le tour est joué.

On s'abrite en se demandant : Avez-vous lu la brochure ? Et la brochure devient un aliment sérieux pour la polémique ; et on faisant couler des lacs d'encre, elle insinue des opinions plus ou moins funestes, des calomnies plus ou moins odieuses dans l'esprit public. Mais qu'importe ? L'auteur et l'éditeur ont fait une bonne affaire, débât leur marchandise et réalisé de gros bénéfices. Après cela, le Pape, l'Empereur et l'Europe, les intérêts de la religion et la paix du monde s'arrangeront comme ils pourront.

la Patrie ou le Pays, une note à pen près identique à celle que publiait il y a deux jours ce dernier journal :

« Des journaux étrangers, disait-il, parlent d'une nouvelle brochure qui a paru sous le titre : *le Pape et les évêques de France*. » Comme d'habitude, ces journaux ont-ont de rattacher cette nouvelle production anonyme aux régions officielles, et, comme toujours, nous devons prévenir le public que cette production est une œuvre toute personnelle et qui n'a d'autre valeur que celle des idées particulières de l'auteur. » — M. Eschdor.

L'aveu est remarquable : il est passé d'une habitude de rattacher aux régions officielles toute brochure qui se publie contre le Pape et le clergé, et à chaque production nouvelle, il devient nécessaire de prévenir le public que cette production est une œuvre toute personnelle. Comment expliquer l'obsession que met le public, après tant de décevants formules, à voir la pensée du gouvernement dans les publications de ce genre, et la facilité avec laquelle il se laisse tromper sur un fait aussi important ? C'est un jeu d'opposition, dit-on, et une manœuvre des anciens partis. L'explication ne nous paraît pas suffisante. Ce phénomène a une cause plus haute et un fondement malheureusement plus vrai et plus sérieux. Il est le fruit des événements qui s'accomplissent en France et en Italie depuis un an, et de la direction qui leur est donnée ou laissée par le gouvernement de ce pays. Il est plus clair que le jour qu'il n'y a pas d'entente entre la cour de Rome et la cour des Tuileries, et que l'attitude des évêques de France dans la question du pouvoir temporel du Pape n'a pas eu l'approbation de chef de l'Etat.

La polémique des journaux officiels contre le gouvernement romain et le clergé, trop conforme aux attitudes violentes et quotidiennes des feuilles révolutionnaires, les dernières mesures, heureusement révoquées en partie, contre la liberté de la parole épiscopale, ont pu faire croire à un commencement d'hostilité et de rupture entre l'Eglise et l'Etat. Voilà, nous le croyons, le vrai fondement du préjugé qui rattache aux régions officielles tout ce qui se publie depuis un an, avec la permission de la police et sous le voile de l'anonymat, ou sous le nom d'hommes notoirement favorables au régime actuel, contre l'autorité temporelle et spirituelle du Pape et contre les évêques, le clergé et les catholiques de France. Et voilà aussi ce qui donne à ces publications une gravité et une importance qu'elles n'ont pas par elles-mêmes. On ne s'étonne donc pas si, malgré leur médiocrité, nous répondons à des pamphlets qui ne mériteraient en tout autre temps que le dédain et le silence. Car en fait d'accusations contre les prêtres, contre la religion, ce sont les plus grandes pauvretés qui obtiennent le succès le plus assuré. Il faut en prendre son parti et accepter les hommes tels qu'ils sont et non tels qu'ils devraient être. A l'exemple des aveugles de l'Eglise primitive, nous devons nous résigner à voir la passion et l'erreur revenir sans cesse à la charge, et ne pas nous lasser de repousser les mêmes attaques en y opposant les mêmes réponses.

Nous parlerons donc du nouveau libelle qui vient de paraître sous le titre de : *Rome et les évêques de France*. J. COGNET.

On lit dans le *Moniteur* :

S. Em. le cardinal-archevêque de Paris vient de soumettre à l'Empereur une lettre adressée par les évêques de Syrie au clergé français. Nous nous empressons de publier cette lettre, qui exprime d'une manière si touchante les sentiments de reconnaissance des populations chrétiennes du Liban pour tous les bienfaits dont elles sont redevables, surtout à la généreuse politique de Sa Majesté.

Sire, « Je prends la liberté de mettre sous les yeux de Votre Majesté copie d'une lettre qui m'est adressée par les évêques grecs de Syrie, pour être transmise aux évêques de France, en remerciement des secours abondants envoyés de France aux victimes de la persécution. »

J'ai pensé qu'il pourrait être agréable à Votre Majesté de prendre connaissance de cette lettre, où sont exprimés d'une manière si touchante les sentiments de ces évêques et des populations de ces contrées pour les bienfaits dont on est redevable avant tout à Votre Majesté.

Je suis avec respect, Sire, etc. « F. N., cardinal-archevêque de Paris. » Paris, le 7 janvier 1861. »

A nos vénérables frères les cardinaux, les archevêques et les évêques, ainsi qu'à tout le clergé de France et à tout son peuple chrétien, si digne d'honneur et de respect.

Les malheurs qui sont venus éprouver les nations chrétiennes de Syrie, par suite du gachement qui a scindé sur elles la ruine, l'inondation, le pillage, le viol et le meurtre, ont retenti dans toute l'Europe, et ont remué le cœur des souverains et de tous les peuples civilisés, en les excitant à porter de prompts secours aux frères malheureux qui avaient échappé au sabre tiré pour les massacrer tous.

Revue de la Presse de France

Je ne doute pas qu'on écrive sur vous l'histoire de la fameuse brochure *le Pape et le Congrès*. Cette publication a été, depuis le mois de décembre 1859, le point de départ, dans la cause, d'événements si considérables, d'un trouble si profond dans les esprits, d'une agitation si générale en Europe, qu'elle sera peut-être le fait culminant du règne de Napoléon III. Parmi les effets qu'elle a produits et qu'elle continue à produire chaque jour, il en est un que je veux signaler à l'attention du futur historien de ce temps : quoique, malheureusement, il ne soit pas, à beaucoup près, le plus important ni le plus déplorable. Ce résultat est la naissance d'une industrie nouvelle : l'industrie de la brochure.

L'on sait, peut-être sans le savoir assez, que l'art d'écrire n'est pas exclusivement une mission et un apostolat ; qu'il est pour un trop grand nombre l'art de vivre et de parvenir à un emploi lucratif. Plusieurs sont des livres précédemment connus. Les Pasteurs vend des bonnets de coton. Les docteurs, les opinions, les idées politiques, morales, religieuses sont pour eux une marchandise, des articles de commerce, qui ne valent que ce qu'ils rapportent.

cal, et religieux, si charitable et si dévoué, au secours de ses malheureux frères de Syrie, tombés dans l'abîme de la plus profonde misère, ont encouru la vie à des milliers de malheureux qui n'avaient échappé au malheur que pour succomber à la famine, à la soif, à la privation de tout abri et aux fatigues qui ont suivi ces affreux événements. Que d'hommes, de femmes et d'enfants ont été vus et ont assés leur truelle dans les rues, dans les camps et dans les tentes de misère, qui n'auraient pu mourir, si on leur avait donné un peu de pain, un peu de viande, un peu de vin ! Que d'orphelins qui ont été placés dans les écoles et dont le présent et l'avenir sont assurés par les soins de ce noble protecteur !

Quant à l'abbé Lavigne, l'ambassadeur de votre pays, qui est venu de France en Syrie et a vu par ses propres yeux la grande misère et les grandes nécessités de votre situation, il a distribué avec une grande intelligence les secours qui lui étaient destinés ; il a été, dans les centres des pays incendiés, des comités de secours, composés d'hommes qui ont une profonde connaissance des localités, afin de secourir, sans distinction de personnes, tous les besoins connus ou qui se révéleront. Son tact, sa capacité et sa douceur lui ont attiré l'estime universelle.

En conséquence, nous venons payer une dette sacrée de gratitude, en nous adressant directement à vous, vénérables frères, pour vous présenter l'expression de notre reconnaissance et de notre vive reconnaissance pour votre sollicitude pastorale et pour la bienfaisance de votre peuple.

Nous nous unissons aussi à tous les orphelins, à toutes les veuves, à tous les misérables, qui ne cessent d'adresser, du plus profond de leur cœur, des prières à la Providence, et à vous, leur sauvegarde. L'É. M. M. l'Empereur, l'Impératrice, ainsi que le prince impérial, et toute la famille impériale, ont été comblés de vos bénédictions charitables et évêques, tout le clergé et tout le peuple français et chrétien. Tous ensemble et d'une voix nous prions : Que l'Empereur vive ! l'Impératrice vive ! le Prince Impérial vive ! le clergé vive ! le peuple français vive !

Paris, le 15 décembre 1866.

Signé : **† CALISTO BARRI**, patriarche des Grecs catholiques d'Antioche, d'Alexandrie, de Jérusalem et de tout l'Orient ; — **† AVARANE**, évêque de Sour ; — **† ICHNA**, évêque du Maura ; — **† MALACOM**, évêque de Daulbeck ; — **† BASIL**, évêque de Jablou ; — **† GAZIANO**, évêque de Saint-Jean-d'Acre.

Le prochain départ de l'escadre française qui stationne dans la rade de Gaète est une mesure grave qui renversera ce qu'il était permis de considérer jusqu'ici comme un système politique.

Si notre flotte n'avait d'autre mission, comme l'ont assuré quelques feuilles officieuses, que de remplir un devoir d'humanité en laissant à François II le temps de réfléchir sur l'impossibilité d'une résistance sérieuse, et en lui offrant un asile contre l'insurrection, comment a-t-elle pu rester jusqu'à aujourd'hui en face de Gaète ? Il y a longtemps que le royal assiégé a manifesté hautement la résolution de se défendre jusqu'aux dernières extrémités dans le dernier boulevard de l'indépendance napolitaine.

Si notre flotte, comme pouvaient légitimement l'espérer les conservateurs de tous les pays, remplissait une mission politique en empêchant la réalisation d'un plan aussi contraire aux intérêts de la France qu'à ceux du catholicisme et de la paix européenne, comment se retire-t-elle au moment où elle craint d'insurmontables obstacles à la domination piémontaise dans l'Italie méridionale, et rendait moralement impossible la guerre projetée pour le printemps prochain ?

Telles sont les deux hypothèses au moyen desquelles on expliquait jusqu'ici la présence de l'escadre française dans les eaux de Gaète. Dans la première hypothèse, l'escadre a évidemment dépassé son but ; dans la seconde, elle ne l'a pas atteint. Il ne faut point perdre de vue que la présence de notre flotte préoccupait à juste titre tous les cabinets. La Russie, la Prusse et l'Autriche en désiraient vivement le maintien ; l'Angleterre et le Piémont en réclamaient avec instance le retrait. Ces deux derniers cabinets l'ont donc reporté sur les puissances du Nord. On devine aisément que le Piémont, qui doit tout à la France, et les succès qu'il a remportés, et jusqu'aux désastres qu'il a évités depuis la violation des stipulations de Villafranca, n'a pas dû exercer une sensible pression sur la détermination du gouvernement impérial. Il ne restait donc que la résistance de l'Angleterre et la perspective de l'ouverture de son Parlement pour expliquer le départ des forces maritimes que commande l'amiral de Tinnan.

Cette présence de l'escadre aura eu du moins pour résultat d'écarter, dans la majorité française, des sentiments non équivoques de sympathie pour la cause et la personne de François II.

Le résultat le plus probable de son éloignement, c'est d'augmenter les chances de la guerre dont nous sommes menacés pour le printemps prochain. Le général Ciaffardini attendait avec impatience le retour de la flotte, afin d'emporter la place d'assaut, d'étouffer par un vigoureux coup de main le mouvement national qui se généralise dans l'Italie méridionale, en laissant ainsi à la plus grande partie des forces piémontaises disponibles pour une attaque sur les bords du Mincio. Il donnait des instructions à Turin pour activer les armements, préparer toutes les fournitures dans le bref délai de trois mois, fortifier les camps de Plaisance et de Bologne, faire de nouvelles commandes de canons et d'équipements de troupes en Suède et en Angleterre.

Il nous est affirmé, de bonne source, que le général vient d'informer secrètement son gouvernement que si la flotte française, se retirant avant le 19, il tentera, le 21 ou le 22, un effort suprême pour prendre Gaète d'assaut, résolu qu'il est d'acheter le succès au prix des plus grands sacrifices.

Il résulte, par conséquent, des rapports des hommes les plus compétents que Gaète peut opposer une longue résistance à l'action combinée des forces de terre et de mer. L'amiral Persano doit attendre à manœuvrer péniblement contre une place autrement fortifiée qu'Ancone du côté de la mer. L'artillerie royale est bien montée et bien servie ; l'armée militaire est peut-être moins bien organisée, mais plusieurs officiers de la marine française ont donné des conseils stratégiques qui ont augmenté les éléments de sa défense.

de compensation à de bien étranges lâchetés, à de bien coupables manœuvres.

F. LABASSE.

On lit dans le *Patris* :

Une dépêche de Gênes du 8 nous annonce que la frégate à vapeur *Vittorio-Emanuele* avait mouillé sur rade la veille, venant de Livourne. Ce bâtiment est mis à la disposition en prince de Carignan, qui était allé de Turin le 9 janvier, afin de s'embarquer pour se rendre à Naples.

Le 7 et le 8, les transports-mitrils le *Tenare* et le *Stura* sont partis pour la même destination, ayant à bord des troupes piémontaises qui vont renforcer la garnison de Naples.

On travaille activement dans le port militaire à la transformation de deux corvettes à voiles, qui vont être converties en bombardes pour agir par mer contre Gaète. On paraissait compter beaucoup sur l'action de ces navires spéciaux, qui auront un tir plus efficace que celui des frégates, qui seront obligées de s'embosser devant les ouvrages de la place et d'en supporter le feu à une distance rapprochée.

Il régnait également une grande activité dans l'arsenal, d'où l'on carrait sans cesse du matériel d'artillerie, des mitrillons et des projectiles à Mola di Gaète, où est le parc de siège des Piémontais.

Les dépêches de Gaète, antérieures à la proposition d'armistice, annoncent que le feu continuait de part et d'autre avec une grande violence. La ville avait beaucoup souffert, mais le 6, les assaillés avaient éteint pour la troisième fois le feu de la batterie d'obusiers de Santa-Anna, et le travaillaient nuit et jour au défoncement de la place qui étaient déjà très-forts. — A. Tranchesi.

On écrit de Naples à la *Patris*, 1^{er} janvier :

C'est par de tristes nouvelles que je dois encore commencer aujourd'hui ma correspondance. La police est d'une incapacité et d'une incurie dont nous n'avons jamais eu d'exemple ; chaque jour, nous avons des meurtres, des assassinats, des vols à main armée à constater dans le royaume de terre ferme et en Sicile.

Dans la nuit du 25 courant, à Catania, ville dépendant de la garde nationale et le mieux organisée et rend le plus de services, un volontaire de Garibaldi a reçu trois coups de stylet et a expiré aussitôt. Le lendemain, un matelot assaillit à six fois d'un coup de revolver. A Messine, chaque soir, il y a des agressions nocturnes, ainsi que le constatent les rapports des agents communs.

A Palermo, on est très-mal disposé pour les soldats piémontais ; il y en a aussi des attentats à déplorer.

Naples, dimanche soir, quelques marins ont crié, sur les bords de la Chiaja : Vive François II ! la garde nationale est intervenue ; on lion de procéder à des arrestations, l'officier commandant l'escouade a ordonné de faire feu sur une voiture de place qui emportait à toute vitesse quatre volontaires de Garibaldi. Sept coups de fusil ont été tirés ; heureusement personne n'a été atteint. Il est incompréhensible que l'autorité laisse des caricatures contre les mains de garde nationaux qui s'en servent avec sans peur de discréditer. Dans le quartier du Mercato, dimanche soir, on a trouvé une scutellie toxique.

Le même jour, deux Anglais, habitant Posillipo, ont été dévalisés.

Dans le quartier San-Ferdinando, un négociant a reçu deux coups de poignard, qui l'ont atteint à l'épaule. Il se nomme Giuseppe Bardone. Enfin, à l'hôpital de Santa-Parsino II y a eu une lutte à coups de couronnes.

À la prison del Castel Capuano, deux détenus, Michel Gallo et Luigi Balanconi, se sont battus à coups de poignards calabrais, qui les avaient dissimulés dans leurs vêtements. Enfin, à sept heures et demie, quatre voleurs ont dévalisé complètement un vicario général près de l'Alghero.

Le mécontentement continue à être très-grand à Naples et dans les provinces.

La situation des Abruzzes est toujours inquiétante, et se vient d'apprendre que la province d'Ascoli, envahie récemment aux États de l'Église par le Piémont, est en pleine révolte.

Le bombardement de Gaète ne poursuit. On assure à Naples que l'escadre française va quitter son mouillage ; on ne s'agit que la place se rendra le lendemain. Les hommes de guerre ne partagent pas cette confiance sur la durée de la lutte, mais ils sont très-contents de voir que par terre, et elle a l'avantage de pouvoir être défendue avec une garnison très-faible. — A. Tranchesi.

On écrit de Naples au *Sicéle*, le 9 janvier :

Voici une grande nouvelle que je puis vous garantir. Garibaldi a quitté Capri, et se rend, dit-on, à Turin, sur l'invitation du Roi. Il vient d'écrire de Gênes au général Sirtori ; mais, vous le savez, avec la plus grande réserve. Cependant, après la réception de cette lettre, le général Sirtori a décidé de partir pour la haute Italie, et il ne sera pas le seul.

Quel grave motif a pu décider le général à quitter avant l'heure la retraite où il s'enfermait solennellement ? Vous savez qu'il avait été question de lui pour pacifier les provinces napolitaines, constamment troublées par les intrigues des frères et des bandes des insurrectionnels, et c'est ce projet qui le fait appeler à Turin, au moment où il ne peut être mieux choisi, car il est connu maintenant que le mouvement républicain d'Alghero, à la Barra, se fait à une rapidité extraordinaire. L'insurrection a été déclarée dans son pays, et les hommes de Garibaldi et le prince impérial ont promis de braver toutes les difficultés, et quelques actes bien entendus les empêcheraient de renouer. Malheureusement il manquerait à la contre-révolution un moyen d'action qu'elle vient d'acquiescer et qui ne lui restait pas trop mal. Son cri de ralliement, depuis quelques jours, est : « Garibaldi ou François II ! » ou « Victor-Émanuel ! » — G. Page.

Nous recevons, via de Toulouse, dit la *Gazette du Midi*, la lettre suivante :

Gaète, 3 janvier 1867.

L'escadre française se trouve dans une situation insupportable, et nous sommes privés de tout secours à bord en quarantaine, pour être par les Napolitains qui nous ont coupés les communications par mer et par terre, et qui nous ont fait perdre tout espoir de secours par les Piémontais qui nous ont fait perdre tout espoir de secours par terre.

Depuis que le bombardement a commencé, nous sommes réduits sur nos sautoirs, et les lignes piémontaises nous sont interdites par les consignes les plus sévères.

Cette mesure, qui est appliquée à tous les navires étrangers, a été prise intentionnellement par des indications commises par une frégate espagnole qui, par un système de signaux conventionnels, devait recueillir le tir batteries de la place sur les positions piémontaises ; il y avait de quoi se fier ; mais les Sardes ont pris des précautions et nous font perdre de vue le tir à bord n'ayant pour toute distraction que le spectacle d'une ville assiégée de manière à ne pas pouvoir compter sur un dévouement.

Les relations avec les Sardes, qui étaient déjà paisiblement tendues, se sont tout à fait rompues à la suite d'une mission de notre chef de bataillon qui était allé au nom de l'Empereur engager le général Ciaffardini à ménager les églises et les hôpitaux.

Cette dernière mission a été déjouée par les soins de nos agents, et il faut l'avouer, une réponse passionnément maladroite.

Le 1^{er} jour, l'artillerie a été encore aggravée par suite des retards du général piémontais qui voulait faire détruire et couler à pic le matériel de l'artillerie qui sert d'arsenal à l'escadre ; mais, hélas ! il a fallu le faire et on a obtenu tout de suite, car il s'agitait pour nous d'avoir de l'eau pour boire.

Baton, rue Bonaparte, 76, un officier qu'il a intitulé l'Égypte. Ce n'est pas une analyse abusive et scientique des doctrines, des enseignements, des sophismes, des préjugés qui se rapportent à ce grand sujet ; c'est un traité pratique, précis, et plein d'intérêt et d'actualité sur les caractères et les obligations du grand œuvre de Jésus-Christ. Il est divisé en deux chapitres dont le titre est bien caractéristique l'utilité et l'opportunité de l'œuvre :

I. L'Église et la Religion. II. Si l'Église est vraiment spirituelle. III. Comment il se peut qu'une seule Église de Jésus-Christ. IV. Que la seule Église catholique est l'Église de Jésus-Christ. V. Si l'on peut s'arrêter hors de l'Église. VI. Si l'on peut s'arrêter hors de l'Église. VII. Comment est composé le gouvernement de l'Église. VIII. Que sont, dans l'organisation de l'Église, les Ordres religieux et les Associations catholiques. IX. L'Église enseignante et l'Église enseignée. X. La doctrine est-elle l'objet de l'autorité du Pape et des Evêques. XI. L'Église fait-elle peu ou pas des pouvoirs séculiers. XII. Quelle est l'Église que l'Église cherche à conquérir au monde. XIII. Si les Evêques et les Prêtres sont des fonctionnaires publics. XIV. Comment on est fait Evêque. XV. Ce que c'est qu'un schisme. XVI. De mensonge historique contre l'Église et la Papauté. XVII. Que l'Église seule est la mère des pauvres et des petits. XVIII. De grand crime de ceux qui attaquent l'Église.

Si notre flotte n'avait d'autre mission, comme l'ont assuré quelques feuilles officieuses, que de remplir un devoir d'humanité en laissant à François II le temps de réfléchir sur l'impossibilité d'une résistance sérieuse, et en lui offrant un asile contre l'insurrection, comment a-t-elle pu rester jusqu'aujourd'hui en face de Gaète ? Il y a longtemps que le royal assiégé a manifesté hautement la résolution de se défendre jusqu'aux dernières extrémités dans le dernier boulevard de l'indépendance napolitaine.

Si notre flotte, comme pouvaient légitimement l'espérer les conservateurs de tous les pays, remplissait une mission politique en empêchant la réalisation d'un plan aussi contraire aux intérêts de la France qu'à ceux du catholicisme et de la paix européenne, comment se retire-t-elle au moment où elle créait d'insurmontables obstacles à la domination piémontaise dans l'Italie méridionale, et rendait moralement impossible la guerre projetée pour le printemps prochain ?

Telles sont les deux hypothèses au moyen desquelles on expliquait jusqu'ici la présence de l'escadre française dans les eaux de Gaète. Dans la première hypothèse, l'escadre a évidemment dépassé son but; dans la seconde, elle ne l'a pas atteint. Il ne faut point perdre de vue que la présence de notre flotte préoccupait à juste titre tous les cabinets. La Russie, la Prusse et l'Autriche en désiraient vivement le maintien; l'Angleterre et le Piémont en réclamaient avec instance le renvoi. Ces deux derniers cabinets l'ont donc emporté sur les puissances du Nord. On devine aisément que le Piémont, qui doit tout à la France, et les succès qu'il a remportés, et jusqu'aux désastres qu'il a évités depuis la violation des stipulations de Villafranca, n'a pas dû exercer une sensible pression sur la détermination du gouvernement impérial. Il ne resterait donc que la résistance de l'Angleterre et la perspective de l'ouverture de son Parlement pour expliquer le départ des forces maritimes que commande l'amiral de Tinnan.

Cette présence de l'escadre aura eu du moins pour résultat d'exciter, dans la marine française, des sentiments non équivoques de sympathie pour la cause et la personne de François II.

Le résultat le plus probable de son éloignement, c'est d'augmenter les chances de la guerre dont nous sommes menacés pour le printemps prochain. Le général Cialdini attendait avec impatience le renvoi de la flotte, afin d'emporter la place d'assaut, d'étouffer par un vigoureux coup de main le mouvement national qui se généralise dans l'Italie méridionale, en laissant ainsi la plus grande partie des forces piémontaises disponibles pour une attaque sur les bords du Mincio. Il donnait des instructions à Turin pour activer les armements, préparer toutes les fournitures dans le bref délai de trois mois, fortifier les camps de Plaisance et de Bologne, faire de nouvelles commandes de canons et d'engins destructeurs en Suède et en Angleterre.

Il nous est affirmé, de bonne source, que ce général vient d'informer secrètement son gouvernement que si la flotte française, se retirant avant le 19, il tentera, le 21 ou le 22, un effort suprême pour prendre Gaète d'assaut, résolu qu'il est à acheter le succès au prix des plus grands sacrifices.

Il résulte, paraît-il, des rapports des hommes les plus compétents que Gaète peut opposer une longue résistance à l'action combinée des forces de terre et de mer. L'amiral Persano doit s'attendre à manœuvrer péniblement contre une place autrement fortifiée qu'Ancone du côté de la mer. L'artillerie royale est bien montée et bien servie; le génie militaire est peut-être moins bien organisé; mais plusieurs officiers de la marine française ont donné des conseils stratégiques qui ont augmenté les éléments de la défense.

L'abandon du royal assiégé à ses seules ressources et sa confiance dans son bon droit, lui causeront encore davantage l'estime et l'admiration de tous les nobles cœurs. Gaète est destinée à occuper dans les annales de l'Italie une page qui servira

pendant où la garde nationale est le mieux organisée et rend le plus de services, un volontaire de Garibaldi a reçu trois coups de stylet et a expiré aussitôt. Le lendemain, un matelot anglais a été tué d'un coup de révolver. A Messine, chaque soir, il y a des agressions nocturnes, ainsi que le constatent les rapports des agents consulaires.

A Palermo, on est très-mal disposé pour les soldats piémontais; il y a eu aussi des attentats à déplorer.

A Naples, dimanche soir, quelques marins ont crié, sur les bords de la Chiaja: Vive François II! La garde nationale est intervenue; au lieu de procéder à des arrestations, l'officier commandant l'escouade a ordonné de faire feu sur une voiture de place qui emportait à toute vitesse quatre volontaires de Garibaldi. Sept coups de fusil ont été tirés; heureusement personne n'a été atteint. Il est incompréhensible que l'autorité laisse des cartouches entre les mains de gardes nationaux qui s'en servent avec aussi peu de discernement. Dans le quartier du Mercato, dimanche soir, on a trouvé une sentinelle tuée.

Le même jour, deux Anglais, habitant Paolipello, ont été dévalisés.

Dans le quartier San-Ferdinand, un négociant a reçu deux coups de poignard, qui l'ont atteint légèrement. Il se nomme Giuseppe Bardari.

Enfin, à l'hôpital de Santa-Teracina il y a eu une lutte à coups de couteau.

A la prison des Castel Capuano, deux détenus, Michel Gatto et Luigi Raimondi, se sont blessés à coups de poignards calabrais, qu'ils avaient dissimulés dans leurs vêtements. Enfin, à sept heures du soir, quatre voleurs ont dévalisé complètement un vicair général près de l'archevêché.

Le mécontentement continue à être très-grand à Naples et dans les provinces.

La situation des Abruzzes est toujours inquiétante, et on vient d'apprendre que la province d'Ascoli, enlevée récemment aux Etats de l'Eglise par le Piémont, est en pleine révolte.

Le bombardement de Gaète se poursuit. On assure à Naples que l'escadre française va quitter son mouillage; on se figure que la place se rendra le lendemain. Les hommes de guerre ne partent pas cette confiance, car la place est aussi forte par mer que par terre, et elle a l'avantage de pouvoir être défendue avec une garnison très-faible. — A. Tranchesi.

On écrit de Naples au Siècle, le 5 janvier :

Voici une grande nouvelle que je puis vous garantir. Garibaldi a quitté Caprea, et se rend, dit-on, à Turin, sur l'invitation du Roi. Il vient d'écrire de Gênes au général Sirtori; mais, vous le pensez bien, avec la plus grande réserve. Cependant, après la réception de cette lettre, le général Sirtori a décidé de partir pour la haute Italie, et il ne sera pas le seul.

Quel grave motif a pu décider le dictateur à quitter avant l'heure la retraite où il s'enfermait si obstinément? Vous savez qu'il avait été question de lui pour pacifier les provinces napolitaines, constamment troublées par les intrigues des prêtres et les menées des sanfelisisti. Si c'est ce projet qui le fait appeler à Turin, le moment ne peut être mieux choisi, car il est connu maintenant que le mouvement républicain n'y a tenu que la barre, se liait à une vaste conspiration révolutionnaire destinée à briser le tyranisme. Le nom de Garibaldi et le prestige militaire qu'il a su briser toutes ces trames, et quelques actes bien entendus les empêcheraient de renaitre. Malheureusement il manquerait à la contre-révolution un moyen d'action qu'elle vient d'adopter et qui ne lui réussit pas trop mal. Son cri de ralliement, depuis quelques jours, est: « Garibaldi ou François II! A bas Victor-Emmanuel! » — G. Paga.

Nous recevons, voie de Toulon, dit la Gazette du Midi, la lettre suivante :

Gaète, 3 janvier 1861.
L'escadre française se trouve dans une situation insupportable, et nous sommes presque torés de ne pas être en quarantaine, peu gênés par les Napolitains qui trouvent que nous ne faisons pas assez pour eux et abhorrés par les Piémontais, avec lesquels on a fini par nous brouiller totalement.

Depuis que le bombardement a commencé, nous sommes réquisitionnés par nos valets, et les lignes piémontaises nous sont interdites par les consignes les plus sévères.

Cette mesure, qui est appliquée à tous les navires étrangers, a été principalement motivée par des insinuations commues par une frégate espagnole, qui, par un système de signaux conventionnels, faisait recueillir le tir des batteries de la place sur les positions piémontaises: il y avait de quoi se fâcher; mais les Sardes ont pris des mesures rigoureuses qui nous forcent de nous tenir à bord n'ayant pour toute distraction que le spectacle d'une ville assiégée de manière à ne pas pouvoir compter sur un dénoûment.

Nos relations avec les Sardes, qui étaient déjà passablement tendues, se sont tout à fait embrouillées à la suite d'une mission de notre chef d'état-major qui était allé, au nom de l'amiral, engager le général Cialdini à ménager les églises et les hôpitaux.

Celui-ci, déjà passablement ému par des tentatives de siège, fit, il faut l'avouer, une réponse passablement maladroite.

Le jour où l'affaire s'est encore aggravée par suite des ordres du général piémontais qui voulait faire détruire et combler l'aqueduc de Castellone qui sert d'aqueduc à l'escadre; cette fois, il a fallu se fâcher et on a obtenu gain de cause, car il s'agissait pour nous d'avoir de l'eau pour boire.

Nous avons vu partir un bateau à vapeur affecté par le roi de Naples, qui a porté à la garnison de la citadelle de Messine les derniers approvisionnements et les derniers ordres du roi pour le général Persano.

Après avoir remercié le général et ses compagnons de leur dévouement, le Roi leur annonce que

Haton, rue Bonaparte, 76, un opuscule qu'il a intitulé *L'Eglise*. Ce n'est pas une analyse abstraite et scientifique des doctrines, des enseignements, des sophismes et des préjugés qui se rapportent à ce grave sujet; c'est un traité pratique, populaire, plein d'intérêt et d'actualité sur les caractères et les prérogatives du grand œuvre de Jésus-Christ. Il est divisé en dix-neuf chapitres dont le titre seul fera connaître l'utilité et l'opportunité du livre :

- I. L'Eglise et la Religion. II. Si l'Eglise est purement spirituelle. III. Comment il ne peut y avoir qu'une seule Eglise de Jésus-Christ. IV. Que la seule Eglise catholique est l'Eglise de Jésus-Christ. V. Si l'on peut se sauver hors de l'Eglise. VI. Si l'on peut adorer l'Eglise du Pape. VII. Comment est organisée le gouvernement de l'Eglise. VIII. Que sont, dans l'organisation de l'Eglise, les Ordres religieux et les Associations catholiques? IX. L'Eglise enseignante et l'Eglise enseignée. X. Le dogme seul est-il l'objet de l'autorité du Pape et des Evêques? XI. L'Eglise fait-elle peu de cas des pouvoirs laïques? XII. Quelle est l'influence que l'Eglise cherche à conquérir en ce monde. XIII. Si les Evêques et les Prêtres sont des fonctionnaires publics. XIV. Comment on est fait Evêque. XV. Ce que c'est qu'un schisme. XVI. Du mensonge historique, contre l'Eglise et la Papauté. XVII. Que l'Eglise seule est la mère des pauvres et des petits. XVIII. Du grand crime de ceux qui attaquent l'Eglise. XIX. Si l'Eglise doit durer longtemps encore.

L'exemplaire ne se vend que 10 centimes, et le cent, 7 fr. 50 c. Mgr. de Sézar, toujours préoccupé des intérêts religieux et moraux de l'évêché et des classes popu-

ATRIE

ABONNEMENT :

SOIR PARIS.

Par trimestre.

Edition du soir 13^f. 50^c.

Edition du matin 12[»].

Edition des Journaux de Commerce 18[»].

Toute demande d'abonnement de Paris ou d'une valeur à l'étranger, doit être accompagnée d'une des dernières bandes.

Les annonces sont reçues de la Bourse.

Les annonces passent dans 1,200 numéros environ, ou dans les MANUSCRITS.

gré de nos désirs. Si nous savons attendre, et bien employer le temps, si nous savons faire taire les mauvaises passions, si nous pratiquons les vertus que nous avons déjà montrées... notre cause sera victorieuse et l'année 1861 verra de nouveaux et peut-être de définitifs succès.

En résumé, tous ces vœux se résument en un mot: confiance. Nous ne savons ce que fera l'Italie; peut-être même l'ignorait-elle elle-même; mais ce qu'elle sait, c'est que les événements ne peuvent la tromper. Quels qu'ils soient, elle les attend avec la conviction profonde qu'ils assureront ses

d'hui qu'au nom de personnes intéressées, de posséder au même titre que les habitants du pays, et de pouvoir dès lors réclamer, en cas de contestations, l'appui des représentants de leur gouvernement respectif.

Cette mesure, en offrant de nouvelles garanties aux populations européennes, ne peut que contribuer au développement commercial et industriel de la Syrie, surtout quand l'établissement dans cette contrée d'une autorité forte et protectrice de tous les droits aura donné aux chrétiens confiance et sécurité pour l'avenir. C'est vers ce but que tendent tous les efforts de la France, comme c'est dans son influence et dans sa volonté que tous espèrent. Aussi croyons-nous que la réorganisation complète de ces provinces marquera seule, avec l'assentiment même du gouvernement turc, le terme de l'occupation française en Syrie. — Louis Bellet.

Affaires d'Italie.

Le marquis de Pepoli, gouverneur de l'Ombrie, vient de publier la proclamation suivante:

Citoyens de l'Ombrie!

Un décret de notre roi vous appelle à faire solennellement et légalement parti de son puissant royaume, vous appelle à participer aux avantages d'une vie civile libre, vous appelle à partager avec lui les sacrifices, les dangers, les gloires de la rénovation de l'Italie. Unis entre eux aujourd'hui, les peuples italiens se groupent tous autour de ce drapeau tricolore qui, il y a peu d'années encore, gardé avec soin par les sociétés secrètes au péril de la liberté et de la vie, flotte aujourd'hui des Alpes aux extrémités de la Sicile, respecté, applaudi par l'Europe tout entière.

Ma mission est désormais remplie. Le ministre confie à un de vos illustres concitoyens gouvernement régulier de cette province.

J'éprouve, en vous quittant, un profond regret. Vous avez toujours mon espoir de votre affection; vous vous êtes montrés heureux, reconnaissants de voir appliquer ici les bienfaits des principes qui ont inauguré dans toute l'Europe une ère nouvelle de civilisation et de progrès.

Citoyens,

Je conserverai de votre concours, de votre affection, un impérissable souvenir; mais permettez que, pour la dernière fois que j'ai le droit de vous adresser la parole, je vous dise dans la sincérité de ma conscience et l'émotion de mon cœur: Rappelez-vous que vous formez, au port de Borne, l'avant-garde de l'armée de civilisation; rappelez-vous que c'est à vous de remporter la première victoire morale par le spectacle de votre concorde, de votre fermeté de votre abnégation. C'est à vous de montrer que la Liberté et la Religion prospèrent unies l'une à l'autre, tandis que si elles sont divisées, elles dégènerent en licence et en fanatisme.

Pérouse, 9 décembre.

PEPOLI.

Pour copie conforme: A. Tranchant.

On écrit de Bologne, le 28 décembre:

La grande préoccupation du jour, à Bologne, est un assassinat dont les journaux ont déjà pu vous parler, celui d'Alberto Luigi Guidi, un jeune homme de vingt-deux ans, frappé la veille de Noël, par le couteau d'un voleur, sous les porches. Tout le monde ici le connaissait et lui voulait du bien. On l'a enterré hier en présence d'une foule consternée.

Cet assassinat n'est pas le seul qui ait ensanglanté ces derniers soirs les rues de Bologne. En disposition de la ville secouée à merveille ces actes clandestins. Les portiques couvrent les malfaiteurs et cachent leur fuite. Impossible de les reconnaître et de les découvrir. Le coup fait, l'assassin disparaît en un clin d'œil; il n'y a pas de patrouille qui puisse l'arrêter au passage. Et l'on tue ici pour quelques pièces de dix sous!

Ces actes monstrueux ont littéralement consterné la population de Bologne. Il circule en ce moment dans la ville une pétition qui se couvre de signatures; elle est adressée au syndic de ville pour être portée aux autorités supérieures de Turin, et au Parlement, s'il le faut. Je m'en suis procuré le texte et je vous l'envoie:

Très illustre monsieur le syndic.

La série de faits criminels qui attristent depuis longtemps la ville de Bologne ont jeté le pays dans un état d'alarme et de trouble qui ne peut plus se tolérer. C'est pour cela que nous tous, soussignés, avec sincères de l'ordre, bien que pénétrés des difficultés que peut rencontrer un gouvernement libre pour prompt et énergique répression de ces délits terribles, nous sommes résolus à en finir, une fois pour toutes, avec les gens qui sont en guerre ouverte avec la société, et nous invoquons instamment de la puissance supérieure que leur mesure efficace pour motiver une digne à l'anarchie menaçant la sécurité publique et pour éviter des conflits qui pourraient ensanguiner notre cité.

Nous nous adressons donc à Votre Seigneurie illustrissime bien connue par ses sentiments de sollicitude patriotique, afin qu'elle se fasse l'interprète de nos besoins auprès de S. Exc. le ministre de l'Intérieur, et qu'elle appuie nos instances de toute l'autorité.

Dans l'espérance que Votre Seigneurie illustrissime



luttent contre la grosse mer qui venait majestueusement recouvrir la lance dans Louis sa longueur et l'écrasait d'une immense lame écumante. Le *Jérôme-Napoléon* était magnifié par à voir dans ces lames creues, contre lesquelles il luttait victorieusement. Le sauvetage qu'il vient d'opérer a valu à son commandant, le capitaine de frégate *Georgette Du Buisson* aide de camp de S. A. I. le prince Napoléon, les justes éloges du préfet maritime de Cherbourg.

Pour extrait : A. Tranchant.

Chronique.

Tous nos livres élémentaires sur le savoir-vivre nous ont appris en France que le premier devoir de l'homme poli est de se montrer tel envers les femmes *quelles qu'elles soient*. Louis XIV saluait une servante !

Eh bien ! si j'en crois le témoignage d'un honnête Allemand, naguère revenu à Paris, après dix ans d'absence, le progrès de la grossièreté aurait été remarquables de 1850 à 1860, chez nous, à Paris même.

« Les Parisiens, dit l'observateur d'outre-Rhin, ne se doutent pas du changement qui s'est produit dans leurs mœurs. J'ai lu quelque part qu'un enfant prit, à dix ans, l'habitude de porter tous les jours un petit veau sur son dos ; le veau devint bœuf, et l'enfant, devenu homme, portait encore le bœuf, et sans plus de fatigue. Ainsi font les Parisiens de leurs défauts, que j'ai vus tout petits, que je vois énormes ; ils les portent légèrement, sans même s'en apercevoir. »

En 1850, quelques jeunes gens mal élevés, imitant les mœurs anglaises, prirent l'habitude mauvaise (*mauvaise est naïf*) de ne plus ôter leur chapeau en entrant dans un magasin tenu par des femmes. »

Ici j'arrêterai le critique allemand, pour lui faire observer que cette mode n'est point si nouvelle qu'il semble le croire, car je lis dans un livre sur la politesse, le quel date, je crois, d'assez loin, les réflexions suivantes :

« Beaucoup de personnes pensent que, se trouvant dans un lieu où tout le monde a le droit de venir, elles sont dispensées pour cela de tout devoir de politesse. Ces gens-là entrent dans un magasin le chapeau sur la tête, ne saluant ni la marchande ni les chalands... »

Le fait n'est donc pas nouveau. Mais faut-il vous croire, philosophe german, quand vous allez jusqu'à écrire à votre compatriote :

« Aujourd'hui, nul Français, sauf quelques vieillards, n'ôte plus son chapeau dans aucun magasin, et les femmes son assez lâches (oh!) ou assez corrompues (oh! oh!) pour tolérer ce manque de respect. Une Allemande ne souffrirait pas longtemps une telle injure ! »

Ah ça! les Allemandes ont-elles donc un moyen particulier d'empêcher les hommes impertinents d'être impertinents? Donnent-elles des coups de poing et font-elles rouler les chapeaux par terre? car, je vous demande ce qu'une femme offensée gagnerait avec un gousat à lui faire des représentations aimables ou sévères? Le proverbe le dit :

Oignez vilain, il vous pointira ;
Poignez vilain, il vous oindra!

Donnez nous donc, monsieur, le secret des femmes allemandes, ou bornez-vous à rogrotter qu'il y ait en ce monde des gens mal élevés ; du reste, qu'y faire, surtout quand on est une faible femme?

On peut suivre l'exemple que voici : Je connais un magasin où on lit, au-dessus d'une glace cot écriteau :

Ici on parle aux femmes à chapeau bas.

— Vraiment! il y a un magasin pareil? Mais où est-il donc, monsieur, où est-il que je le nomme, que je lui fasse une réclame! Il y aura bientôt queue devant ce magasin modeste, on se battra à la porte, on retiendra ses places pour contempler les traits sévères de la maîtresse de l'établissement!

Tout ce que je puis accorder, c'est que l'impolitesse dont vous vous plaignez avec juste raison n'est chez nous qu'une importation de nos voisins et chers alliés ; de leur pays charmant on a dit :

En Angleterre, il n'y a de poli que l'acier!

« — Nous sommes loin, écrit M. Larcher dans son livre sur les Anglais, — de vouloir dire que les Anglais sont impolis avec l'intention de l'être ; mais nous aimons beaucoup mieux penser que, s'ils manquent souvent de politesse, c'est uniquement parce qu'ils ne savent pas être polis. »

Si les Anglais ont pris l'habitude de garder leur chapeau sur la tête dans bien des occasions où il conviendrait de l'ôter, c'est probablement parce qu'ils ont reconnu qu'ils ne savaient pas l'ôter avec grâce. C'est moins de l'impertinence que de la maladresse. Depuis que nous trouvons jolies les imiter, nous leur avons emprunté cette raideur et cette gaucherie qui jadis n'étaient point notre fait.

Nous leur avons fait, Dieu merci, d'autres et de meilleurs emprunts. Tel est celui que je m'empresse de vous annoncer comme entièrement digne de notre approbation.

Tout le monde sait ce qu'en Angleterre on appelle lectures. Un homme, une société loue une salle, et convoque les amateurs ; l'enclos est divisée en trois parties, par catégories de places. Quand M. Dickens ou tout autre écrivain de mérite a besoin de cinq ou six mille francs pour acheter des cigares, par exemple, il annonce une lecture ; les livres sont chers à Londres, bien des gens n'ont pas le temps de lire ; ils ont tous entendu parler de Dickens, et ils ne sont pas fâchés de voir la figure d'un homme célèbre. La foule accourt, Dickens parait et lit des passages de

quelqu'une de ses œuvres. L'auditoire sort satisfait et le lecteur aussi.

A ces lectures, usitées en Amérique et en Allemagne, comme en Angleterre, on ajoute des conférences, des discours familiers, des entretiens sur les matières les plus diverses, et le public trouve ainsi cent occasions peu coûteuses de s'instruire commodément.

Telle est la coutume d'outre-mer que deux ou trois hommes de bonne volonté veulent implanter chez nous. Ils ont loué dans la rue de la Paix une belle salle, et ont obtenu la permission d'y appeler le public parisien, surtout les gens du monde, qui souvent s'intéressent plus qu'ils n'ont fait aux questions scientifiques et littéraires. A l'exemple des Thackeray, des Faraday, des Davy et des Macaulay, des savans, des professeurs illustres et des célébrités du monde musical, artistique, littéraire, se ferait entendre dans ce petit cercle de la parole sérieuse.

Ces entretiens, dit le prospectus, embrassent tous les sujets ayant un caractère d'actualité dans le domaine de la science, de l'industrie, des découvertes et des inventions qui s'y rattachent, les comptes-rendus périodiques des ouvrages littéraires, du théâtre et des arts, les relations de voyage, auxquelles la parole des voyageurs eux-mêmes ajoutera un nouvel attrait.

Ainsi, par l'étude spéciale des questions pratiques, par l'appréciation des œuvres modernes, littéraires et artistiques, ces soirées offriront aux familles et aux personnes que de telles études peuvent intéresser les moyens de suivre, dans ses manifestations diverses, le mouvement intellectuel en France et à l'étranger. Certains leçons seront, au besoin, faites en langues étrangères.

HENRY D'AUVERGNE.



BUREAUX A PARIS : rue du Regard, n° 12.

DE LA RELIGION LITTÉRAIRE

Parvient un bon de poste ou un effet sur Paris, avant du JOURNAL, 12, rue du Regard.

ÉDITION SEMI-QUOTIDIENNE (MARDI, JEUDI, SAMEDI)
trois mois, 9 fr.; six mois, 16 fr.; un an, 30 fr.

Madrid, 8 janvier.

Les journaux sont en train de rédiger une adresse aux Cortès pour demander la suppression des passe-ports pour l'étranger. La loi de la presse, aussitôt qu'elle aura été présentée à la législature, sera discutée. (Service télégraphique Hexas-Bullier.)

On lit dans le *Journal de Rome* du 4 :

Parmi toutes les offrandes qui parviennent tous les jours au Saint-Père de toutes les parties de l'univers, celles qui lui viennent des provinces des États de l'Église envahies par l'usurpation lui sont particulièrement agréables. Entre les sommes qui lui sont parvenues des légations, il convient de signaler particulièrement les offrandes des campagnes d'où ont été envoyés des anneaux, des bracelets et autres bijoux de femmes, de peu de prix, si l'on considère la valeur intrinsèque, mais d'un immense, au contraire, en ce que ces objets sont un gage spontané de la foi et de l'amour des pauvres paysannes pour le Père commun des fidèles. C'est une belle preuve de l'attachement et du dévouement de ces populations pour le Saint-Père.

On nous écrit de Saint-Pétersbourg, 29 décembre :

Le prince Pierre Dolgorouki vient d'être jugé par contumace au Sénat de Moscou et d'être condamné à la perte de ses titres et biens et à l'exil en Sibérie pour n'être pas rentré en Russie à l'injonction qui lui en a été faite, et pour avoir imprimé à l'étranger son ouvrage *Vérité sur la Russie*, que la grande-duchesse Marie a dit à quelqu'un de sa connaissance ne rien renfermer que de véridique. Un de ses juges complaisants a dit le sénateur Pestel, frère de celui qui a été pendu en 1826.

Pour extrait : M. Gascin.

On écrit de Turin au *Constitutionnel*, 6 janvier :

Malgré la rude température qui règne en ce moment à Turin, on voit encore loin de nous annoncer les premiers rayons du soleil. De ce fameux printemps de 1861, qui doit éclairer la nouvelle prise d'armes de Garibaldi, il est certain que le célèbre porte-étendard de l'unité italienne s'occupe déjà activement de l'organisation de ses moyens d'attaque, les uns dirigés contre la littoral vénitien, selon les autres contre la Hongrie. Le général paraît décidé, d'ici à peu de jours, à se rendre à Londres, où il espère, sinon trouver de grandes ressources matérielles pour son expédition, du moins acquiescer un grand renfort de force morale et d'importance personnelle au sein de l'Assemblée anglaise qu'on lui promet de la part de la population anglaise.

Toutefois, s'il faut en croire un récit d'un de nos journaux de parti clérical, Garibaldi aurait beaucoup mieux que de simples et stériles sympathies à attendre de l'Angleterre.

Selon le *Compendio*, c'est le nom du journal dont nous parlons, il y a quelques jours, une goëlette anglaise aurait paru devant Caprera, et, tout aussitôt après, deux personnes auraient quitté le bord pour porter une lettre au général. Une heure plus tard, celui-ci se serait rendu à bord de la goëlette, et aurait été immédiatement saisi par elle de vingt et un coups de canon répétés au moment de son départ. Garibaldi serait resté une demi-heure à bord et aurait fait un repas, après avoir été invité par un personnage notable qui ne serait rien moins que le neveu de lord Russell.

Dans la soirée, la goëlette serait partie pour Gênes. — L. Bonifazi.

On écrit de Turin au *Siccle*, le 6 janvier :

J'ai vu aujourd'hui une liste écrite de la main de Garibaldi, recommandant environ cinquante candidats pour les prochaines élections ; tous sont classés par province avec beaucoup de soin et de méthode. On ne me permet pas de vous donner cette liste pour l'instant, attendu que l'on est encore indécis sur la question de savoir si on lui donnera une complète publicité.

Cette liste contient, comme vous le pensez bien, les noms de tous ceux qui ont aidé Garibaldi dans son œuvre ; mais on y a cherché valablement le nom de Poerio, mais en revanche je trouve celui de Scialoja, aujourd'hui conseiller à Naples, et connu comme étant ministériel ultra.

Garibaldi a envoyé à l'association des ouvriers de la lettre suivante, en réponse à l'adresse de ces derniers qui le priaient d'accepter la présidence honoraire de leur société :

Caprera, 30 décembre.

Frères,

Vous avez mon affection et vous l'aurez toute ma vie. Je ne doute pas de la vôtre. Être aimé par vous est chose qui passe toute récompense humaine, la seule que j'ambitionne dans toute mon existence consacrée à l'Italie.

J'accepte avec reconnaissance le titre dont vous voulez bien m'honorer ; je le porterai avec orgueil dans vos rangs le jour, jour qui est proche, où l'Italie nous appellera tous à rompre les derniers anneaux de ses chaînes.

Tout à vous.

G. GARIBALDI.

Bien, une perquisition a été faite au comitè garibaldien de Gênes. La justice a saisi quelques proclamations et quelques adresses électorales sans importance, qui cependant ne portaient pas la signature de l'imprimeur. Par suite perquisition a été opérée dans le local jadis occupé à Gênes par la rédaction du journal *l'Unità italiana*. — A. Hauser.

Voici, d'après la *Correspondance Bullier*, le texte de la lettre adressée à M. Farini par l'archevêque de Naples, à l'occasion des manifestations tumultueuses qui ont eu lieu devant le palais archiepiscopal :

Excellence,

Le désir de remplir mes devoirs avec toute la prévoyance commandée par les circonstances m'oblige à appeler l'attention de V. Exc. sur des faits relatifs au libre exercice de mon ministère sacré.

Elle sait comment on vit, dès le second jour de mon arrivée à Naples, des hommes malintentionnés exciter un certain nombre de personnes à venir faire du tumulte devant le palais de l'Archevêché, pour afficher ostensiblement leur désapprobation de l'invitation qui m'a été faite par le gouvernement de revenir dans mon diocèse, et faire opposition à la manifestation de joie spontanée que le peuple a laissé éclater en voyant son archevêque. Votre Excellence sait, en outre, que la veille de Noël, prenant occasion de ce que la cérémonie religieuse n'avait pas lieu de nuit dans la cathédrale, il y eut dans la nuit des nouveaux tumultes, pendant lesquels on a lancé des pierres et tiré même quelques coups de fusil sur le palais de l'Archevêché, produisant, à l'étonnement général, dans cette seconde occasion, aussi bien que dans la première, une sérieuse perturbation publique.

Or, comme dans ces deux événements les chefs des agitateurs ont essayé de justifier leur audace, en mettant en avant, à l'aide des moyens les plus violents, les prétentions auxquelles ils voulaient m'obliger à consentir, excitant les rassemblements qu'ils guidaient, à me contraindre à subir leur volonté, je ne puis m'empêcher de considérer ces actes comme attentatoires à la liberté, l'indépendance dont le pasteur de l'Église doit jouir dans l'exercice de son ministère, soit dans les rapports avec le gouvernement de l'État, soit dans le règlement des fonctions sacrées de l'Église. Il n'y a pas d'exemple que l'archevêque de Naples ait été ainsi violenté, et l'autorité gouvernementale, qui est en relation directe avec l'archevêque, ne doit pas permettre que, d'une manière tumultueuse et sans qu'il y ait possibilité de donner suite à un raisonnement quelconque, on vienne forcément traiter des intérêts de l'Église et faire violence à son chef.

A l'occasion de mon retour, Votre Excellence s'est plu à m'assurer que rien ne serait négligé de la part du gouvernement pour que j'aie, dans l'exercice de mon ministère, une liberté et une indépendance d'action pleine et entière. Cette assurance ne se concilie pas avec des violences qui excluent tout moyen régulier et placent l'archevêque dans une position servile et contrainte, dans laquelle il pourrait compromettre les intérêts les plus délicats de son office pastoral.

Aussi ai-je la confiance que Votre Excellence, considérant que je ne me lasse pas de porter tous mes soins à désigner, autant qu'il est possible, tout sujet de trouble et d'inquiétude pour le gouvernement, voudra bien faire en sorte que le gouvernement lui-même empêche les actes violents de la multitude et me manifeste directement ses désirs dans les circonstances qui peuvent se présenter.

Néanmoins, comme ma personne pourrait encore être exposée à des violences tumultueuses

Ce 29 décembre 1860

Voici, dit la *Gazette du Midi*, quelques nouvelles politiques qui nous arrivent par la voie de Toulon

Des lettres de Beyrouth disent qu'il y a un commencement d'insurrection dans le Liban, provoquée principalement par les Druzes qui ne veulent pas payer l'impôt.

Plusieurs détachements français avaient été envoyés sur les lieux afin de rétablir le bon ordre.

L'*Ariste* devait appareiller dans la journée du 6 pour Gênes avec les vivres et les rechanges destinés à l'escadre de l'amiral de Tinnan. Tous les bruits que l'on avait fait courir sur une croisière de la flotte française dans les eaux de Naples sont dénués de fondement.

Des lettres de Hong-Kong font pressentir le retour prochain de M. le vice-amiral Charner, qui laisserait le commandement de l'escadre à M. le contre-amiral Page.

Cette nouvelle, que nous donnons sous toutes réserves, aurait principalement pour but de mettre la marine sous le commandement d'un officier général en sous-ordre, afin de laisser au général Montaban la direction supérieure des opérations, soit pour terminer avec la Chine, soit pour la campagne de Cochinchine, avec laquelle on veut en finir. — H. Abel.

La *Gazette de Vienne* publie l'ordonnance suivante du ministère d'Etat annoncée par le télégraphe, et valable pour tous les archiduchés d'Autriche, Salzbourg, Carinthie, Carniole, Gorz et Gradiska, Istrie, Tyrol et Vorarlberg, Bohême, Moravie, Silésie, Galicie avec Cracovie et Bukowine.

Par décision du 5 janvier 1861, S. M. A. a daigné ordonner que le droit électoral ainsi que l'éligibilité des représentants des villes aussi bien que des communes rurales sera réglé d'après les principes suivants, non-seulement dans les pays pour lesquels il n'a pas encore été décrété de statuts provinciaux, mais aussi pour Salzbourg, la Styrie, la Carinthie et le Tyrol pour lesquels il en a été publié.

1° Les députés des villes (marchés, villes industrielles) auxquelles les statuts provinciaux accordent le droit d'avoir des représentants à elles, seront nommés à l'élection directe par tous les membres de la commune autorisés par les statuts communaux particuliers ou la loi municipale du 17 mars 1849 à concourir aux élections des représentants municipaux, savoir : (a) ceux qui, dans des communes à trois corps électoraux, forment le premier et le deuxième corps électoral (b) dans les communes qui ont moins de trois corps électoraux par les deux premiers tiers de tous les électeurs rangés dans l'ordre du montant de leurs contributions directes de l'année.

2° L'élection des députés des communes rurales se fera par des électeurs élus. Chaque commune choisira un électeur sur 500 habitants. Il sera nommé un électeur de plus si, après la division faite, il reste plus de 250 habitants. Les petites communes de moins de 500 âmes éliront un électeur.

3° Les électeurs de chaque commune sont les membres de la commune autorisés par la loi du 17 mars 1849 (les mêmes que dans l'art. 1).

4° Sont éligibles comme députés d'un dités provinciales ceux qui sont (a) citoyens autrichiens ; (b) âgés de 30 ans (c) dans la jouissance complète de leurs droits civils ; (d) font partie d'une des classes électorales du pays (grande propriétaires fonciers, corps électoraux des villes, électeurs des communes rurales).

Signé, DE SCHERLING.



pie naturellement bon, obéissant, hospitalier, nullement sanguinaire, doué d'une merveilleuse disposition à toute chose. — des troupes d'une valeur à toute épreuve, — une vivacité dans toutes les classes de la société qui tient infiniment à l'impétuosité française. J'en pourrais dire long, mais je ne suis pas sûr que ma plume mûrisse sur ce chapitre mon émotion et préfère laisser parler l'ambassadeur sarde. « En 1842, dit-il, les Russes ont acquis un genre de gloire pur et incontestable qui ne souffre ni si ni mais : c'est celle d'un esprit public unique, d'un dévouement sans bornes, d'une fidélité inébranlable; quant au mérite militaire, il me paraît se borner au courage le plus admirable; mais, sous le rapport de la science militaire, de la hardiesse des plans, de l'ensemble, de la vigueur, de la célérité des mouvements et de l'accord parfait des nombreux agents de ce jeu terrible, n'ont rien de commun avec les Français, la seule nation continentale de l'univers qui se batte chez toutes les autres et jamais chez elle. »

Le drame de Sébastopol a ravivé de nos jours les couleurs de ce tableau, mais il en est un autre moins consolant, malheureusement encore aussi exact que lorsqu'il a été tracé. C'est celui que présente une noblesse antique par la théorie des grades (1), un service militaire matérialisant la fleur de la jeunesse, un état civil vénal, une administration où tout est caché, un système religieux bâtarde qui n'est conservé que par ignorance et l'orgueil national le plus déplacé; spectacle que l'illustre penseur ne pouvait étudier sans terreur. « En fait de religion, écrivait-il, le Russe ne sait rien. L'ignorance absolue de la langue latine le rend étranger à toutes les sources de la controverse. Il a beaucoup d'esprit, mais le plus grand esprit ne sait que ce qu'il a appris, et le Russe n'a point encore regardé de ce côté (je parle des laïques). — Pour le clergé, par lui-même il n'a point d'existence, point de force, point de considération; il ne sait rien, il ne dit rien, il ne peut rien. Jamais un incrédule n'a songé à livrer un combat à l'Eglise orientale, et jamais celle-ci n'a rien fait pour défendre ses propres dogmes. »

C'est précisément ce qu'avait hier un Russe très-attaché à son Eglise. Le clergé russe, déclare le prince Pierre Dolgorouki dans un ouvrage condamné mais non démenti (2), le clergé russe est complètement livré à la merci du gouvernement; les prélats russes se trouvent sous la dépendance la plus complète du gouvernement, et l'absence de l'indépendance engendre bien des vices. De là aussi résulte un phénomène très-remarquable, « c'est que les personnes qui redoutent et haïssent le plus le catholicisme dans ce pays n'ont cependant ni crainte ni aversion pour le protestantisme, preuve évidente que, dans toute cette affaire, la raison et la religion ne sont pour rien; car pour peu que ces deux dames fussent consultées, on ne préférerait pas le système qui renverse presque tous les dogmes nationaux à celui qui les maintient tous en proposant seulement d'y en ajouter un. »

Le gouvernement russe aime à user du terme de tolérance. Comment le met-il en pratique? « On peut dire dans la synagogue que *Jésus-Christ était fils d'un soldat*; on peut dire dans la mosquée: *Comment Dieu aurait-il un fils, puisqu'il n'a point de femme?* Parce que ces deux blasphèmes se trouvent, le premier dans le Talmud, et le deuxième dans l'Alcoran. Personne ne s'en mêle ni ne se plaint. Mais si le prédicateur catholique prononce: *Hors de l'Eglise point de salut!* il est mandé par l'autorité civile; on lui ordonne de communiquer son sermon, il est grondé, etc. » — Il manque de respect, dit-on, à la religion du pays. « Comme si on ne lui manquait pas un peu plus en traitant notre Sauveur de bâtard adultérin! »

Or, à qui incombait la responsabilité des maux qui pesaient, qui ne cessent pas de peser sur la Russie? Ce n'est pas à l'empereur Alexandre I^{er}, dont la patience, la phi-

losophie, le désir de connaître la vérité, sa disposition à tout pardonner, même ce qui avait pu le choquer personnellement, étaient au-dessus de tout éloge. La modération, la rectitude de ses idées en religion paraissent aux yeux du comte de Maistre un prodige, parce qu'elles lui appartenaient exclusivement et que l'éducation qu'il avait reçue poussait son esprit d'un tout autre côté. Si l'empereur Alexandre était si apte à avancer la civilisation chrétienne en Russie, qui est-ce qui donc en a empêché les progrès? La faute n'en est-elle pas à cet organisme asiatique qui accablait sur une seule tête la solution impossible de toutes les questions, depuis les plus graves jusqu'aux plus infimes? N'en faut-il pas accuser ce manque d'institutions libérales qui faisait s'écrier M. de Maistre lui-même: « Un pays où l'instruction d'un crime de haute trahison est commencée par un gouverneur militaire et se termine dans un tête-à-tête entre le souverain et le coupable, me paraît plus éloigné de la véritable civilisation que celui des Iroquois. » Evidemment, naguère comme actuellement, ce n'était pas le mécanicien qui était mauvais, mais la mécanique qui ne valait et ne vaut rien. Cette distinction a échappé au lumineux esprit du diplomate. Comme les vieux Russes qu'il fréquentait, il n'approuvait pas le noble projet que nourrissait dans son cœur l'empereur de rendre à la Pologne son autonomie, de constituer la Russie elle-même en commençant par l'abolition de l'esclavage. Avec eux, il saisissait cette occasion pour faire des observations sévères sur le caractère et les mœurs des Polonais. « Ils devraient avant tout, disait-il, apprendre à se marier: ils ignorent qu'un peuple qui se joue du mariage est *inconstitutionnel*. » En cela, mais en cela seulement, le comte de Maistre ne me semble pas avoir vu juste. Les aspirations libérales que son amour pour la vérité l'a forcé de constater il y a un demi-siècle n'en sont d'ailleurs que plus précieuses à recueillir: elles témoignent que nos vœux étaient déjà ceux de nos pères et que les partisans de la justice ne manquent nulle part d'ancêtres. Si le comte de Maistre vivait encore et voyait des pays moins civilisés que la Russie, comme la Valachie et la Moldavie, j'imaginerais qu'il conviendrait volontiers qu'elle méritât à son tour d'être délivrée d'une autorité qui ne se fait sentir qu'en appuyant la main de telle sorte, qu'on ne s'en tire guère sans douleurs ou sans meurtrissures. Au spectacle des souverains réputés les plus forts, ne pouvant ou ne voulant pas résister au courant qui entraîne les peuples vers une plus sage pondération de pouvoirs, l'auteur des *Soirées de Saint-Petersbourg* aurait reconnu partout en Europe la nécessité de la participation de la nation aux actes gouvernementaux; et, avec les meilleurs esprits de l'époque, nos maîtres et nos amis, il aurait admis qu'il n'y a nulle antipathie entre la doctrine catholique la plus exacte et les institutions constitutionnelles dans tout le développement des libertés civiles (3).

Mais je ne veux pas quitter le comte de Maistre en lui cherchant querelle, j'aime mieux citer l'une de ces fortes pensées qui pourraient encore être tracées à Saint-Petersbourg sans en retrancher une syllabe, et cette pensée, je l'avoue, est celle de toute ma vie: « Je suis persuadé, écrivait-il en 1817, qu'il ne tiendrait qu'à l'empereur de Russie de réunir les deux Eglises; il peut tout ce qu'il veut; pourquoi ne le voudrait-il pas, dès qu'il le peut? La chose n'est pas si difficile qu'on le croirait; un suprême de souverain l'a débarrassé de l'ignorante pédanterie des patriarches orientaux: c'est déjà un grand obstacle de moins. Ce ne serait pas sans doute l'affaire d'un jour; mais l'Empereur n'a que trente-neuf ans, il a beau jeu; il suffirait de traiter la chose dans le centre. Lorsqu'un général qui est en force trouve aujourd'hui une place sur son chemin, au lieu de l'assiéger, il la masque et il marche en avant; c'est ainsi qu'il faudrait agir dans la guerre contre les préjugés. — Si l'Empereur venait à signer la paix des Eglises, quel nom dans l'histoire serait comparable au sien? Il n'y a peut-être pas d'autre moyen de le grandir. »

Augustin GAUME.

Nous trouvons dans le *Catécisme*, de Gènes, le texte du diplôme par lequel le Sénat romain confère la noblesse romaine au général de Lamouricière et à ses descendants. Voici ce document:

(3) On peut utilement consulter sur ce point les *Cas de conscience* de Mgr Parisis, publiés à Paris en 1847.

Parisis, lieutenant du roi Victor-Emanuel. Elle est datée du 14 décembre. Nous y reviendrons.

P. LAZARUS.

La Russie et le comte de Maistre.

Avant qu'une parole brève et inattendue, au premier jour de l'an 1859, eût réveillé en sursaut les esprits les plus distraits et eût retentit comme un coup de tocsin, M. Albert Blanc avait publié, avec l'adhésion de M. de Gavour, une partie très-inexactement commentée de la correspondance diplomatique du comte de Maistre, afin de réfuter par le témoignage du plus grand écrivain catholique de notre siècle ceux qui combattaient, au nom de la religion et de l'histoire, la politique du roi de Sardaigne. Il vient aujourd'hui de compléter avec un vrai talent cette importante publication. L'intelligent éditeur ne s'est-il pas cependant fait illusion en supposant qu'elle servirait à laver le cabinet de Turin des reproches que lui adresse la conscience publique?

Comme le disait Mme Svetchine, M. de Maistre n'était ni le fanatique ni l'absolutiste qu'on pense; mais ce n'est assurément pas du côté de l'invasion, de la guerre sans déclaration de guerre, du subterfuge, du mensonge électoral décoré du titre de suffrage universel, qu'il se serait rangé, lui qui ne cessait de répéter au prédécesseur de Victor-Emanuel que « tous les princes qui ont attaqué la religion, ceux en particulier qui ont mis la main sur le Pape, ont tous été ou malheureux, ou ridicules, ou l'un et l'autre, » et qui se plaisait à citer cette maxime d'un avoyer bernois: « Tout homme qui parle d'ôter un pouce de terrain au Pape devrait être pendu. »

Loin de nuire à la Papauté, la *Correspondance diplomatique de Joseph de Maistre* apporte de nouvelles armes à la défense inflexible du droit et de la justice. Je me bornerai à signaler aujourd'hui ce qu'elle a d'honorable et d'instructif pour mon propre pays.

Ceux qui ne connaissent la Russie que par les livres ne la connaissent pas du tout. — On n'a guère publié sur cette nation que de plates louanges et d'indignes fibelles au dehors. On parle beaucoup des abus énormes, mais c'est que la nation est énorme; pour les nations comme pour les individus, le libéralisme est nécessairement proportionné à la force. Il est juste de mettre aussi dans l'autre bassin de la balance l'équilibre bienfaisant qui agit en public et en particulier. Le comte de Maistre jette dans chaque bassin de la balance ce qui doit y être mis et réussit ainsi à déterminer parfaitement ce que possède la Russie et ce qui lui manque.

Ce dont elle peut se prévaloir c'est un peu-

(1) Au commencement de mon séjour ici, raconte M. de Maistre, je voyais beaucoup dans la princesse... ; quelque un m'avertit à voix basse que cette maison n'était pas faite pour un ministre; je ne m'occupais pas trop comment l'un des plus grands noms de l'Etat pouvait me suivre, à moins qu'il n'y eût quelque chose dans le monde; mais on m'ajouta mystérieusement: Le monde n'est que major. Ce sont de ces choses que nous ne comprenons pas et qu'il faut comprendre cependant lorsqu'il s'agit de ce pays, il faut plus que le maître, assez peu amoureux de sa noblesse, favoris fortement le grade contre la naissance simple, qui n'obtient rien, absolument rien, sous ce ciel.

(2) *Le vœu sur la Russie*, p. 245 et suiv.

Table with multiple columns containing names, addresses, and contact information for various businesses and individuals.

La Leche antiseptica (Lait Antiseptique) para ser infalible contra las Pecos y contra las sifilíticas, manchas que salta a menudo en el rostro de las mujeres embarazadas ó recién paridas. — Muestre este comprobante con aguija...

MANCHAS Y GRANOS LA CARA

PARFUMERIE E COUDRAY. EL MAS HERMOSO ESTABLECIMIENTO Y EL DE MAS BOGA EN PARIS. CASA MODELO 15, RUE PENHIN.

JABON A LA FLOR DE ALMIDON. Este jabon es el mas fino de la flor de almidon que se ha producido en el mundo...

ESTIPULACION IMPORTANTE

El comercio de la Estipulacion es un comercio de gran importancia y que se ha desarrollado mucho en estos dias...

GRAN HOTEL ESPAÑOL

GRAN HOTEL ESPAÑOL. Situado en la calle de Alcalá, número 10. Tiene 100 habitaciones...

CASA DE COMERCIO DE QUIJANO Y JONASSON

CASA DE COMERCIO DE QUIJANO Y JONASSON. Situado en la calle de Alcalá, número 10. Tiene 100 habitaciones...

GRAN HOTEL ESPAÑOL

GRAN HOTEL ESPAÑOL. Situado en la calle de Alcalá, número 10. Tiene 100 habitaciones...

FILTROS PRISMATICOS

FILTROS PRISMATICOS. Para purificar el agua y el aire. Muy efectivos y fáciles de usar.

VERDADEROS GRANOS DE SALUD DEL DOCTOR FRANCK

VERDADEROS GRANOS DE SALUD DEL DOCTOR FRANCK. Para combatir la constipacion y mejorar la digestion.

JARABE DE CORTIZAS DE NARANJAS AMARGAS

JARABE DE CORTIZAS DE NARANJAS AMARGAS. Para combatir la acidez y mejorar la digestion.

POLVOS CORNE

POLVOS CORNE. Para combatir la acidez y mejorar la digestion.

CABELLOS CAROS!

CABELLOS CAROS! Tratamiento para la caída del cabello y el crecimiento de nuevos.

VITALINE

VITALINE. Tónico y estimulante para combatir la debilidad y mejorar la salud.

ESPECIALIDADES DE FARMACIA RAMONDE

ESPECIALIDADES DE FARMACIA RAMONDE. Productos farmacéuticos de alta calidad.

AGUA DE LA FLORIDA

AGUA DE LA FLORIDA. Agua mineral natural para combatir la acidez y mejorar la digestion.

AGUA DE BAHAMA

AGUA DE BAHAMA. Agua mineral natural para combatir la acidez y mejorar la digestion.

OPRESIONES ASTHMES NEURALGIAS

OPRESIONES ASTHMES NEURALGIAS. Tratamiento para la tos, el asma y la neuralgia.

POMADA VEGETAL

POMADA VEGETAL. Pomada para combatir la inflamacion y el dolor.

ELECTRO-MEDICAL

ELECTRO-MEDICAL. Tratamiento electroterapéutico para combatir la debilidad y mejorar la salud.

ELIXIR RÉGNART

ELIXIR RÉGNART. Elixir para combatir la acidez y mejorar la digestion.

LA CONSTIPACION

LA CONSTIPACION. Tratamiento para la constipacion y mejorar la digestion.

VEGETAL DE MATICO

VEGETAL DE MATICO. Tratamiento para la constipacion y mejorar la digestion.

MANUFACTURA DE PIANOS

MANUFACTURA DE PIANOS. Fabricacion de pianos de alta calidad.

LA VIRILIDAD

LA VIRILIDAD. Tratamiento para la debilidad y mejorar la salud.

PILDORAS DE BLANCARD

PILDORAS DE BLANCARD. Pildoras para combatir la constipacion y mejorar la digestion.

VEJIGATORIOS DE ALBERTINI

VEJIGATORIOS DE ALBERTINI. Vejigatorio para combatir la inflamacion y el dolor.

VINO ANTI-GOTOSO

VINO ANTI-GOTOSO. Vino para combatir la gota y mejorar la salud.

PERLAS PURGANTES Y GUYON

PERLAS PURGANTES Y GUYON. Purgante para combatir la constipacion y mejorar la digestion.

GRAGEAS DE FORTIN

GRAGEAS DE FORTIN. Grageas para combatir la constipacion y mejorar la digestion.

BROU

BROU. Tratamiento para la constipacion y mejorar la digestion.

CONSTIPACION

CONSTIPACION. Tratamiento para la constipacion y mejorar la digestion.



Y, MARCH 25, 1864.

PASTORAL LETTER OF THE ARCHBISHOP OF CANTERBURY.

The following Pastoral Letter has been addressed to the clergy and laity by the Archbishop of Canterbury:—

My Rev. and dear Brethren,—I have reason to believe that the minds of many among you are recently moved by the theological questions which are at this moment agitated. I daily receive from various quarters addresses and letters of inquiry expressing much perplexity, and seeking counsel at my hands; many members of our Church, eminent for their rank, station, and talents, have urged me to make a statement of my sentiments on these subjects; and my opinion on single points has been frequently requested in a manner embarrassing the occasion. I feel, therefore, that the time has now arrived when I can no longer refrain from publicly declaring my views on these topics; thus giving a common answer to every inquirer, and a reply to every inquiry. The Church has a right to know my mind on matters of such solemn interest to each of her members; and the present seems to be the most proper channel for such a communication. If it be asked why those sentiments were not announced at the time of the delivery of the late judgment, the answer will be that a modest order of the Privy Council and the precedents of its Judicial Committee seemed to forbid such a course.

It would be entirely unbecoming in me as a member of the Court to presume to criticize the terms of a judgment pronounced by the able and distinguished persons who assented to it; but on a question so momentous, involving as it does such grave issues to the Church of England, I must claim to myself the privilege of giving expression to opinions formed prior to the delivery of the judgment, and wholly irrespective of the terms in which it is couched. In dealing with those passages in the *Essays and Reviews*, touching the authority of Holy Scripture, which were objected to, I felt that I was to write called upon to attempt any definition of inspiration, seeing that the Church had not thought fit to prescribe one; but I did conceive that I was bound by the most solemn obligations to maintain at its exact level that estimation in which Holy Scripture is held by our Church, as shown by the tenor of her Articles and Liturgy, and to beware lest I should seem to sanction a decision which should detract in any degree from the authority which it is invested according to their language.

Now, in reviewing the terms in which the Church of England speaks of Holy Scripture, it appears that in the 20th Article the Church designates it as 'God's Word written.' It is not lawful for the Church to enjoin anything contrary to God's Word written. In the 6th Article the following language is used:—'In the name of the Holy Scripture we do understand those Canonical Books of the Old and New Testament, of whose authority was never any doubt in the Church.' In the Ordination Service, the deacon is required to declare that he 'unfeignedly believes all the canonical Scriptures of the Old and New Testament; and in delivering the Bible to the person to be admitted to the order of priesthood the bishop says, 'Take thou authority to preach the Word of God.'

From these passages it appears that the Church authoritatively declares Holy Scripture to be identical with all those canonical books of the Old and New Testament of whose authority was never any doubt in the Church that it is 'the Word of God,' and 'God's Word written.' That by the term 'canonical books' is meant not all books which lay down a rule of faith authoritatively may be clearly deduced from a subsequent passage in the same 6th Article, in which it is stated that as to the other books (which are not canonical) the Church doth not apply them to establish any doctrine, leaving us to draw the natural inference that the canonical books can be so applied; while in the previous sentence the Church declares that nothing must be required to be believed as an article of faith but what is read therein or may be proved thereby.

It remained for me to consider how far the statements of Dr. Williams respecting Holy Writ were reconcilable with those express declarations of the Church in her formularies and Articles. His estimate of the Bible is, 'That it is an expression of devout reason, and therefore to be read with reason in freedom; in the sense in which it is the record of the spiritual giants whose experience generated the religious atmosphere we breathe; and speaking of the Eternal Spirit he says—'If such a Spirit did not dwell in the Church the Bible would not be inspired, for the Bible is before all things the written word of the congregation. Boldly such a theory of inspiration may sound,' he adds, 'it was the earliest creed of the Church, and it is the only one to which the facts of Scripture answer.'

To myself these views of Holy Scripture appeared entirely inconsistent with the terms of our formularies as cited above. 'The expression of devout reason' must be the expression of man's reason, and not of the Divine influence; for to speak of the Deity, who has no superior, as 'devout,' seems a manifest absurdity. Holy Scripture, then, under this view, must be the word of man, and can have no more authority for the establishing of doctrine than such expressions of devout reason as we have in the works of Hooker, Taylor, and Barrow, who all wrote under such guidance, fervent, with prayer for the 'inspiration of the Holy Spirit.'

Again, if Holy Scripture be no more than the record of the experience of spiritual giants, it can have no more authority for establishing doctrine than the writings of the authors just named. They, too, were 'spiritual giants,' and they have recorded their experiences for the benefit of the Church; but their words are not 'the Word of God'; their writings are not 'God's Word written'; they are not 'inspired.'

Lastly, if the Bible be 'before all things,' and no more than the 'written voice of the congregation,' even though that congregation shall have prayed to God that 'by His holy inspiration' they 'may think those things that are good,' it will be at the utmost no more than the voice of the Church, which cannot be adduced to establish doctrine if that voice shall utter or enjoin any thing contrary to God's Word written—of the Church, which may not so expound one place of Scripture that it be repugnant to another. The authority of the Church, by the 20th Article, is clearly subordinate to the written word; but if the written word be the voice of the Church, then follows the paradox, that the written word is subordinate to itself. Holding, therefore, as I did, that there is an irreconcilable difference between the language of the 6th and 20th Articles respecting Holy Scripture, on the one hand, and the statements of Dr. Williams concerning it on the other; and regarding the essential quality which constitutes the difference to be that Holy Scripture, as treated in the Articles of Religion as of unspokeable authority for the final establishing of doctrine, whereas no such authority can reside in 'the expression of devout reason,' in 'the record of the experience of spiritual giants,' or in 'the written voice of the congregation,' I felt no hesitation whatever as to the course which it would be my duty to pursue in respect of the charge brought against Dr. Williams touching the Word of God.

On examining the charge under the same head brought against Mr. Wilson, I find an assertion on his part that in what he calls the '6th article of the Church's Creed,' the 6th Article of Belief, the expression 'Word of God' does not appear, and he would seem to infer hence that the Church never calls Holy Scripture by that name; that this term is not applied collectively to the books of the Old and New Testament. But in the 20th Article Holy Scripture is styled 'God's Word written'; it is spoken of as 'Holy Writ'—phrases corresponding exactly with the term 'Holy Scripture' in the 6th Article, in which it is declared to be co-extensive with the canonical books of the Old and New Testament; and in the ordering of priests the Church styles the Bible 'the Word of God.' The term mentioned, as I have before stated, as applied to all the contents of the Bible, except the Apocryphal Books, denotes that they have the property of a canon—i. e., 'regulative,' furnishing a rule of faith, competent to be applied for the establishing of doctrine. Thus, according to the mind of the Church, the terms 'Holy Scripture,' 'the canonical books of the Old and New Testament,' 'the Word of God,' and 'God's Word written,' appear to be synonymous.

How far is the language of Mr. Wilson reconcilable with that of the Church on these points?

The sense and substance of that which he labours repeatedly to establish I cannot but consider as conveyed in the following sentence:—'It may,' he says, 'be expressed thus—the Word of God is contained in Scripture, whence it does not follow that it is co-extensive with it.' The meaning fairly to be put upon these words I hold to be that there are parts of Holy Scripture which are not the Word of God, and this assertion I conceive to be entirely inconsistent with the Articles, which identify the Holy Scripture and the canonical books of the Old and New Testament, with God's Word written, and thus make the one co-extensive with the other.

In truth, the inconsistency seems to me to be so great as to approach to a logical contradiction; the Church treating Holy Scripture as God's Word written, without making

mention a question that this was at issue:—Whether a clergyman should be permitted to proclaim to his people that the term 'Word of God' is not to be identified with 'Holy Scripture'; whether, in fact, the Bible is still to be our guide in matters of faith, still to have any power for establishing doctrine, still to be canonical in the sense in which I hold the term to be unambiguously used by our Church; for if there be some portions of Holy Scripture which are merely human, and have no Divine sanction at all, the Bible must cease to be an infallible rule of faith and duty so long as we have no certain criterion whereby to distinguish between the human and the Divine element.

The conclusion at which I arrived on the subject of the charge against Mr. Wilson, relating to the everlasting punishment of the wicked, did not result from any doubt in my mind as to the doctrine of the Church of England upon this point. This doctrine I consider to be clearly indicated in the Communion Service, the Burial Service, the Apostles' Creed, and the Athanasian Creed; to the effect that the reward of the righteous is everlasting life, and the punishment of the wicked everlasting death; nor do I conceive that the Church has any more warrant for belief in the eternal happiness of the saved than it has for belief in the eternal suffering of the lost. But there was so much obscurity in the forms of expression used by Mr. Wilson on this head that I did not consider the passage extracted from his essay would warrant the charge that he had 'advocated' and 'affirmed' in effect that after this life, at the end of the existing order of things on this earth, there will be no judgment of God, according to those men whom He shall then approve, everlasting life or eternal happiness; and to those men whom He shall condemn, everlasting death or eternal misery.

Before I conclude I would address a few words of counsel to those among you who are my brethren in the ministry. You may be induced to ask what is the degree of liberty allowed to each of you, according to the mind of the Church, in dealing with the Bible. The view I have taken of the claim which the whole of the Holy Scripture has to be treated as the Word of God cannot interfere with the right of discussing questions as to various readings or the genuineness of a disputed text; for this is no more than to argue that a given text or reading is not a part of any canonical book. But such an argument on the part of a clergyman is a widely different thing from his assertion that a portion of the Bible which he has acknowledged to belong to a canonical book is not the Word of God. Without any such latitude as this, there is ample room for fair criticism; but criticism in the case of a minister of our Church must have its limits, inasmuch as he has bound himself to adhere to the plain meaning of the Articles and formularies. You will, I am persuaded, feel convinced that it cannot be agreeable to the mind of the Church that you should transgress those limits. For the Church prescribes order, and not confusion; but what would not be the amount of confusion if it were left to each minister to proclaim from his pulpit which portion of the Bible was the Word of God, and which was not? And would not such licence on the part of the clergy prove the bondage of the laity, who would thus be left without redress against such a dangerous innovation?

Again, I am sure you will beware of giving any other interpretation to the word 'everlasting' in the passages of our formularies which relate to the punishment of the sinner than that of 'eternal' in the sense of 'never ending.' For whatever be the meaning of the word in those passages in the case of the lost, the same must be its meaning in the case of the saved; and our certainty of never-ending bliss for penitent believers is gone if the word been not the same signification in the case of the impenitent and unbelieving. You will also do well to observe how the teaching of the Church as to the eternity of the Son of God must be vitiated if, when the 2d Article of our Church declares that He was begotten from everlasting of the Father, she leaves us at liberty to suppose, under this restricted sense of the word everlasting, that there was a time when the Son of God was not.

Well weighing, then, these grave considerations, you will, I think not, resolve to adhere significantly to those interpretations of the language of our Church which have been commonly accepted as agreeable to Holy Scripture and to the doctrine of the Catholic Church. You will yourselves reverence, and will teach your flock to reverence, the canonical Scriptures as the Word of God. You will recollect that, as regards the Old Testament, you have the witness of St. Paul that all that portion of Holy Scripture is given by inspiration of God; while our Church declares that God has 'caused all Holy Scripture to be written for our learning,' and speaks of the comfort of God's Holy Word (which it here again identifies with Holy Scripture) as that which will enable us to embrace and hold fast the blessed hope of everlasting life.

May God, of His infinite mercy, forbid that our people should ever be robbed of the Divine consolations thence derived! May that blessed Book continue to be regarded by us all as our only infallible authority concerning matters of faith and practice; as the volume which proclaims the福音 of the world, from Genesis to Revelations, and bears within it the Gospel message of salvation through Christ from its beginning to its end; may we find and feel it to be our solace in sickness, and our strength in the season of temptation; our guide and comfort in life, our stay and support in the hour of death; may it be our privilege to preserve it in all its integrity and purity to this generation, and hand it down as the Word of God 'to all them that are yet to come.'

I am your faithful and affectionate Friend and Brother,
Lambeth Palace, March 14. C. T. CANTUAR.

3

gene; for to speak of the Deity, who has no superior, as 'devout,' seems a manifest absurdity. Holy Scripture, then, under this view, must be the word of man; and can have no more authority for the establishing of doctrine than such expressions of devout reason as we have in the works of Hooker, Taylor, and Barrow, who all wrote under such guidance, doubtless, with prayer for the 'inspiration of the Holy Spirit.'

"Again, if Holy Scripture be no more than the 'record of the experience of spiritual giants,' it can have no more authority for establishing doctrine than the writings of the authors just named. They, too, were 'spiritual giants,' and they have recorded their experience for the benefit of the Church; but their words are not 'the Word of God;' their writings are not 'God's Word written;' they are not 'canonical.'

"Lastly, if the Bible be 'before all things,' and no more than the 'written voice of the congregation,' even though that congregation shall have prayed to God that 'by His holy inspiration' they 'may think those things that be good,' it will be at the utmost no more than the voice of the Church, which cannot be adduced to establish doctrine if that voice shall utter or 'ordain any thing contrary to God's Word written'—of the Church, which may not 'so expound one place of Scripture that it be repugnant to another. The authority of the Church, by the 20th Article, is clearly subordinate to the written word; but if the written word be the voice of the Church, then follows the paradox, that the written word is subordinate to itself. Holding, therefore, as I did, that there is an irreconcilable difference between the language of the 6th and 20th Articles respecting Holy Scripture, on the one hand, and the statements of Dr. Williams concerning it on the other; and regarding the essential quality which constitutes the difference to be that Holy Scripture, is treated of in the Articles of Religion as of unimpeachable authority for the final establishing of doctrine, whereas no such authority can reside in 'the expression of devout reason,' in 'the record of the experience of spiritual giants,' or in 'the written voice of the congregation,' I felt no hesitation whatever as to the course which it would be my duty to pursue in respect of the charge brought against Dr. Williams touching the Word of God.

"On examining the charge under the same head brought against Mr. Wilson, I find an assertion on his part that in what he calls the 'pivot article of the Church'—viz., the 6th Article of Belief, the expression 'Word of God' does not appear, and he would seem to infer hence that the Church never calls Holy Scripture by that name; that this term is not applied collectively to the books of the Old and New Testament. But in the 20th Article Holy Scripture is styled 'God's Word written;' it is spoken of as 'Holy Writ'—phrases corresponding exactly with the term 'Holy Scripture' in the 6th Article, in which it is declared to be co-extensive with the canonical books of the Old and New Testament; and in the ordering of priests the Church styles the Bible 'the Word of God.' The term canonical, as I have before stated, as applied to all the contents of the Bible, except the Apocryphal Books, denotes that they have the property of a canon—i. e., 'regulative,' furnishing a rule of faith, competent to be applied for the establishing of doctrine. Thus, according to the mind of the Church, the terms 'Holy Scripture,' 'the canonical books of the Old and New Testament,' 'the Word of God,' and 'God's Word written,' appear to be equivalent."

"How far is the language of Mr. Wilson reconcilable with that of the Church on these points?"

"The sum and substance of that which he labours repeatedly to establish I cannot but consider as conveyed in the following sentence:—'It may,' he says, 'be expressed thus—the Word of God is contained in Scripture, whence it does not follow that it is co-extensive with it.' The meaning fairly to be put upon these words I hold to be that there are parts of Holy Scripture which are not the Word of God, and this assertion I conceive to be entirely inconsistent with the Articles, which identify the Holy Scripture and the canonical books of the Old and New Testament, with God's Word written, and thus make the one co-extensive with the other.

"In truth, the inconsistency seems to me to be so great as to approach to a logical contradiction; the Church treating Holy Scripture as God's Word written, without stint or qualification; Mr. Wilson, on the contrary, maintaining that some parts of Holy Scripture are not the Word of God. I may add that the passage of the 20th Article which says that the Church may not 'so expound one place of Scripture that it be repugnant to another' is rendered nugatory if one portion only of the Bible is of Divine authority, and the rest of human composition; for the Church might then overrule the human portion by appeal to the Divine, if, indeed, it could distinguish between the two.

"On the whole I could not but perceive that no less mo-

us all as our only infallible authority concerning matters of faith and practice; as the volume which proclaims the Saviour of the world, from Genesis to Revelations, and bears within it the Gospel message of salvation through Christ from its beginning to its end: may we find and feel it to be our solace in sickness, and our strength in the season of temptation; our guide and comfort in life, our stay and support in the hour of death; may it be our privilege to preserve it in all its integrity and purity to this generation, and hand it down as the Word of God 'to all them that are yet for to come.'

"I am your faithful and affectionate
Friend and Brother.

"Lambeth Palace, March 14. "C. T. CANTUAR."

... 1841, 514; ditto, Interior Three per Cent. coupons, 494; ditto, Deformed Converted, 454; notes, 35; Roman Loan, 1863, 764; Turkish (all paid), 3304, 3404, 754; ditto, Obligations, paid, 3404, 3384, 754, 3404. Exchange on London, paper, 254, 264; money, 254, 254; three money, 244, 924.

DENMARK.

National Guard of Copenhagen, which on 14th replaced at the Palace the Guards who left for the scene of war, were presented to

served out to the field batteries on the ground.

It is recommended that every Volunteer should be provided with a haversack (worn over the right shoulder) and a water bottle, and that he should carry with him his provisions for the day. It is also most desirable that each should have a cloak, cape, or greatcoat. Uniformity of pattern may be dispensed with on this occasion, provided the garments are folded neatly and carried in the same way by each corps. Officers commanding battalions will give the order for their men to cloak when necessary.

On reaching its destination by the railway each corps will, on leaving the carriage, resume its military formation, and proceed at once to Shalford-common, where the force will be arranged in brigades and divisions.

The battalions from London-bridge, Kent, and Sussex will be brigaded in the order of their arrival at the eastern extremity of Shalford-common, in columns at quarter distance in front, also facing the north, and, with the artillery, will compose the 2d Division.

Alibans from Waterloo, and from Surrey, Hants, &c., will be brigaded on the western part of the common facing the north, the right resting on the road to Guildford. These, with a proportion of artillery, will constitute the 1st Division.

On short halt to refresh the men, each brigade will move independently. The brigades of the 1st Division will proceed by the road leading past Old Tangle, and be in position by Staff officers on reaching the

regiments of the 2d Division will move by Littlehampton and Phillip's-lane, and pursue their march to the eastern extremity of the heath.

Commanding batteries of position will be careful to get their guns on to the heath early in the morning of the day, they are not to leave Shalford later than 8 o'clock. Batteries must also precede the march of the infantry in Shalford by at least one hour. Phillip's-lane, by which the guns will be taken, is narrow and somewhat steep, and leading on to the heath is for a quarter of a mile with sand.

In conclusion of the field day, should the General in command require the force to march past him, the movement will commence from the right of the 1st Division. On the arrival of the General the 1st brigade will at once take up the line at Guildford, where the trains will be ready for the

journey. The other brigades of this division will be in position at Shalford-common, where they will occupy the ground, but facing the south, and pile arms. The brigades will move on in succession to Guildford, in the direction of a Staff officer, with an interval of 40 minutes between each brigade. A small field near the station will be appropriated for their accommodation, and field battalions will be drawn in succession to the station, and will leave every 10 minutes.

The 1st Division will occupy its original ground on Shalford-common, but facing the south, and will be drawn to the rear of the 2d Division on the occasion of battalions from the right, under the direction of a Staff officer.

Officers who are not with their corps will not be admitted to the Volunteer trains until all corps that are in command have left, and they will then be charged with the return journey.

In conclusion of the field day arms are to be examined, and ammunition collected from the pouches, in accordance with article 106 of the Volunteer Regulations. Officers of competent rank is to remain in command of their companies, and each company must be in charge of an officer. Officers in command of brigades are to wear a crimson silk scarf or sash over the left shoulder to distinguish their rank.

On the order being given for the force to march past, one band from each brigade is to be sent to the front, where they will be arranged in consecutive order, and will play while the brigades pass. The remaining bands will march with their own battalions without playing.

It is intended that the force shall be divided into attacking and defending divisions, of nearly equal strength, and that, to prevent accidents, all officers and non-commissioned officers must not allow opposing parties to approach within 100 yards of one another.

Order of the Secretary of State for War, March 24. M. MURDO.

LIST OF THE UNDERMENTIONED CORPS OF VOLUNTEERS.—BLACKHEATH, MARCH 28, 1864.

Officers.	Sergeants, Buglers, Band, and Pioneers.	Rent and File.	Total.

, Commanding.

DISTRIBUTION OF THE FORCE.

General Sir J. L. Peunefather, K.C.B., Commandant-General; Colonel P. Bayley, Captain A. C. and Lieutenant D. H. Doherty, Aides-de-camp; Captain W. G. Lockhart, Deputy Assistant-General; Lieutenant-Colonel the Hon. J. V.C., Assistant Quartermaster-General; A. Twynham, Deputy Assistant Quartermaster-General; Colonel Simmons, C.B., Royal Engineers;

20. 4th and

Colonel Erskine, Commandant of Volun. R. G. Lusk, C. B. Innes, G. Hume, Harman, Manners, B. War-off.

BET
The favo Derby were respects the notice beyo quotations.

- 4 to 1
- 100 - 15
- 11 - 1
- 12 - 1
- 14 - 1
- 20 - 1
- 20 - 1
- 25 - 1
- 40 - 1
- 50 - 1
- 50 - 1
- 50 - 1
- 50 - 1

- 6 to 1
- 10 - 1
- 14 - 1
- 20 - 1

- 8 to 1
- 15 - 1
- 22 - 1
- 25 - 1
- 40 - 1
- 50 - 1

1,000 - 15

To

Sir,—When I noticed a l on the banks cent to this v

During a l visitants to morning at 6 degrees below

Perhaps th numerous rea Your Old Winds

PRICES OF

and other bo Wilkinson, a as will be seen logue;—"Box 1820, 244; "I on vellum, 183 on vellum, 184 Creed," 2 vols. English," pri small volume i 20 guineas; " of Edward VI and Mallerie," din's Bibliogr. 494. 10s.; "P tion, 1566-7, 45 first edition. "Worke," 165 paper, 1630, 2 tions, purchas "Cronycles of "Merlin's Proj 267. 10s. The editions of Sha 1623, having 1 200 guineas; t 1664, 41 guinea "King Lear," the immortal and a most che the "Venus 1154. The day

able writers whose comments are read after breakfast or tea in a well-conducted household, and circulated among by religious societies, make it their first object not to see a difficulty, or to induce the reader to pass on. If his thirst for knowledge is not altogether blunted by this discovery, he finds himself drawn to foreign critics or to their English followers, who take a bolder course. It is now half a century since Germany became a terre to the British school of divines, and it was assumed that every German commentator must be more or less a neologist; that is, a man who applied to the study of the Scriptures the ordinary rules of interpretation and criticism. There can be no doubt that many of these men greatly abused their liberty, and did their best to give their school a bad name. But that modern criticism has come from Germany is as undeniable as that the Reformation itself came thence, or received there its chief impulse. It is thence that English scholars and thinkers have learnt, and will still learn to consider the contents and the composition of that wonderful Book which stands above all human literature and forms the basis of all civilized institutions. Englishmen are either too practical or too frivolous, too grave or too gay, to originate such a mood of thought and inquiry. Since a hundred WILLIAMSONS and WILSONS, born by the hands of the common hangman a thousand *Evangelical Review*, and the stream of free criticism and speculation will flow in from Germany, and must be met in its own kind, not by Declarations with multitudinous signatures, or even Pastoral Letters.

Perhaps it will be said that the questions undertaken by the Fathers are not critical, but doctrinal. Strictly speaking, they are legal, and as such have been despatched by the highest tribunal for their settlement in this country. In fact, however, these questions are critical, for they relate to the force of expressions and the meaning of words. The Archbishop has to confess, at the very opening of his letter, and before he touches on a difference with the writers under review, that the Church has not defined "Inspiration," and that good Christians may therefore agree to differ as to the meaning of the word. They may more or less include in it the spiritual influences under which good men have acted, talked, and written, in all dispensations, in all countries, and in all times. When the Archbishop does begin to argue, it is upon the meaning of the term, the "Word of God," which we must allow to admit of different phrases, unless we would consent to lower its meaning very much in the most important of all the places of Holy Writ where it is to be found. The formularies of our Church, repeatedly and very guardedly speak of "God's Word written," of "Holy Writ," and "Holy Scripture," thereby declaring, what is a plain matter of common sense, that the Scriptures are only one mode and one part of the way in which the Almighty has dealt with his rational creatures for their spiritual good, and that "God's Word" is not to be confounded with "God's written Word." For their confusion and perfect identity of meaning the Fathers can adduce no better reason than that in the Ordination of Priests the Bishop delivers a Bible when he gives authority to preach the Word of God and to administer the Holy Sacraments. What is the value of this argument will appear by comparing the parallel stage in the other ordination services. In the Ordination of Deacons the Bishop delivers the "New Testament," and gives authority to read the "Gospel" and preach it, if duly licensed. That is what he does formally, for in effect he gives authority to read and preach up the whole of the Scriptures. In the Consecration of Bishops the Archbishop delivers the Bible, which as a priest the Bishop has already received, and this time with no new commission except that of the episcopal office. Nothing, in fact, can be reasonably argued from a plain and significant form addressed to the conscience, and not to the critical faculty. In one of these cases it cannot be alleged that there is any exact correspondence between the form and the authority conveyed; on the comparison of the first and second ordination services the same authority as regards preaching is conveyed by the delivery of the New Testament in one case and the whole Bible in the other; while in the comparison of the second and third services the same delivery of the Bible is accompanied in the one case with authority to preach the Word of God, in the other with no new authority except the episcopal office. On the other question alluded to by the Fathers, he confesses himself baffled by the obscurity of Mr. Wilson's expressions—an obscurity in which for our part we should be glad to leave it, not only because it can answer no purpose to make a writer mean more than he chooses to say, but also because the question itself necessarily exceeds the finite scope of mortal apprehension.

If we may venture to throw in a word, we beg to suggest that the best advice to the great majority of clergymen, including the whole legion of Declarationists, is to take the best revenge on the supposed enemies of their faith by renewed diligence in their ministerial duties. If there are any in this country who seriously wish to pull down the "Word of God" from its place of authority, the best way to defeat their wishes is to install it and its doctrines in every cottage, every dwelling in this country. The first receivers of that Word had but vague and imperfect ideas upon the questions which have since distracted Christendom, yet they were as good Christians in all essential respects as any of us can pretend to be. The Church can never be far wrong when it returns so much as possible to its humble origin, and seeks to extend itself as it was founded. There are millions among us who have yet to learn the great facts of the Gospel, to accept its work and its example, and to acknowledge its obligations. They have a great deal to do before it will be necessary to give them accurate ideas upon Inspiration, the Sacred Canon, and the relation of Eternity to Time. No doubt, it is easier to sign a Declaration, especially if one be not required to understand it, and to do the proper homage to a Pastoral Letter, than to do the work of a parish priest; but the easier performance begins and ends in a cloud of words; the more laborious ends only in that happiness which the Fathers take occasion to mention as is promised for everlasting.

LONDON, FRIDAY, MARCH 23, 1854.

The FATHERS has published in a Pastoral Letter the opinions which prescient did not allow him to state at the delivery of the late judgment by the Judicial Committee of the Privy Council. He has seemed to this course not only by a very natural wish not to let a lawyer be the sole exponent of the Church at such a time, but also because great numbers of the clergy are daily writing to ask him what he thinks about Inspiration, and the Bible, and the Eternity of Punishment. He writes released from the forms and the limits which would have fettered his utterance had he been permitted to speak on the late occasion, and neither he nor his readers have reason to regret that he speaks as a pastor, and not as a Judge. His letter will give much comfort to those who desire a sound and strong opinion as to the teaching of the Church of England on the points in question. From the great numbers that have signed a Declaration expressed with anything but theological accuracy, and conveying in a few words impressions rather than doctrine, we must assume that there is a call for the voice of authority. Dr. Loxton has met it with a letter well adapted to reassure those who felt that orthodoxy had received a blow in the recent decision. Of the two voices they will prefer that of the FATHERS, whose place it is to hold and to guard the whole truth, and not merely to ascertain whether gives extracts from an Essay support specific charges.

There are clergy, however, not so numerous a class, perhaps, as the official subscribers of gratuitous Declarations, yet deserving of sympathy and consideration, who will feel not only that they get no comfort or assistance from this letter, but also that they are intended to get none, and are put out of the way. It is very natural, very allowable, and very respectable, even for a clergyman bound by subscription, to search the Scriptures in order to ascertain what they are and what they teach. In these days a clergyman can hardly show his face in society, and certainly cannot pass his time with satisfaction, unless he have some study or occupation over and above those clerical duties that sit so light on modern consciences. A clergyman will pass muster if he know something about flowers, about insects, about small husbandry, about field sports, about foreign parts, about the glaciens, about modern languages, about what, about music, or Church law; but he must know something, and so contribute something to the great social repeat. Should he, then, unfortunately be incapable of lighter pursuits, he must in self-defence and self-respect go into divinity, or the Fathers, or sacred topography, or Biblical criticism. The Fathers, as a branch of modern study, came to an end a few years ago. Biblical criticism is still open, and has the sanction of some illustrious names. We should be thought over scrupulous if we thought it necessary to defend it as a proper amusement for a clergyman, and even a layman with little else to do. Indeed, it appears to be assumed in episcopal charges and in some academic institutions and customs that something under the name is admirably recommended, and is more or less in vogue. But it happens, unfortunately, that as soon as an Englishman takes to this study, and endeavours to master the original text of the Scriptures, or even the authorized version above the requirements of a Sunday sermon, he finds himself involved in difficulties quite above the scope of our received commentators. He disappears at once that the respect-

WILLY, MINING, and OTHER SHARES.

Thursday Evening. The share-market today very few transactions occurred, and a slight disposition to stagnation...

ORDINARY SHARES AND STOCKS.

Table listing various ordinary shares and stocks with columns for Name, Par, Closing Price, and Business Done.

BRITISH POSSESSIONS.

Table listing shares from British Possessions with columns for Name, Par, Closing Price, and Business Done.

FOREIGN.

Table listing foreign shares with columns for Name, Par, Closing Price, and Business Done.

OBLIGATIONS.

Table listing obligations with columns for Name, Par, Closing Price, and Business Done.

DOCKS.

Table listing dock shares with columns for Name, Par, Closing Price, and Business Done.

MISCELLANEOUS.

Table listing miscellaneous shares with columns for Name, Par, Closing Price, and Business Done.

Vertical text on the right side of the page, likely a continuation of the market report or a separate column of news.

Vertical text on the right side of the page, likely a continuation of the market report or a separate column of news.

Vertical text on the right side of the page, likely a continuation of the market report or a separate column of news.

Vertical text on the right side of the page, likely a continuation of the market report or a separate column of news.

Vertical text on the right side of the page, likely a continuation of the market report or a separate column of news.



doubt was set at rest by the Court of Criminal Appeal, and the prisoner was discharged on his own recognisances to come up for judgment at the next assizes if in the meantime the superior court gave judgment against him. 45

EXTRAORDINARY NAMES.—What odd names some mortals are blessed with! We heard of a family in Michigan, whose sons were named—One Stickney, Two Stickney, Three Stickney, and whose daughters were named—First Stickney, Second Stickney, and so on. The elder children of a family in Vermont were named Joseph, And, Another; and it is supposed that, should they have any more, they might have named them Also, Moreover, Nevertheless, Notwithstanding. Another family actually named their child Finis, supposing that it was their last; but they afterwards happened to have a daughter and two sons, whom they called Addenda, Appendix, and Supplement. A man in Pennsylvania called his second son James Also, and the third William Likewise.—*New York Herald.*

SINGULAR AND FATAL ACCIDENT.—A few days ago a girl named Ellen Shannon, aged 19 years, and employed in a Liverpool warehouse, arrived late at her work, and, finding the door closed, called out that she would come up by the "jigger rope" if they would hoist her. She then took the rope, and some of the girls in the upper story began to hoist her up. She had reached the height of the fourth story, when, losing nerve by hearing some men laugh at her, she called out for the girls to lower the rope. Before they could do so, however, she let go her hold and fell to the ground, injuring her spine so severely that she died some short time afterwards.

odd names
Cultures

For SALE, an unusual bargain ;
 comprises a handsome settee, two
 drawing-room chairs in rich
 occasional tables, beautifully-
 ate glass back and doors, and
 chairs, and a large chimney
 dining-room suite, in Spanish
 co, 28 guineas. The whole is
 ble.—May be seen at LEWIN
 ers, &c., 73, and 75, Brompton-

HOUSE FROM THE
 ed superior dining and drawing
 l; seventy sideboards, new de-
 n suites, from 7½ guineas: 40
 mmense variety of pier-glasses,
 d bedsteads, bedding, &c. ; 500
 2s. 3½d. per yard. Every article
 ountry packed free of charge.—
 akers, Drapers, and Complete
 280, Whitechapel-road, opposite
 ars.
 Guineas: worth 25

NG will find the **BED-**
N, 194, Tottenham-court-road,
 are, the best and cheapest esta-
 niture and every description of
 ock-up compartments; advances
 V.B. Removals effected in town,
 gdom in large railway vans.

CHASE immediately, for
UTURE, &c., of a moderate-sized
 ption and price, to **X**, Mr. Clark,
 coln's-inn-fields.

screened, at 25s. ; Selected, 25s.
 Derbyshire, 20s. ; Hartley's, 18s. ; St
 Coke, 15s. : cash.

CHARLES T. TATTON and Co.
 King's-cr

COAL.—GREAT NORTH
 The **SILKSTONE** and **E**
COMPANY.—R. C. Clarke's best
 per ton; Wharnccliffe best Silkston
 Newton Chambers and Co.'s best
 Gate, or Brazil coal, 20s. ; ditto, Tl
 stone, 19s. ; Earl Fitzwilliam's Elsec
 18s. 0d. ; Bakers' Coal, 18s. ; Nut
 vered within five miles of the depo
 Finchley, 1s. extra.—Sole Agent,
 cross and Holloway Stations.—Kir
 Branch Office, for orders, 27, Geor

YELLOW DEALS, fr
 Plank, 3s. 6d. ; Spruce from
 Prepared flooring, from 1 s. per sq
 6d. ; Maple Veneer, 2d. cartage fr
 wnk, Walcot-place, Lambeth.

NEW PATENT
 that requires no sewing, a
 many purposes. To be had of a
 Patentees, **W. TENT and Co.**, 23

THE NEW FILTER.—
LIPSCOMBE'S PATENT
 known method by which lead and
 ing water; it is therefore a most v
 had at Mr. Lipscombe's Filter C
 free. Dealers within ten miles



owners in which he makes the charge upon which the investigation is founded. The Court does not mean to say that under no circumstances would it be justifiable to put a derelict out of the way of passing vessels in certain parts of the ocean, but, looking at the position in which this ship was abandoned, and bearing in mind its valuable cargo, it strongly deprecates the proceeding."

46

DEATHS IN LONDON.—It appears that the proportion of deaths annually to every 100,000 persons averaged in the ten years ending 1860, 1,985 in Kensington, 2,615 in Chelsea, 1,891 in St. George's, Hanover-square, 2,581 in Westminster, 2,345 in St. Martin's-in-the-Fields, 2,290 in St. James's, Westminster, 2,404 in Marylebone, 1,760 in Hampstead, 2,232 in St. Pancras, 2,095 in Islington, 1,880 in Hackney, 2,846 in St. Giles's, 2,456 in the Strand, 2,641 in Holborn, 2,309 in Clerkenwell, 2,736 in St. Luke's, 2,762 in East London, 2,495 in West London, 2,222 in the City proper, 2,421 in Shoreditch, 2,352 in Bethnal-green, 2,841 in Whitechapel, 2,879 in St. George's-in-the-East, 2,553 in Stepney and Mile-end Old Town, 2,359 in Poplar, 2,863 in St. Saviour's and St. Olave's, Southwark, 2,638 in Bermondsey, 2,744 in St. George's, Southwark, 2,426 in Newington, 2,353 in Lambeth, 2,194 in Wandsworth, 2,319 in Camberwell, 2,527 in Rotherhite, 2,449 in Greenwich, and 1,787 in Lewisham. Hampstead thus appears to be the healthiest and St. George's-in-the-East the unhealthiest of the metropolitan districts.

A NARROW ESCAPE.—A few nights ago a young lady, who was on a visit to friends at Birkenhead, had occasion to open a parcel. In the absence of a knife or a pair of scissors she applied a taper to the string. By some means her dress ignited, and in a moment it was in flames. She gave an alarm, and the gentleman in whose house she was staying called to her to run to the bath-room. She did so, the flames igniting the stair-carpet as she ran. Reaching the bath-room she got under the shower-bath, and pulled the string. The flames were immediately extinguished, but in the meantime she had been very severely burnt.—*Liverpool Albion.*

The man, Charles Holson, charged with the attempted murder of his captain on the high seas, was further remanded at the Liverpool Police-court yesterday.

*Mustahid ad
in London res*

on the evidence in this respect, and observing monstrous improbability of some of the statements been made by the defendant's witnesses, and the inefficiency of others to warrant the unfavourable in- raised against the plaintiff's character, held that dant had failed to establish such a case against the as could deprive her of her equity to a settlement.

OF BANKRUPTCY, Basinghall-street, March 14.

(Before Mr. Commissioner GOULBURN.)

IN RE A. A. KEMPE.

nkrupt, the Rev. A. A. Kempe, who was described ough, Bucks, and formerly of Littlehampton, eceived an immediate order of discharge. He attri- failure to insufficiency of income and other causes.

CONVICT HALL.—On Saturday Hall was y several of his friends, and on Sunday afternoon er and mother, the mother and brother of his l one of the teachers at the Baptist Sunday-school, taken a great interest in him, paid him what they to be a farewell visit. He appeared to be quite calm- ed. He acknowledged his sentence to be just, not at all dismayed at the prospect of a sudden ninious death. He told his mother that he knew die, but that he would find his wife again in On Sunday morning he attended Divine service in n chapel, and in the afternoon he received the Holy it at the hands of the chaplain. In all the churches els in Warwick, on Sunday, prayers were offered up nhappy man. In Warwick the feeling against his a was only less warm than that in Birmingham. At x on Sunday night the Governor of Warwick Gaol from the Home Secretary the reprieve. The fact ce communicated to Hall, who was lying in bed, ot asleep. The unhappy man was so overcome by en revulsion of feeling that he could scarcely gasp owldgments. The following notice was at once a the gaol doors :—“County Prison, Sunday night, 3, 1864. George Hall.—The sentence of death is by Her Majesty's command,—J. M. ANDERSON.”

prosecutio
for the pr

It appe:
who had b
schoolmas
having a c
and three
to Mr. Po
French.

October
Poole thro
her. She
and Mr.
indecent a
magistrate
tried at t
acquitted
present in
the prison

The dep
charge, in

William
master of a
first maste
Man. He
of his pupi
statement
the prison
room alone

The witr
tion upon

Mrs. Poc
contradict

Several v
soner upon


Mr. COL
on the part
when the p
found to be
then made
the magist
the case, th



It is rather singular that the name of God should be spelled with four letters in almost every language, viz:— In Latin, Deus; French, Dieu; Greek, Theos; German, Gott; Scandinavian, Odin; Swedish, Codd; Hebrew, Aden; Syrian, Adad; Persian, Syra; Tartarian, Idga; Spanish, Dias; East Indian, Esgi or Zeni; Turkish, Addi; Egyptian, Aumn or Zent; Japanese, Zain; Peruvian, Lian; Wallachian, Zene; Etrurian, Chur; Irish, Dieh; Arabian, Alfa; and others still with four letters.—*American Paper.*

~~CRYSTAL PALACE.—ONE SHILLING DAY, Thursday, Feb. 18.—Admissions on payment, 998; ditto by season tickets, 863—total visitors, 1,861.~~

The name of 47
God in 4 letters



Edward James, Q.C., and Mr. Hodgson were counsel
plaintiff; Mr. D. Seymour, Q.C., and Mr. S. Hallett
defendant.

was an action of ejectment relative to some property
both, but the case was of no interest except to the
—The jury returned a verdict for the defendant.

COURT OF COMMON PLEAS, GUILDHALL, FEB. 18.
(as at *Nisi Prius*, before Lord Chief Justice ERLE and
Special Juries.)

MARINE KAARSON FABRIC GOUDA COMPANY V.
HEINTZMAN AND ANOTHER.

was an action to recover damages by the plaintiffs
their agents in London, the defendants, for negli-

against the
pocket. It
been called
generated so
evidence v
had been
keth had c
his amuse
if he was
the petitio
honour an

The JU
was not d
of damage



an absence of some months." 48

COURTSHIP IN CHURCH.—A young gentleman, a stranger, on a tour through Wales, happened to go on a Sunday morning in the assizes week to Ruthlin Church, to hear Divine Service; and more particularly to hear the sheriff's chaplain preach before the judges. This young gentleman sat in a pew adjoining one in which was a fascinating young lady, a stranger also, for whom he conceived a sudden and violent passion. He felt desirous of making love to her on the spot, but the place not suiting a formal declaration, the exigency suggested the following plan:—He politely handed his fair neighbour a Bible with a pin stuck in the following text, 2d Epistle of John, verse 5th: "And now I beseech thee, lady, not as though I wrote a new commandment unto thee, but that which we had from the beginning, that we love one another." She returned it with the following:—2d chapter of Ruth, 10th verse—"Then she fell down on her face, and bowed herself to the ground, and said unto him, why have I found grace in thy eyes, that thou shouldest take notice of me, seeing I am but a stranger." He returned the book pointing to the 3d Epistle of John, 12th verse—"Having many things to write unto you, I would not with paper and ink, but I trust to come unto you and speak face to face." From the above interview the marriage took place the ensuing week, and the happy pair hired a chaise and four—the horses were decorated with white ribbons, and they drove off, it was understood, *via* Chester, to the bridegroom's residence near Coventry. It appears the lady was a native of Tamworth, and was on a visit in the neighbourhood.

FATAL ACCIDENT ON THE GREAT EASTERN RAILWAY. This morning at 11 o'clock a train of 12 coaches was passing through the tunnel at Barking, when the engine and the first coach were derailed by a fallen telegraph post. The engine and the first coach were derailed by a fallen telegraph post. The engine and the first coach were derailed by a fallen telegraph post.

6

Reverend
Bible

which was nothing more than a private deed of transfer and settlement, and in no way whatever a paper of political contents or import.

The second engagement was contracted between the King of Denmark and the Duke of Augustenburg alone, and, according to it, the duke promised "not to raise any obstacles" (these were the words) against the arrangements by which the King might establish the succession to the crown of Denmark. The duke had to promise this for himself and his family; yet no one but himself signed the document, and as political hereditary rights can, according to the existing law, be waived only individually, the vague term "family" had not, of course, in this instance, any legally binding power on any member of that family. As the parties with whom the duke made this arrangement knew perfectly well that they would never get my consent to such a transaction, or obtain my signature to any such document, they did not even attempt to get the sanction of other agnates, but adopted the above-mentioned equivocal term "family," no doubt believing that it would answer their purpose. No one has ever shown that the Duke of Augustenburg has not strictly adhered to this engagement; for ever since he has entirely withdrawn from politics and devoted his leisure wholly to the administration of his estates in Silesia.

With regard to Duke Frederick, the present Duke of Schleswig-Holstein, your lordship appears, on the one hand, to blame him for not having immediately protested against the so-called "Treaty of London," while, on the other, you apparently insinuate that he waited to assert his hereditary rights to the Duchies of Schleswig-Holstein until the payment of the aforementioned sum was com-

other en
admits, h
with him
with a tr
could not
spite of a
prove to
his Sover
lordship
lessly pr
author w
your lord

In adv
of Denm
"separa
ciated, a
transacti
one hand
nity or
on the o
without
then cor

But
only
your
to sup
forward
Your
of the D
K
follows
says, we



meubles, que les peuples avaient le droit imprescriptible et indiscutable de disposer souverainement d'eux-mêmes, et qu'on ne pouvait se dispenser d'annexer la Toscane au Piémont.

On vous représentait qu'il était dur de dépouiller une femme et un enfant, qui se trouvaient victimes de la guerre sans y avoir pris aucune part: vous avez voulu annexer Parme au Piémont. Vous en avez dit autant pour Modène.

Il y a deux ans à peine, lord Palmerston, répondant à lord John Russell, faisait l'éloge de Pie IX et déclarait que l'exécution du *Motu proprio* de Gaète satisfaisait à toutes les demandes légitimes des sujets pontificaux. Le Pape se déclarait prêt à aller au-delà des promesses de Gaète; vous n'en avez pas moins réclamé l'annexion des Romagnes au Piémont.

Il me semblait que ces annexions continuées pourraient alarmer et froisser les puissances. Vous avez haussé les épaules; vous avez soutenu que l'Europe n'avait rien à voir en ces sortes d'affaires; qu'il fallait annexer sans se soucier de ce qui pouvait être dit ou pensé à Vienne et à Saint-Pétersbourg; que ces deux amis avaient été fort longtemps sans vouloir reconnaître le royaume d'Espagne, que celle-ci ne s'en était pas plus mal trouvée, et que le Piémont se passerait tout aussi bien de l'agrément de l'Europe. Annexion au Piémont, répétez-vous sans cesse, annexion partout, annexion toujours.

Il ne me plaisait guère de vous voir continuellement souffler aux Italiens le contraire de ce que je leur conseillais: j'en ai pris pourtant mon parti. Ce n'était point à moi à me faire contre vous le champion des traités de 1815. John Bull, me disais-je, a une grande expérience de l'annexion, et il cède à l'empire de l'habitude. Voilà bien le peuple qui, depuis un siècle, n'a jamais laissé passer une année sans s'annexer quelque chose: un jour Malte, le lendemain les Iles Ioniennes, puis le Cap de Bonne-Espérance, puis une trentaine de royaumes indiens, le Pendjab, les bouches de l'Indus et le pays des Birmans. L'autre jour il égorgeait cent mille hommes et il en frappait trois millions d'une confiscation générale, afin d'annexer le royaume d'Oude; hier, ne sachant plus que prendre, il a enlevé le rocher de Périm aux Turcs, dont il se prétend le meilleur allié. Après tout, si John Bull n'y va pas de main morte quand il s'agit de ses intérêts, il faut reconnaître qu'il ne marchandait pas non plus avec ses amis. Le voilà qui annexe pour le compte du Piémont presque aussi gaillardement que pour lui-même. S'il se conduisit ainsi envers un ami d'hier, que ne fera-t-il pas, à l'occasion, pour un vieil allié?

A ce moment, parlant à ma personne et dans une dépêche que toute l'Europe put lire, vous m'avez signifié en propres termes que, dans cette pensée, toutes ces annexions devaient avoir pour résultat de créer dans le nord de l'Italie un grand Etat, capable, non-seulement de se défendre contre l'Autriche, mais de me montrer les dents; qu'il était de l'intérêt de l'Europe et même de mon intérêt qu'on m'ôtât tout moyen de me mêler des affaires d'Italie, et que cela vous serait particulièrement agréable. Pendant que votre ministre des affaires étrangères me faisait cet aimable compliment, lord Lyndhurst demandait la réunion dans la Méditerranée d'une flotte capable d'en balayer toute la marine française; vous déclariez le conseil excellent, et vous augmentiez de 175 millions votre budget de la marine et de la guerre.

Je me pris alors à réfléchir que ces traités de 1815, dont vous faisiez si peu de cas, tenaient entrebâillées une porte qui permettait de mettre brusquement la main sur Lyon, la seconde ville de la France et le siège de sa plus belle industrie; sur Toulon, son premier arsenal maritime, et sur Marseille, son premier port de commerce; et il me vint à l'idée de mettre à cette porte un petit verrou de sûreté. Je n'ai nulle envie d'entrer chez mes voisins, est-ce trop exiger que de vouloir qu'on n'entre pas à volonté chez moi? J'avoue que j'avais compté sur votre esprit de justice en faisant une demande aussi équitable.

Je me chargerais bien, me disais-je, de reconnaître un Ecossais ou un Irlandais au milieu de mille Anglais. Qu'on réunisse, au contraire, quelque part un Savoisien et quatre-vingt-dix-neuf Français, ou un Français et quatre-vingt-dix-neuf Savoisien, je défie bien John Bull d'y voir autre chose que cent Français.

D'ailleurs, John Bull s'est déclaré le champion du droit imprescriptible et indiscutable des peuples à disposer d'eux-mêmes; il a signifié à l'Autriche que si elle contestait ce droit aux Italiens, elle aurait affaire à lui. Voici un peuple qui veut absolument être français, parce que sa situation, sa langue, son éducation, son bien-être, ses intérêts matériels et moraux exigent sa réunion à la France; il sera soutenu par John Bull dans l'accomplissement d'un désir si légitime. D'ailleurs, cette petite annexion n'a pas seulement pour elle la volonté populaire, elle a encore l'assentiment libre et spontané des souverains intéressés. Ceux qui ne reconnaissent que les droits des monarchies et ceux qui croient aux droits des peuples doivent donc être également satisfaits.

John Bull saisira d'autant plus volontiers cette occasion de m'être agréable, qu'il ne s'occupera à mécontenter personne.

Je me trompais: non-seulement vous méconnaissiez la volonté du peuple savoisien, mais vous m'objectez tout à coup les stipulations de 1815 et la nécessité du consentement de l'Europe. En même temps, vous encouragez la Suisse à élever des prétentions injustifiables et à payer d'ingratitude les services que je lui ai rendus en la préservant d'une guerre avec l'Allemagne, et en lui rendant possible l'annexion de Neuchâtel. Pour couronner le tout, vous m'accablez d'injures. C'est ici que je vous arrête et que je vous invite à compter. Mettez dans la balance tel poids qu'il vous plaira, mais vous n'en mettez qu'un seul.

Si les traités de 1815 sont une lettre-morte dans l'Italie-Centrale, comment peuvent-ils être valides en Savoie?

Si la volonté populaire est souveraine à Florence et à Bologne, pourquoi serait-elle esclave à Chambéry?

Si l'agrément de l'Europe n'est pas nécessaire pour porter de trois millions à douze les sujets de Victor-Emmanuel, pourquoi serait-il indispensable pour rester à la France trois cent mille Français?

Si la réunion d'un Congrès était inutile alors qu'il s'agissait d'effacer de la carte de l'Europe, malgré les protestations des souverains, trois ou quatre Etats, et de leur substituer une grande monarchie, pourquoi le consentement des souverains et des peuples ne serait-il pas suffisant pour une rectification de frontière qui ne changera rien à l'équilibre des forces entre les puissances?

Ami John Bull, choisissez: que tout soit blanc ou que tout soit noir des deux côtés des Alpes; mais ce qui est blanc à Florence ou à Bologne doit être blanc à Chambéry.

Un mot maintenant de vos injures qu'il serait si aisé de vous renvoyer. L'an passé, vous avez secondé l'affranchissement de l'Italie en injuriant l'Autriche; cette année, vous défendez l'équilibre de l'Europe en m'injuriant moi-même. C'est ainsi que vous servez toutes les grandes causes sans bourse délier, en ne dépensant que des paroles. Prenez garde, ami John Bull, que ce procédé n'est pas aussi économique qu'il le semble à première vue. Si vos mauvais compliments, vos sorties contre ma barbarie, mes instincts violents et rapaces, et autres gentilles, finissent par me mettre de mauvaise humeur, si je vous rendais violence pour violence et menace pour menace, cela ajouterait-il à la sécurité et à l'activité de votre commerce? N'y aurait-il pas chez vous des gens qui s'élevaient au-dessus de la médiocrité à grands cris une flotte de plus et de nouvelles fortifications? Vous payez cette année dix pence par guinée de revenu; M. Gladstone pourrait bien demander un shilling et peut-être davantage. A un penny par injure, vos Kinglake vous reviendraient fort cher. Tâchez vous pecher, digne et avisé John Bull, et imposez silence à vos enfants terribles.

Quand vous aurez crié bien fort et bien établi pour tout le monde que nous ne sommes plus amis, croyez-vous qu'on vous en fera meilleure mine en Europe? Cela fera-t-il oublier à l'Autriche vos procédés désagréables et la vigueur avec laquelle vous avez poussé à la spoliation de toute sa lignée? Cela fera-t-il oublier à la Russie l'entêtement avec lequel vous voulez brûler Cronstadt, la façon dont vous préchez le droit d'insurrection, et les mauvaises querelles que vous cherchez en ce moment à Naples? Vous avez fait des niches à tout le monde, ami John Bull; nous étions bons amis alors, et notre union donnait à réfléchir aux plus robustes et aux moins endurants; prenez garde, si vous me plaisez là, de demeurer seul et d'être moins considéré que par le passé. Si vous êtes sage, vous couvrez votre mauvaise humeur, vous réfléchissez que je ne vous ai fait aucun tort, et qu'il y aurait folie à rejeter, sans grief et sans utilité possible, une amitié qui vous a été profitable et qui peut vous redevenir nécessaire. Vous comprendrez qu'un bon commerçant ne saurait avoir deux poids et deux mesures, et qu'après avoir proclamé la souveraineté populaire à Florence et à Bologne, il serait malséant de la nier à Chambéry. Je vous promets de n'en rien dire aux Ioniens.

E. S. GILLARD.

Nouvelles d'Allemagne.

(Correspondance particulière de la Patrie.)

Vienne, 27 mars.

Le nouvel emprunt de 20 millions de florins est en ce moment l'objet de toutes les conversations. En lui-même, ce plan financier n'est pas jugé avec défaveur; car, s'il pouvait être réalisé, il aurait pour conséquence le rétablissement du cours monétaire. Mais, le succès des opérations financières dépend surtout du crédit, et le crédit est intimement lié à la confiance dans la marche des affaires publiques.

Cette confiance tarde toujours à renaitre, et de nombreux capitaux sont à chercher un emploi à 3 ou 4 pour cent, tandis que l'Etat leur offre en vain 8 à 10 pour cent. L'emprunt, qui s'annonce comme emprunt volontaire, ne l'est pas tout à fait. En Hongrie, surtout, il paraît qu'on verra se répéter ce qui est arrivé à propos de l'emprunt de 1854. A cette époque, le gouvernement s'adressa aux municipalités, leur disant que leur commune était estimée à telle ou telle somme, et qu'il

cours excentrique, resté fameux dans les annales des meetings. — Paulin Liemeyrac.

Remontrances amicales

DE JACQUES BOURMONT A JOHN BULL.

Les bons comptes font les bons amis. Vous m'en présentez un, ami John Bull, qui n'est ni juste ni raisonnable. Vous y ajoutez de grands éclats de voix et force injures: cela n'est point à l'éloge de votre éducation, et surtout de votre prudence, puisque vous m'accusez sans cesse d'être trop susceptible. Vous m'avez fait la réputation d'avoir la tête trop près du bonnet, cela peut être vrai; cependant, comme j'ai, en cette occasion, le bon droit et le bon sens de mon côté, je laisserai à vos gros mots pour rectifier amicalement notre petit compte.

J'ai fait, de l'autre côté des monts, il y a tantôt un an, ce qu'il vous a plu d'appeler une équipée. Vous étiez à ce moment très grand partisan des traités de 1815. Vos vœux ne m'ont pas précisément accompagné dans mon expédition, ce qui ne m'a point empêché de m'en tirer à mon honneur. Pour vous montrer le cas que je faisais de vos scrupules, je me suis arrêté le plus tôt possible, en me gardant de faire à ces vieux traités, qui vous étaient si chers, un accroc irréparable. Vous m'avez déclaré alors, à mon grand ébahissement, que j'avais eu tort de rester en si bon chemin, et que j'aurais dû arracher des mains de l'Autriche les forteresses de l'Adige et du Minicio. Cela m'a donné à penser qu'à l'exemple du roi des praticiens, vous vous chargiez d'exécuter les opérations les plus difficiles, sans aucune douleur pour vous-même.

Comme j'avais mené la danse tout seul et que l'Autriche consentait à payer les violons, nous aurions pu nous arranger entre nous, et vous inviter à vous occuper exclusivement de vos affaires. Je vous ai mis au courant de tout, je vous ai réservé votre part d'influence, et j'ai réclamé votre concours pour reboucher en partie les trous que mon épée venait de faire aux traités. Vous m'avez répondu que vous n'aviez nul souci de cette vieille friperie; que les prétentions et les plaintes des souverains ne vous importaient guère, et qu'il s'agissait de satisfaire les peuples bien plus que de restaurer les traités.

En vain je vous disais que j'avais réservé les droits du nouveau grand-duc de Toscane, et que ce jeune prince offrait de donner une constitution à ses sujets. Vous avez déclaré à moi très explicitement, à l'Autriche en termes très durs et presque



la classe de 1850.
Leppé par M. Lussac, au nom de M. Noyon
Laurier, et par M. M. Faugier, le comte de
Laurier, le comte Joachim Murat, le comte de
Laurier de rapport sur cinq projets de lois d'intérêt
local.
Adoption de onze projets de lois d'intérêt local
concernant les villes de Montélimar et de Montélimar
ainsi que les départements de la Haute-Loire,
Loire, Ardèche, Pyrénées-Orientales, Pas-de-
Calais, Manche, Haute-Loire, Vosges, Saône-et-
Loire.
Adoption au scrutin du projet de loi concernant
l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la com-
mune de Cognac, l'arrêté.
Fixation de l'ordre des prochains travaux de la
Chambre.
Le mardi samedi, réunion dans les bureaux pour
les organes.
Mercredi 11 avril, séance publique pour la dis-
cussion du projet de loi ayant pour objet de l'établir
de 40,000 hommes le contingent de la classe de
1850.

Le chef des secrétaires rédacteurs,
DENIS DELAGARDE.

Chronique.

De bonnes âmes, et de la sympathie s'étend
à toute la nature, et qui ne sont pas moins
compassionnés pour les plantes que pour les
bêtes, se sont beaucoup inquiétés de savoir ce
qu'était devenu le fameux marronnier de 20
mars pendant les froids de ces dernières se-
maines. — Oh en est-il de ces bourgeois, se
disaient ces amis de la verdure précieuse, au-
tant il des feuilles à son jour ordinaire, et les
arbres, ses voisins, se piquant d'émulation,
nous sera-t-il bientôt permis de voir le jardin
des Tuileries se vêtir de sa parure verdoyante?
Quelques-uns plus curieux allaient chaque
matin faire station près de la statue d'Atalante,
qui est voisine de l'arbre privilégié, et à la
binocle en main, le nez en l'air, ils épi-
aient sur les branches noires, les pointes de
verdure. Ils n'y demeuraient pas longtemps.
Il faut être de marbre pour rester en ce tem-
ps de bon matin, immobile comme une statue,
dans le jardin des Tuileries. Au bout d'un
quart d'heure, ils partaient, ayant fait sur
eux-mêmes l'épreuve de l'intensité de la ge-
lée, et ils se disaient, soufflant dans leurs
doigts :

— Décidément ce ne sera pas pour aujour-
d'hui.

Parmi ces gouteurs de bourgeons précoces
se trouvaient quelques vieillards, qu'à leur
figure bronze, à leurs longues moustaches
grises, à la médaille suspendue sur leur poi-
trine, par le ruban vert et bleu, on recon-
naissait pour d'anciens soldats de l'Empire.
Ils étaient les plus intrépides à la faction au-
tour du fameux marronnier; mais de temps
en temps, passant avec un geste peu satisfait
leurs doigts dans leurs moustaches grises, ils
grommolaient tout bas.

— Cette année le bourgeon manquera à
l'appel.

En effet, le 20 mars rien n'avait encore
pointé sous le givre qui couvrait les branches.
Les vieux soldats qui faisaient la sentinelle
en auraient presque pleuré.

— S'il ne tarde point que de quelques
jours, se disaient-ils, ce ne sera que demin-
mal, et notre fête ne manquera pas.

Ils revinrent donc encore pendant deux ou
trois semaines. Enfin, le dernier jour, vers
midi, sous le premier rayon que le soleil, se
dégagant des nuages, envoya, comme un
sourire, rempli de promesses au vieil arbre
déposité, le vétéran dont la vie était la plus
perçante comme un cri de joie.

— Nous en tenons un, cria-t-il à voix
avertissant un des gardes du château, et vite qu'on
apporte une échelle.

Le druide qui venait enfin de découvrir une
branche qui se dressait sur les branches d'un cha-
teau, dans la forêt sainte, n'était pas plus heu-
reux que ce vieux soldat, auparavant après
plusieurs jours d'attente le premier bourgeon
de ce marronnier du 20 mars.

Le druide cueillit le gui avec une feuille
d'or, et le vétéran n'avait que son canif.
La précieuse petite branche sur laquelle
commença à verdir le bienheureux bour-
geon n'en fut pas moins très proprement cou-
pée. Le vieux soldat l'emporta pieusement
comme une relique; une fois chez lui, il s'at-
tacha un peu d'eau, y déposa la branche, et
passa toute sa journée à regarder à son peu, à
son influence de cette douce chaleur, soi-
gneusement entretenue, les feuilles ne s'orti-
raient pas du bourgeon. Il se leva plusieurs
fois la nuit pour suivre le progrès de cette
chère verdure. Le lendemain, la petite bran-
che, placée au soleil, avait gonflé plus qu'on
n'attendait, ses feuilles étaient longues d'un
pouce, et le vieux soldat, qui s'était perdu de
son vieux uniforme, comme on se pare d'une
ancienne gloire, emportait tout radieux le
verdoyant trophée de la victoire qu'il venait
de gagner sur le printemps.

Mais pourquoi tout cela? pourquoi ces at-
tentes autour de l'arbre du vingt-mars? Pour-
quoi cette permission si spéciale accordée aux
vieux soldats d'y cueillir les premiers bour-
geons? Enfin pourquoi tout cet empressement,
toute cette joie? C'est que le vingt mars, anni-
versaire du retour de l'île d'Elbe, est une date
chère aux vétérans de l'Empire; c'est que le

dans les salons de Tavernier, fut, d'ailleurs
l'ordinaire, d'une gaieté toute française, c'est à
dire chaleureuse et patriotique. M. Belmontet,
qui présidait, à la fin, au dessert, une *Épître à la
Légion d'honneur*, qu'on saluait les plus en-
thousiastes bravos.

Le jour prochain les convives de ce glorieux
banquet devaient avoir, à cause des froûts per-
sistants, l'impuissance de les faire à leur
honneur cette année. L'hiver forcé encore
le marronnier précocité à manger par de par-
le, c'est à dire de familles, le leur conseil-
rais de s'adresser à quelques uns de ses voi-
sins, qui sont moins célèbres, mais dont la
verdure, malgré ce, est peut-être plus
craie.

Le fait a été constaté en pleine Académie
des sciences, dans la séance du 10 mars 1856,
et consigné dans les comptes-rendus dont,
pour la singularité de l'incident, on voudrait
bien me permettre de donner ici un extrait.

« L'année dernière, dit M. Elie de Beau-
mont, je signalais dans la séance du 20
mars le fait qu'à la suite d'un hiver très
long et intense, le marronnier désigné, dans
le jardin des Tuileries, sous le nom de mar-
ronnier du 20 mars avait eu des feuilles le 20
mars comme à l'ordinaire.

« Dans une des séances suivantes, M. Gu-
debert fit observer que le marronnier que
j'avais indiqué n'était pas celui qui est le plus
particulièrement désigné sous le nom de mar-
ronnier du 20 mars. Le premier est situé à
quinze mètres en arrière de la statue de Ca-
rés, non loin du pont de Tournaï, et le second
beaucoup plus près du château, à peu de dis-
tance de la statue d'Atalante.

« J'ai traversé hier, 9 mars, dans l'après-
midi, ajoute M. de Beaumont, le jardin des
Tuileries. Les deux marronniers avaient à ce
des feuilles, mais celui que j'avais signalé
l'année dernière a encore été le plus précocé
cette année, car ses feuilles, quoique très
tardives, étaient cependant un peu plus long-
ues que celles du 20 mars proprement dit.

Ainsi, même chez les arbres, il y a des
pulations usurpées; celui dont on ne parle
peut-être pas souvent mieux que celui qui est célèbre
mais son jour vient enfin, il détrône l'autre,
et voilà comment, l'année prochaine, ce
sera plus sans doute le marronnier du
20 mars, mais son modeste rival, qui recevra
les visites des vétérans. Comme la gloire est
toujours quelque chose, c'est lui qui a
l'honneur de se laisser dépouiller de ses pre-
mières feuilles.

ÉDOUARD FOURNIER.

Faits divers.

Le *Moniteur* publie dans sa partie officielle
trois décrets ordonnant de procéder à l'exé-
cution des travaux nécessaires : pour compléter
la défense du bourg de Moras contre les
condamnés du Rhône; pour l'aménagement
d'un bassin à flot en construction dans l'anse
séparée les villes de St-Malo et de St-Servan
pour compléter l'amélioration de la Mar-
chine Dux et la Seine.

La feuille officielle annonce qu'après le
dernier conseil des ministres, l'Empereur a
requis à S. Exc. le grand maître du conseil d'Etat
les insignes en diamants de la grand'croix de
la Légion d'honneur.

M. Hubert, maire de Guiscard, vient d'être
 élu membre du conseil général du départe-
ment de l'Oise pour le canton de Guiscard.

L'*Echo de l'Oise* assure que l'Empereur
a donné des ordres pour l'érection d'une statue
de Jeanne d'Arc sur la rive droite de
l'Oise, en face de l'ancien pont de Compiègne,
à la place où l'Ébroïne de Valenciennes fut
prise par les Anglais le 23 mai 1430.

Cette statue sera exécutée d'après l'œuvre
populaire de la princesse Marie d'Orléans.

L'Administration supérieure des finances
prépare, dit le *Journal de Havre*, au projet
de réforme de notre monnaie, mais pour la
composition seulement. Ce projet, rendu au
Conseil d'Etat, reviendrait au Corps Législa-
tif, qui pourrait le voter dans sa session ac-
tuelle. Le but que veut atteindre l'Administra-
tion est d'empêcher le commerce d'exporta-
tion de nos monnaies d'argent, qui, plus riches
que celles des principaux pays de l'Eu-
rope, sont enlevées à la circulation par des
spéculateurs. Il serait donc question de dimi-
nuer la valeur nominale de nos pièces de 50
centimes, de 1 fr. et de 2 fr. par une modifi-
cation des proportions adoptées depuis long-
temps en France.

Une dépêche nous a appris hier que, par
un bref adressé, le 29 mars à Rome, le Pape
avait de fulminer l'excommunication enju-
gée contre ceux qui avaient participé à
l'invasion des États de l'Église.

À ce propos, nous croyons qu'on ne lira
pas sans intérêt le récit suivant d'une circon-
stance à dix-septième siècle, que nous
empruntons à un livre intitulé : *des Papes
princes seigneurs*.

Le Pape Paul V, en 1606, voulut faire re-
venir toutes les prétentions de la juridiction
ecclésiastique. Les Vénitiens faisaient juger
par leurs tribunaux les peuples coupables de
crimes ordinaires; Paul V exigea qu'ils fas-
sent remis à l'autorité ecclésiastique. Ils
avaient interdit à l'Église l'acquisition de biens
fonds, tout en lui permettant de vendre ceux qu'elle
possédait déjà; il protesta contre ce et désa-
voua le Pape. L'Église ne tint compte ni de
cette interdiction, ni des menaces, et vendit res-
ter malheureux chez elle. Et comme Belsham
venait de reprendre les vieilles doctrines de la
théocratie du moyen-âge, elle fut obligée de
répondre par son conseil. Le Pape Paul V
« Que le pouvoir de l'État vient de Dieu et
est attribué à personne; que, par conséquent,
tous, laïques ou ecclésiastiques, lui doivent
obéissance.

« Que le Pape n'a qu'une juridiction pure-
ment spirituelle, puisque Jésus-Christ n'avait
accordé aucune juridiction temporelle, n'a pu
commettre à saint Pierre et à ses successeurs
un droit qu'il n'avait pas jugé bon de récla-
mer pour lui-même.

« Depuis que l'Espagne était à Milan, elle
avait exercé des prétentions insensées au sujet
de l'île de Malte qui appartenait à l'Ordre de
Saint-Jean. À cette heure même le gouverneur
de Malte, Fenech, amassa des troupes,
des armes, des vivres, sans qu'on pût deviner
pour quel dessein. L'ambassadeur espagnol
auprès de Saint-Siège avait l'air de se
douter de quelque chose.

Le gouvernement vient d'arriver à
liste des prisonniers qui allaient être
voyés en France. Le commissaire se présen-
ta en effet, et lit les noms des prisonniers
rés. Jugez de la stupéfaction de notre prison-
nier en l'entendant pas prononcer le sien! La
liste avait été placée sur une table, le furet
y jette les yeux et aperçoit son nom mal écrit
Aussitôt il perd la tête et fait remarquer
qu'il n'est pas là.

Le commissaire fut touché de compas-
sion pour ce pauvre homme.

— Puisque ton nom est écrit, dit-il, je
t'emmène avec moi; pars, tu as acheté par as-
surance le droit de rentrer dans la patrie.

Les travaux de transformation du canal
de Saint-Bas, depuis la Douane jusqu'à la
ville, ont été, on le sait, commencés au 1^{er}
de novembre dernier. Malgré le mauvais tra-
vail on les a poursuivis avec une telle ac-
tivité qu'aujourd'hui l'ancien canal et ses dé-
rivés sont comblés; et que le lit du canal est
approfondi dans toute sa longueur, de la
ville à la Douane, de 2 à 3 mètres, il reste
encore 2 mètres environ de terre à enlever et
il faut en outre la construction de la vanne
entreprise simultanément sur plusieurs points.
Ces travaux seront promptement terminés.
On espère que
vieux sera recouvert et le terrain nivelé
à la fin de l'année.

Avant la fin du printemps les plantations
de gazonnements seront faites, et rien ne
peut empêcher la prolongation du boulevard
Prince Eugène jusqu'à la place du Château
d'Eau.

Mercredi, à dix heures du soir, une
d'atmosphère répandit l'alarme dans la rue
Charonne. Les vitres de plusieurs ma-
gnats d'être brisées, et tous les loca-
taires sortirent à la hâte, ne sachant de quoi il
s'agissait. C'était en face de l'établissement
M. Petit, limonadier, que le bruit s'était
entendu. Les recherches firent découvrir
débriés d'une boîte en ferblanc qui avait
claté. Ils sentaient encore la poudre, et la
boîte avait été pleine.

Il s'agit d'une sorte de machine infernale
c'est-à-dire dans un but de vengeance contre
Petit ou d'autres personnes, ou bien c'est
seulement d'une mauvaise plaisanterie.
C'est ce qu'on apprendra sans doute l'en-
quête venant d'être commencée.

Deux jeunes gens entrèrent, avant
soir, chez la dame Y..., marchande cré-
meuse boulevard des Capucines, et se firent
serrer. Leur repas terminé, ils payèrent
restèrent longtemps encore, en disant
qu'ils étaient quelque part. Les voyants occu-
pés de leur affaire, le marchand se rem-
plissait, et elle avait effrayé, et qui est
dans l'arrière-boutique. Comme elle
payait, elle n'avait aucune inquiétude à
compte, et elle eut de faire attention
seulement, rapporte le *Droit*, elle eut
l'un deux foudroyé, et un instant après
l'autre.

Après leur départ, la crémière se
leva et s'occupa de son comptoir; elle avait
été et des papiers d'or constamment dans
bel air avaient disparu.

Hier, elle reçut par la poste une lettre
contenant :

(1) Voyez aussi la proclamation de l'Empereur à
l'armée, faite de Valpurga, le 13 juillet 1803. Ba-
zancourt, t. II, p. 271, 272.
(2) Art. 10. S. M. l'Empereur des Français et S. M.
l'Empereur d'Autriche ont déclaré de leur plein
pouvoir la création d'une Confédération
entre les États italiens, qui serait placée sous la
présidence honorifique de l'Empereur, et dont le but
serait de maintenir l'indépendance et l'intégrité des
États confédérés, d'assurer le développement
de leurs intérêts matériels, et de garantir la
liberté individuelle et politique de l'Italie par
l'union d'une armée fédérale.
Art. 11. Désirant voir assurer la tranquillité des
États de l'Église et le pouvoir de Saint-Père, con-
venant que ce but ne pourrait être plus efficace-
ment atteint que par l'adoption d'un système
propre à briser des populations et à conférer
aux gouvernements italiens des facultés de res-
tauration. S. M. l'Empereur des Français et S. M.
l'Empereur d'Autriche ont déclaré de leur plein
pouvoir de leur plein pouvoir la nécessité d'introduire
dans l'administration de ces États les réformes
suivantes indispensables pour leur gouverne-
ment en stricto consistant.

(FROM OUR SPECIAL CORRESPONDENT.) KIEL, JAN. 12.

Prince Frederick of Augustenburg has left the Railway Hotel, and taken up his quarters in a private house in the Neue Strasse. Even this is considered an event by these good Holsteiners, on the absence of matters of greater importance. Their Duke seems to have taken a permanent residence among them. His Highness's Ministers and friends—M.M. Frank-Sawer, Lorenzen, &c.—have also moved in private lodgings in the same neighbourhood. For the rest, nothing occurs to break through the sameness of the most peaceful and orderly existence of the revolutionized and almost ungoverned country. Deputations from the provinces, both of this Duchy and of the adjoining Schleswig, even from as far North as Hadersleben, follow each other in quiet succession. They are introduced in the serene presence, make their bow, and then solve in the beams of this most serene and benignant of Royal countenances, then go back to their friends and neighbours what they have seen and heard. A monster mission of no less than 200 deputies from the Ditmarsch is expected to pay homage to-day. The North and South Ditmarsch are granting districts radiating from the banks of the North Sea, near the mouth of the Elbe, on the western slope of this plateau of Holstein, and converted into fields of unsurpassed fertility, the products of which yield the principal supply to the market of Hamburg. The Ditmarschers are, in some measure, a self-ruling community, a well-to-do civilized set of men, as, indeed, all the Holsteiners are, and have at all times harboured an implacable hostility against the Danes, by whom they could only be subdued in the 16th century after more than 11,000 of their invaders lay slain in the field. It is no wonder these people had the accession of a local Prince with enthusiasm; and by their visit to the Prince at Kiel they only forestall the intention his Highness had of making the tour of their districts to call forth an exhibition of that devotion on which he was sure he could largely reckon.

In all other respects than these well-meant but, politically speaking, barren demonstrations, the cause of the Prince cannot be said to make much progress here. The feeling that success cannot depend on his immediate exertions seems to creep to the heart of his staunchest supporters. The deliberations of the Frankfurt Diet on the expediency of recognizing his rights to the succession of Holstein are not by the Prince's own friends expected to come to a close for a couple of weeks at the least. Of the ultimate result they affect, however, to entertain no doubt. At the end of that period his sovereign rights, they expect, will be recognized, and the reins of government will formally be placed in his hands. His jurisdiction, however, would, even in the most favourable turn of events, not extend beyond the limits of Holstein. It does not seem possible that the Frankfurt Diet would undertake to sanction his claims upon Schleswig, a territory which lies altogether out of the limits of the German Confederacy. The Prince, however, on his coming by what he considers his own in Holstein, would, it is supposed, immediately raise an army of his own, and with that venture on a single-handed attack upon the Danes in Schleswig, leaving it to the German Princes and people to decide whether they would uphold him in the unequal struggle, or whether they would screen him from the consequences of a defeat which might set at naught the expected decision of the Diet. Placed at the head of the Government in Holstein, in short, the Prince would either perish or involve Germany into a contest with Denmark for Schleswig. All these, however, are as yet somewhat remote contingencies. The slowness of movement of that blundering Frankfurt Diet, the worse than doubtful attitude of Prussia and Austria, the apprehended opposition of the European Powers, and his own irresolution and anxious respect for legality must for a long time condemn the Prince to inaction; and time, it seems natural to think, is not for him, but against him. The Danes, we are assured, are straining every nerve to prepare for a brave, desperate defence. Their army is mustering on the frontier, stirred by martial ardour, and they are adding all the appliances of art to the natural strength of one of the most formidable positions in the world. The hard frost, which to some extent would favour a German onset at this present moment, by enabling them to march over the swamps and morasses which constitute the moats of the renowned stronghold of the Dannewerk, cannot be relied upon beyond the end of this month or the middle of the next. The winter, I am told, is extraordinarily severe this year, though for my own part I find the cold by no means intense; but, at all events, the climate of Jutland is a maritime one, and the frost, however hard, is not to be permanently relied upon in North Germany as it would in the inland wastes of Russia or Canada. Should the Prince even obtain the full mastery over Holstein within two or three weeks, and should he go to work immediately towards improving an army, he could hardly be ready for the field before the elements had declared in favour of his well-earned antagonist.

It is idle, on the other hand, to suppose that the Danes would depart from that wise and cautious policy which induced them to fall back before the troops of the Confederacy a fortnight ago. Their high-spirited and gallant warriors are not to be hurried into a premature and fruitless attack on the Danes, and the most prudent course is to wait until the winter has passed, and the most favourable season for a decisive battle has arrived. The Danes are not to be hurried into a premature and fruitless attack on the Danes, and the most prudent course is to wait until the winter has passed, and the most favourable season for a decisive battle has arrived. The Danes are not to be hurried into a premature and fruitless attack on the Danes, and the most prudent course is to wait until the winter has passed, and the most favourable season for a decisive battle has arrived.

two short days' march, and one day the Danes would bring them into the presence of the Danes across the Elder Canal. That the Danes would make at least a show of resistance no man but seems disposed to doubt, though the vast power that Austria and Prussia could at once muster in the field would seem to preclude the possibility of a long struggle. I only give you the views of leading men here, and these views have little chance of being shared by those who are, for almost they long indeed to drive the Danes from Schleswig they would not, however, attain the further object they have in view through the instrumentality of such treacherous auxiliaries as they deem the Government of Austria and that of Prussia. The deliverance of Holstein and Schleswig from the Danish yoke is a great point with them, but it is nothing in itself unless it leads to the overthrow of all obstacles that stand in the way of the reconstruction of their great German Fatherland.

JAN. 11. I was present yesterday at the reception of the Ditmarsh deputation by Prince Frederick of Augustenburg. It took place in the bathing establishment on the bay, about one English mile from town of Kiel. The central hall of that establishment, a large square room, with a round gallery encompassing it close under the ceiling, was all lit up with the German and Schleswig-Holstein colours. About 350 of the Ditmarsh deputies crowded the hall; they were 14 of the clergy, schoolmasters, and the country people of that tract. The gallery was thronged with the fair of the town, gaudily attired. The Prince stood on a platform on which a throne had been hastily ready for him. One of the gentry, a divine, an schoolmaster successively addressed their chief Duke, paying their homage to him in very eloquent, as far as I could judge, heartfelt words. Prince Frederick answered in a very sedate and dignified manner, thanking them for their expressions of love and devotion, and saying that, although their death-lung still in suspense, and they were without any certainty of success depended on their unshaken conviction of the justice of their cause. He alighted from his elevated position and mixed with the crowd, with a kind word for every man, that ease and affability which shows him no more adept in the mysteries of kingscraft. Through the whole assembly there was not one man who looked so princely as the Prince himself. The tone of the talk, like that among the children of the land, he exhibited by his noble Scandinavian countenance a striking contrast with the honest but coarse German faces eagerly pressing around him. Once more took his station on the platform and with a few more words of thanks dismissed the assembly. The good Ditmarsh broke out into hearty cheers; and, upon Prince leaving the hall they struck up patriotic airs, "Schleswig-Holstein, mein Schwaben," the notes of which allow a man no here day or night. I thought I saw a great deal of genuine emotion among the chief actors in this interesting ceremony and among the bystanders. The Prince was visibly pleased, but unmoved. He told that when on the battle-field as a young warrior, during the campaign of 1864, he bore equally imperishable soil-possession and cool composure. *Il s'en va ce petit-là, va!*

REGISTERING THERMOMETERS.

TO THE EDITOR OF THE TIMES. Sir,—An apt and remarkable illustration of some of the apparent anomalies, or discordances, in temperature occasionally found at the same place, to which you drew marked attention in the 12th inst., I have selected, and would submit to your notice, the following letter:—
"York, Jan. 10. Early on the morning of the 7th inst. our room four feet from the ground was 54 deg. Fahrenheit (Reynold and Zamboni) was placed on a framework of wood, far away from any buildings, from all trees of a size that would influence the reading."
"On the afternoon of the same day (there being a breeze of a still lower temperature during the evening) I placed another registering thermometer on the same ground (not on grass) at the foot of the framework on which the thermometer already registered was fixed. At 5 p.m. that on the frame (4 feet from the ground) indicated 4 deg., while that on the ground below indicated 10 deg. I then placed a third on the adjoining ground and upon the next a third to suit of the supposed ascending warmth. The result very equally a temperature of 3 deg. (7 deg. lower if the actual earth not 7 feet distant)."
"Being surprised at the great diversity I reversed the thermometers on the framework and that I was substituting for them others. It was then 4 hours from the south-east began to rise. The newly thermometers did not fall respectively as low, the first deg. During the night (cloudy, with light N.E. breeze) the thermometer rose 15 to 20 deg."
"At the time of the lowest registers the air was perfectly clear."
The effects of radiation, of conducted heat, perhaps of reflection, as well as those of passing air, are reliably shown in this extract of a letter Mr. Backhouse to me.
"May I add, for beginners, that a thermometer should be placed in the shade, and should be fully exposed to it in shade! The instrument ought to be a few feet from the ground (four to six), should be unshaded by reflection, and should be unshaded by radiation or conduction."
Without such precautions excellent instruments and excessive pains may be sometimes a waste of labour. Your obedient servant,
ROBERTY TRILL,
Jan. 15.

TO THE EDITOR OF THE TIMES.

Sir,—With reference to a statement in the 12th inst., addressed to you by Admiral Tilly and published in your issue of the 1st inst. and that "at Gibraltar prayers were offered up in a room on account of the anticipated extraordinary storm, which happily did not occur."—I am directed by the Hon. the Secretary of State, for the information of the Admiralty and of your numerous readers, that prayers were offered up in this city, at least in my view, under his lordship's jurisdiction. His lordship looked on the storm as a (to use an old saying) "a mystery, a delusion, and a snare," as usual.
I beg to remain, Sir, your obedient servant,
THOMAS MAC AULIFFE, Esq.,
Church of St. Mary the Crowned, Gibraltar, Jan. 15.

HIGHWAY ROBBERY AND MURDER AT HULL.

A diabolical murder, with highway robbery, has been committed in the neighbourhood of Hull, on Monday evening last. Mr. Edward Smith, 40, Church Lane, Market Street, Hull, was shot and killed; but returning in the afternoon, and had been lying under his bed, and for his safety was called. Search was made on the 11th of the same evening, and a man from Hull, who was in the neighbourhood, was found with a wound in his head, which was fatal. The man was conveyed to the Hospital, and died on the 12th following, having been the victim of the same man. On an examination of the body, it was found to have been beaten with a stick, and then dragged from his bed. He had a wife and four children, his family end. It also the perpetrators of the crime has been obtained.

...the Prince who has restored tranquility at home and glory abroad; the Prince, finally, who, when the universe is troubled at the sight of human bloodshed which inundates it, at the noise and threat of war arising from every side, remains calm and serene even in the midst of sinister conspiracies, and offers peace to the world by the proposal of a Congress to settle its disputes.

"With such features, Sirs, who can fail to recognize, at the same time, your Providential mission and the duty of us all to give you the loyal support of our will and strength?"

"Others can describe better than we your indefatigable activity for the welfare of the State, the vast planes of your intelligence, your decision of character, your patience, and that goodness of heart which renders you accessible to the afflictions of the most humble of your subjects, and which gives you satisfaction in wiping away a tear or in preventing misery."

"But what we might portray perhaps better than others is that quality so rare in men whom God has elevated to supreme power, that love of truth which makes you seek for it in every path, which submits to contradiction, and which, by a marked benevolence, encourages free speech and frankness to flattery."

"May your life be a long one, Sirs, for the prosperity and glory of France. May the Almighty, who has already preserved you from so many attempts against your person, deign always to cover you with His protection, and enlighten your mind more and more, by giving it the necessary strength to govern the vast empire intrusted to you in accordance with the law! May its most precious blessings be showered upon your Majesty, upon your august spouse, and upon the Prince Imperial, the hope of future generations."

The Cardinal then addressed her Majesty the Empress as follows:—

"It gives me pleasure to inaugurate this sacred purple by offering my homage to the mother of the young Prince who, amid so many glorious titles, possesses that of spiritual son of the Pontiff, the successor of the Prince of the Apostles. This prerogative, a mighty guarantee of the benediction which have consecrated the Imperial destiny, also includes your Majesty, and adds a marked feature to your destiny, which is so intimately bound up with the destinies of France."

"It is pleasing to contemplate in the midst of the complications of our epoch that mission so imbued with serenity and grace which Providence has deigned to entrust to you, in fact, though the thunder may peal around the Holy See, spreading terror and sorrow in all Catholic hearts—though a fratricidal war devastates the New World and causes and woe amongst our country population, which it deprives of work—your Majesty, by the energy of your faith, and by your sympathetic charity, soothes the wounded heart, banishes sorrow, and rekindles hope. It was thus that in past times many illustrious Princes, and we are happy to see the reproduction of such noble examples. We feel that, as was the case in the days of Castille and Biscaye de Castille, God has had a design in His love for France, and has taken you by the hand to raise you to supreme rank; and this is what renders you so dear to our country, what makes us all bless the intelligent, pious, and loving companion of the Emperor. I am grateful, Madam, for the opportunity which this solemnity gives me to add this mark of homage to the respectful expression of my devotion and fidelity."

The Emperor then made the following reply:—

"Your Eminence is right to say that the honours of this world are heavy burdens imposed upon you by Providence. It has seen fit, in its justice, to increase duties in proportion to dignities; I, also, and myself frequently if good fortune does not possess as many tribulations as evil fortune. But in both cases faith is our guide and our support—religious faith, and political faith; that is to say, confidence in God and consciousness of a mission to accomplish."

"You have appreciated this mission with the attachment which you have always testified for me, and you have defined it with the experience of the magistrate and of the priest who has narrowly observed whether the abandonment of every principle, of every rule, of every belief must lead. You must also be astonished, as I am, to see at so short an interval man hardly escaped from shipwreck summon once more the winds and tempests to their aid. God protects France too visibly to permit the genius of evil again to appear to trouble her. The circle of our Constitution has been widely traced; every honest man can move within it at his ease, for each has the opportunity of expressing his ideas, of controlling the acts of the Government, and of taking his just part in public affairs. Exclusion no longer exists. The clergy, as you have justly observed, has not only the liberty of occupying itself with religious questions, but its most eminent chiefs find their legitimate place in the first body of the State."

"It is, therefore, with pleasure that I shall see the high dignity which has been conferred upon you give you access to the Senate. You will bring to it, I doubt not, that spirit of conciliation which does not separate the cause of religion from that of country—that spirit of toleration which attracts and persuades; finally, that love of country which unceasingly tends to draw together those whom divergence of opinion alienates."

"I thank you for the justice you do the religious sentiments of the Empress. It is the happy privilege of woman to remain a stranger to reasons of State and to the cold calculations of policy, to give herself up entirely to the generous inspirations of the soul, to offer consolation to misfortune, and encouragement to all that is noble and sacred."

"My son, whom the blessings of the Church protect, will early learn his Christian duties as a citizen and as a Prince, and at a later period will discharge my debt of gratitude and affection towards his country as well as towards the friends of his father."

The Cardinal then took the usual oath.

...under any circumstances to be tolerated. Unless, however, they can cut it, burn it, or freeze it out during the next two months, there will be thousands of volunteers ready to take up arms again in the spring—supposing always that the arms are to be had. The losses of Poland in men have, after all, been nothing compared to its losses in money and in property of all kinds, and if material resources were not wanting, its personal resources would be almost inexhaustible.

THE EMPEROR NAPOLEON AND THE NEW CARDINAL.

The *Moniteur* publishes a detailed account of the ceremony of presenting the Cardinal's hat to M. de Bonnachon, Archbishop of Rouen, which took place at the Palace of the Tuileries on the 14th inst. The Pope was represented by his Eminence Monsignor Meglia as Ablegate. The Emperor received the Ablegate in great state surrounded by all the high dignitaries of the Crown, Ministers, &c. The Ablegate addressed His Majesty as follows in Latin:—

"Tertius nunc vertitur annus ex quo ad archiepiscopum Cambrerensem Romanam purpura auctam, mihi Pontifici Ablegati partes obicit ex imperio conigit, celebrante ac participantem Imperatori, ut in tuum sequatur conspectum prodium, utique traditur precipue cordialitatis dignitatis insignis ipse prestantissimo viro imponendam. Per spectas clementia atque benignitas qua Majestas Tua meo in primis id officii executionem benevole excepit mihi addidit munus, ut iterum me libitatem, parique munera perferant, quam Pius IX. Pontifex Maximus consimili premio amplissimum et clarissimum antistitem Hieronymum de Bonnachon, archiepiscopum Rotomagensium, honorifice constituit. Tui Illustris aase archiepiscopi merita inmensa latere poterant, cum non solum Roma, ubi primam moram dedit, sed et diocesis Caracassensis et Ebrenensis, atque in presentia Rotomagensis ipsi concessita provincia ejus virtutes, precipue vero pietatem, doctrinam animarumque studio diligenter curavit. Quo factum est ut Sanctitas Sua, libere per Beatis Dei ab eo seculum remittens, et dandis Majestati Tui obsequium, ipsum in solenni Consistorio die xxi proximi superioris mensis Decembris habito, in sacrum purpuratum Patrum collegium cooptavit. Quod quidem consilium illustris etiam cepit, ut Gallie sacrorum antistitem, ob hoc tamen quod nomina, maxima vero ob unanimes erga Apostolicam Sedem amorem et observantiam probatissima, honoris et reverentiam. Itaque quo modo presertim Rotomagensis archiepiscopus purpurea bireta sit decorandus. Summus Pontifex pro singulari tantum benignitate meo, quaeris immeritis, deliquit dignitate, ut hoc splendens R. E. cardinalis insignis adferendum. Tu ego demandatum mihi officium, honorificum certe atque acceptissimum de more expleam, Majestati Tui breviter istam maxime qua per est reverentia tradit, et illud consilium istius viro vult imponere. Quod profecto tibi purgatum, quo perjurandum fore consilio, quam illudis antistitis tunc apto ad amorem atque animationem pariter, Hinc vero antistitem letis servit, ut illud, potentissimus Imperator, mea vota exponam. Deus optimus maximus meis precibus exoratus lectissimus Galliarum nationes, ejus generosissimum jundio tenet, prosperet atque fortunat: super te, summoque exultans Conjuram, et Imperiali Principes omnia gratiarum charissimam offendant, et optatissimum pacem imperio tuo et ubi universo divino suo afflante munere vult impartiri."

M. Meglia then handed to the Emperor the Papal brief, which appointed him Apostolic Ablegate for the presentation of the hat. The Emperor said a few words in reply, and then all the company, including the Emperor and her suite, proceeded to the chapel of the palace. After mass Cardinal Bonnachon made his appearance in his cardinal's dress, and knelt upon a velvet cushion in front of the Emperor. His Majesty then placed the hat on the Cardinal's head, and the master of the ceremonies hung the crimson mantle upon his shoulders. The Cardinal then rose, took off his hat, saluted the Emperor, and returned to his place. The company now proceeded to the so-called "Salon de Premier Conseil," where the new Cardinal made the following addresses to the Emperor and to the Empress:—

"To His Majesty THE EMPEROR.

"Sirs, Your Majesty will not be astonished at the emotion which I now feel. I could not resist the desire to the mark of benevolence which you have shown towards me during the last 15 years, and God is my witness that I have responded to them by a more devoted. But to-day this people which, to my confusion, I have seen, this entire dignity which the Holy Father has deigned to confer upon me, are they not, Sirs, on your part, a new proof of esteem and confidence—I almost venture to say of affection—which exceeds all those which your Majesty has hitherto honored me with? I cannot express what I feel. But this manifestation of the heart is not without an ally, and I am anxious respecting how I shall fulfil the new duties imposed upon me."

"Your Catholic faith, Sirs, and your filial attachment to the Church have opened the doors of the Empire to the cardinal. Your high intelligence has never separated in its Christian views social and political interests from sentiments of religion, which are their most solid basis and safest guarantee. You therefore wished that in this august Assembly, where all the highest representatives of the military and civil hierarchy, the Church should also be represented by its highest dignitary."

"Such, Sirs, is the cause of my anxiety. The more we love and respect the cause we support the more do we fear to compromise it. And what cause can be so great, so noble, so holy as those of religion and patriotism? To those sacred interests I have devoted my whole life. I could not understand how to separate them, and when unfortunate circumstances, arising from the clash of human passions, tend to bring them into opposition, it is our duty as well as our heart's wish to exert our selves to reconcile them. This is what I have always endeavored to do during my career."

"Elevated and brought up in civil society, for many years I studied its laws and their application, and I have been enabled to appreciate its real wants and its genuine aspirations as well as its errors and its dangers. Directed later to the more immediate service of God in the Church, in the propagation of his Gospel, in the rule of Christian justice and charity in the souls of men, whilst endeavoring to accomplish that sublime mission I never denied my origin; and oft times the Bishop has been happy to find in his service for the government of conscientious men and things the remembrance and inspirations of the magistracy."

"Resolved to live and die for the Church, I am, therefore, equally resolved to live and die for France, for that beloved land which gave me birth, to which, after God, I am indebted for everything, and to which I am linked by my most tender and dearest affections."

"But we have seen this France, 15 years ago, struggling in the grasp of anarchy; we have heard its cries of distress, and we shuddered at the sight of the blood into which the blindness of party passion was about to plunge it, when God brought you forward, Sirs, to save it. The suffrage of a whole people hailed you and proclaimed you. The pontiff and the holy tribe, as every class of citizens, saluted you as the Elect of God and of the nation, the Prince who has since re-opened the gates of the Holy City to the Holy City to the Vicar of Jesus Christ, and who still defends it against the perfidious manoeuvres of ungrateful and rebellious children; the Prince through whose France, after three centuries, has returned her crown

...the Prince who has restored tranquillity at home and glory abroad; the Prince, finally, who when the universe is troubled at the sight of human bloodshed which inundates it, at the noise and threat of war arising from every side, remains calm and serene even in the midst of sinistrous commotion, and offers peace to the world by the proposal of a Congress to settle its disputes.

"With such features, Sir, who can fail to recognize, at the same time, your Providential mission and the duty of us all to give you the loyal support of our will and strength?

"Others may describe better than we your indefatigable activity for the welfare of the State, the vast glances of your intelligence, your decision of character, your patience, and that goodness of heart which renders you accessible to the affections of the most humble of your subjects, and which gives you satisfaction in wiping away a tear or in preventing misery.

"But what we might portray perhaps better than others is that quality so rare in men whom God has elevated to supreme power, that love of truth which makes you seek for it in every path, which submits to contradiction, and which, by a marked benevolence, encourages free speech and frankness to flattery.

"May your life be a long one, Sir, for the prosperity and glory of France. May the Almighty, who has already preserved you from so many attempts against your person, deign always to cover you with His protection, and enlighten your mind more and more by giving it the necessary strength to govern the vast empire intrusted to you in accordance with the law! May its most precious blessings be showered upon your Majesty, upon your august spouse, and upon the Prince Imperial, the hope of future generations."

The Cardinal then addressed her Majesty the Empress as follows:—

"It gives me pleasure to inaugurate this sacred purple by offering my homage to the mother of the young Prince who, amid so many glorious titles, possesses that of spiritual son of the Pontiff, the successor of the Prince of the Apostles. This prerogative, a mighty guarantee of the benedictions which have consecrated the Imperial dynasty, also includes your Majesty, and adds a marked feature to your destiny which is so intimately bound up with the destinies of France.

"It is pleasing to contemplate in the midst of the complications of our epoch that mission so imbued with serenity and grace which Providence has deigned to entrust to you. In fact, though the thunder may peal around the Holy See, spreading terror and sorrow in all Catholic hearts—though a fratricidal war devastates the New World and causes and woe amongst our country population, which it deprives of work—your Majesty, by the energy of your faith, and by your unflinching charity, soothes the wounded heart, banishes sorrow, and rekindles hope. It was thus that in past times many illustrious Princes displayed their noble qualities upon the throne of France, and we are happy to see the reproduction of such noble examples. We feel that, as was the case in the days of Charles and Philippe de Castille, God has had a desire in His love for France, and has taken you by the hand to raise you to supreme rank; and this is what renders you so dear to our country, what makes us all bless the intelligent, just, and loving companion of the Emperor. I am grateful, Madam, for the opportunity which this solemnity gives me to add this mark of homage to the respectful expression of my devotion and fidelity."

The Emperor then made the following reply:—

"Your Eminence is right to say that the honours of this world are heavy burdens imposed upon us by Providence. It has been fit, in its justice, to increase duties in proportion to dignities; I, also, ask myself frequently if good fortune does not possess as many tribulations as evil fortune. But in both cases faith is our guide and our support—religious faith and political faith; that is to say, confidence in God and consciousness of a mission to accomplish."

"You have appreciated this mission with the attachment which you have always testified for me, and you have defined it with the experience of the magistrate and of the priest who has narrowly observed whither the abandonment of every principle, of every rule, of every belief must lead. You must also be astonished, as I am, to see so at short an interval men hardly escaped from shipwreck summoned once more the winds and tempests to their aid. God protects France too visibly to permit the genius of evil again to appear to trouble her. The circle of our Constitution has been widely traced; every honest man can move within it at his ease, for each has the opportunity of expressing his ideas, of controlling the acts of the Government, and of taking his just part in public affairs. Exclusion no longer exists. The clergy, as you have justly observed, has not only the liberty of occupying itself with religious questions, but its most eminent chiefs find their legitimate place in the first body of the State."

"It is, therefore, with pleasure that I shall see the high dignity which has been conferred upon you give you access to the Senate. You will bring to it, I doubt not, that spirit of conciliation which does not separate the cause of religion from that of country—that spirit of toleration which attracts and persuades; finally, that love of country which necessarily tends to draw together those whom divergence of opinion alienates."

"I thank you for the justice you do the religious sentiments of the Emperor. It is the happy privilege of woman to remain a stranger to reasons of State and to the cold calculations of policy, to give herself up entirely to the generous inspirations of the soul, to offer consolation to misfortunes, and encouragement to all that is noble and sacred."

"My son, when the blessings of the Church protect, will only learn his Christian duties as a citizen and as a Prince, and at a later period will discharge my debt of gratitude and affection towards his country as well as to wards the friends of his father."

The Cardinal then took the usual oath.

"TO HIS MAJESTY THE EMPEROR.

"Sir,—Your Majesty will not be astonished at the emotion which I now feel. I could not restrain inessentially the marks of benevolence which you have shown towards me during the last 15 years, and God is my witness that I have responded to them by a sincere devotion. But to-day this purple which, to my confusion, I have on, this eminent dignity which the Holy Father has deigned to confer upon me, are they not, Sir, on your part, a new proof of esteem and confidence—I almost venture to say of affection—which exceeds all those which your Majesty has hitherto honored me with? I cannot express what I feel. But this satisfaction of the heart is not without an ally, and I am anxious respecting how I shall fulfil the new duties imposed upon me."

"Your Catholic faith, Sir, and your filial attachment to the Church have opened the Senate of the Empire to the cardinal. Your high intelligence has never separated in its Christian views social and political interests from sentiments of religion, which are their most solid basis and safest guarantee. You therefore wished that in this august Assembly, where sit the highest representatives of the military and civil hierarchy, the Church should also be represented by its highest dignitaries."

"Such, Sir, is the cause of my anxiety. The more we love and respect the cause we support the more do we fear to compromise it. And what causes can be so great, so noble, so holy as those of religion and patriotism? To these sacred interests I have devoted my whole life. I could not understand how to separate them, and when unfortunate circumstances, arising from the clash of human passions, tend to bring them into opposition, it is our duty as well as our heartiness to exert our selves to reconcile them. This is what I have always endeavored to do during my career."

"Educated and brought up in civil society, for many years I studied its laws and its application, and I have been enabled to appreciate its real wants and its genuine aspirations as well as its errors and its dangers. Directed later to the more immediate service of God in the Church, in the propagation of his Gospel, in the rule of Christian justice and charity in the souls of men, whilst endeavoring to accomplish that sublime relation I never denied my origin; and oft times the Bishop has been happy to find at his service for the government of ecclesiastical men and things the remembrance and inspirations of the magistrature."

"Resolved to live and die for the Church, I am, therefore, equally resolved to live and die for France, for that beloved land which gave me birth, to which, after God, I am indebted for everything, and to which I am linked by my most tender and dearest affections."

"But we have seen this France, 15 years ago, struggling in the grasp of anarchy; we have heard its cries of distress, and we shuddered at the sight of the abyss into which the misdeeds of party passions was about to plunge it, when God brought you forward, Sir, to save it. The suffrages of a whole people hailed you and proclaimed you. The pontiff and the holy father, at every sign of citizens, selected you as the Elect of God and of the nation, the Prince who has since re-opened the gates of the Holy City to the Yisitor of Jesus Christ, and who still defends it against the periodical massacres of ungrateful and rebellious children; the Prince through whom France, after three centuries, has refound her con-

...any circumstances to be tolerated. Unless, however, they can cut it, burn it, or freeze it out during the next two months, there will be thousands of volunteers ready to take up arms again in the spring—supposing always that the armistice is to be had. The losses of Poland in men have, after all, been nothing compared to its losses in money and in property of all kinds, and if material resources were not wanting its personal resources would be almost inexhaustible.

THE EMPEROR NAPOLEON AND THE NEW CARDINAL.

The *Monitor* publishes a detailed account of the ceremony of presenting the Cardinal's hat to M. de Bonnehoeue, Archbishop of Rouen, which took place at the Palace of the Tuileries on the 14th inst. The Pope was represented by his Eminence Monsignor Meglia as Ablegate. The Emperor received the Ablegate in great state surrounded by all the high dignitaries of the Crown, Ministers, &c. The Ablegate addressed His Majesty as follows in Latin:—

Tertius sane veritas annus est quo ad archiepiscopum Cambrerensem Romanam purpuram auctam, mihi Pontifici Ablegati partes obenti ex imperio contigit, culminis ac consistorii Imperatoris, ut in hunc augustum consistorium prodirem, ubique tradere imperio cardinalis dignitatis insignia ipsi prestantissimo viro inopondum. Per spectandis atque benedictis qua Metropolitano meo meo primum id officii exequentem benevole exegit mihi adit animo, ut iterum me tibi statu, parique munere perferam, quoniam Pius IX. Pontifex Maximus omnimodis permittit am- plissimum et clarissimum antistitem Henricum de Bonnehoeue, archiepiscopum Rotomagensis, honoratissimum consiliarium. Tam illustri sacre archiepiscopatus merito minime sibiore potest, cum non solum Romae, sed primum normannici, et et diocesis Caracensis et Ebroacensis, atque in presentia Rotomagensis ipsi concorditer prelati esse virtutes, propterea vero pietatem, doctrinam, integritatem studium admittit sicut. Quo factum est at Sanctitas tua, labores pro Ecclesia Dei ab eo periculis remunerare exoptans, ac dandis Majestatis Pius decessit, hunc a solenni Consistorio die xxi. presentiali pontificatus Decembris habito, in sacrum purpuratum Petrum collegium cooptavit. Quod quidem consilium libentissimum cepit, at Gallie sacrum antistitem, ob hoc benedictio, maxime vero ob unanimesse sup. Apostolicum Solum anorem et observationem protestantibus, honoris prestantissimum. Itaque quoniam modo permittit am- plissimum archiepiscopum purpureo mero ad decemdem, Henricum Pontifex pro singulari laetitia benignitate sua, quaeris immensum, deliquit dignitate sui, ut hoc splendoris S. R. E. cardinalis iudice defendat. Et sup. demandatum mihi officium, honorificum certe atque acceptissimum, quod per me reverentia tua, et illius emendationis viro vult imponere. Quod profecto tibi pergratum so persequendum fore comita, quoniam illustri antistite, sicuti apud te amore atque admiratione perferatur, hunc vero consilium letis scripsit, at illa potentissime Imperator, mea vota exponens. Deos optime maxime meos preces exortans indigne Galliarum antistitem, ejus observationem laudis bene prosequi foret; super te, tanquam ex. Jean Conjuges, at Imperiales Principes omnia gratiarum charissima ostendit, et optatissimo precum imperio tuo et ubi univere dirivo suo affluente munere vult imperare."

M. Meglia then handed to the Emperor the Papal brief, which appointed him Apostolic Ablegate for the presentation of the hat. The Emperor said a few words in reply, and then all the company, including the Emperor and her suite, proceeded to the chapel of the palace. After mass Cardinal Bonnehoeue made his appearance in his cardinal's dress, and knelt upon a velvet cushion in front of the Emperor. His Majesty then placed the hat on the Cardinal's head, and the master of the ceremonies hung the crimson mantle upon his shoulders. The Cardinal then rose, took off his hat, saluted the Emperor, and returned to his place. The company now proceeded to the so-called "Salon de Premier Conseil," where the new Cardinal made the following address to the Emperor and to the Empress:—

"TO HIS MAJESTY THE EMPEROR.

"Sir,—Your Majesty will not be astonished at the emotion which I now feel. I could not restrain inessentially the marks of benevolence which you have shown towards me during the last 15 years, and God is my witness that I have responded to them by a sincere devotion. But to-day this purple which, to my confusion, I have on, this eminent dignity which the Holy Father has deigned to confer upon me, are they not, Sir, on your part, a new proof of esteem and confidence—I almost venture to say of affection—which exceeds all those which your Majesty has hitherto honored me with? I cannot express what I feel. But this satisfaction of the heart is not without an ally, and I am anxious respecting how I shall fulfil the new duties imposed upon me."

"Your Catholic faith, Sir, and your filial attachment to the Church have opened the Senate of the Empire to the cardinal. Your high intelligence has never separated in its Christian views social and political interests from sentiments of religion, which are their most solid basis and safest guarantee. You therefore wished that in this august Assembly, where sit the highest representatives of the military and civil hierarchy, the Church should also be represented by its highest dignitaries."

"Such, Sir, is the cause of my anxiety. The more we love and respect the cause we support the more do we fear to compromise it. And what causes can be so great, so noble, so holy as those of religion and patriotism? To these sacred interests I have devoted my whole life. I could not understand how to separate them, and when unfortunate circumstances, arising from the clash of human passions, tend to bring them into opposition, it is our duty as well as our heartiness to exert our selves to reconcile them. This is what I have always endeavored to do during my career."

"Educated and brought up in civil society, for many years I studied its laws and its application, and I have been enabled to appreciate its real wants and its genuine aspirations as well as its errors and its dangers. Directed later to the more immediate service of God in the Church, in the propagation of his Gospel, in the rule of Christian justice and charity in the souls of men, whilst endeavoring to accomplish that sublime relation I never denied my origin; and oft times the Bishop has been happy to find at his service for the government of ecclesiastical men and things the remembrance and inspirations of the magistrature."

"Resolved to live and die for the Church, I am, therefore, equally resolved to live and die for France, for that beloved land which gave me birth, to which, after God, I am indebted for everything, and to which I am linked by my most tender and dearest affections."

"But we have seen this France, 15 years ago, struggling in the grasp of anarchy; we have heard its cries of distress, and we shuddered at the sight of the abyss into which the misdeeds of party passions was about to plunge it, when God brought you forward, Sir, to save it. The suffrages of a whole people hailed you and proclaimed you. The pontiff and the holy father, at every sign of citizens, selected you as the Elect of God and of the nation, the Prince who has since re-opened the gates of the Holy City to the Yisitor of Jesus Christ, and who still defends it against the periodical massacres of ungrateful and rebellious children; the Prince through whom France, after three centuries, has refound her con-



An exceedingly beautiful model of the whole of this magnificent mass of rock which dominates Athens has just been forwarded to this country for exhibition at the Crystal Palace. The model is the work of a lady, Mrs. Avramioti, who has laboured at its completion, even to the most minute detail, for upwards of three years. It has been carefully built to a scale of one-thousandth, and in every trifling irregularity of the superb pile of rock, from the curious angular mass at the back of the Parthenon which in profile bears such a fanciful resemblance to the head of Socrates down to the weather-worn stairs of the slope facing the Piræus, this miniature *facsimile* is perfect. The very footways and tracks over the marble steps which lead up from the modern capital to the remains of the ancient Propylæa are delineated with the same careful accuracy. The very arrangement, or rather disarrangement, of the masses of marble and *débris* of temples which litter the ground around the Parthenon are reproduced, as far as the eye can judge, with exactness, both as to number and position. All the remains of the once magnificent monuments are copied with the same conscientious fidelity. There is the Temple of the Wingless Victory—the most perfect of all, on the right of the gate the remains of the Odeon, and the more perfect, because very recently discovered, Theatre of Bacchus. To judge from the condition in which the Parthenon is portrayed, it is going very fast, for one can fancy they trace in this small prototype the ravages of more than time, as compared with the aspect this glorious ruin wore in 1850. Another century, and, perhaps, like the Theatre of Bacchus, it will have to be searched for, though not with the same success. Every part of the model is finished with the same careful exactitude and evident desire to effect the most perfect resemblance. As the first of this kind about Athens which has been shown in England it is well worth a visit, and is decidedly a most valuable addition to the attractions of the Crystal Palace, which just now are in the zenith of their winter season. The ice in the fountains and lakes in the gardens is in beautiful order, and yesterday was covered with sliders and skaters, both ladies and gentlemen. In the evening bonfires were lit near the margin of the lakes, and by the light of torches the skating was kept up merrily long after dark. The Christmas games in the building have this year drawn greater numbers than have ever yet honoured Norwood in the winter, and at dusk the whole building is lit up with the same beautiful effect as that which seemed so charming on Boxing night. The model of the Acropolis is only on view for a month.

The Acropolis

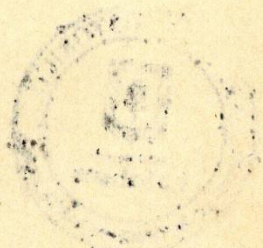
ROYAL GEOGRAPHICAL SOCIETY.—Monday, January 11, at 8 30 p.m., Sir Roderick I. Murchison, K.C.B., President in the chair. Papers to be read:—1. Mustakh Glacier, by Captain Edwin Austin; 2. Report on the Non-auriferous Character of West Australia, by Mr. E. H. Hargraves.



Bureau, will be very disastrous to the Federals, for it is undoubted that the Confederates have ironclads at Charleston waiting the proper moment to come and break the blockade. The favour with which the Monitors are regarded by the Navy Department is not shared by naval officers. Congress has called for the publication of reports of their behaviour in action, and we soon know the whole story. Meanwhile we find in the documents accompanying the report to the Secretary an instalment of what we may call when the whole truth about these vessels is known. The *New York Times* of this morning publishes an extract from the report of each commanding officer of a Monitor at the action in Charleston. These extracts are very curious, and well worth attention. Before quoting from them, however, let me say *en passant* that I had it from a gentleman who was in Sumter at the time, that no damage was done to it by any shot from these vessels. Captain Drayton, in command of the *Passaic*,

“At the fourth shot from the 11-inch gun I was struck in quick succession in the lower part of the turret by a heavy shot which bulged in its plates and burst the carriage, forcing together the rails on which the carriage worked, rendered it wholly useless for the remainder of the action, several hours being required to put it in working order. Soon afterwards it was discovered that there was something the matter with the turret itself, which could not be moved; and on examination it was found that a part of the brass ring underneath had been broken off, and being forced inboard had jammed the turret. On closing this the turret could again be moved, but it did so time irregularly. A little after a heavy rifle shot struck the upper edge of the turret, broke all of its 11 plates, and glancing upward, took the pilot-house, yet without penetrating as to make an indentation of two and a-half inches deep, extending nearly the whole length of the shot. The blow was so severe as to considerably smash in the pilot-house, and to open the plates, and squeeze out the top; on one side it was lifted up three inches above the top, and it rested, exposing the inside of the pilot-house, and making it likely that the next shot would take off the turret entirely.”

Captain Rodgers of the *Weehawken* said that the deck of that vessel “was pierced so as to make a hole through which water ran into the vessel, and the bolts were broken in the turret and a good deal of the pilot-house.” Captain Wooden “expressed a very serious embarrassment in manœuvring (tacking) in the narrow and uncertain Channel, and the limited means of observation afforded by the pilot-house,” and “is led to believe that Charleston cannot be taken by the naval force now



THE RISE AND FALL OF "THE MODEL REPUBLIC"

Whether we agree with Mr. Williams or not in thinking that his assignment for the year which has led to the dissolution of the Federal Union would have averted the civil war now raging between the two national fragments of that vast mass, we must confess that he has pointed out with accuracy some of the causes which produced such a disastrous result. The rivalry of interests between the States north and south of the geographical line drawn by Mason and Dixon was an inevitable element of materiality in the very nature and life of the two sections. It may be found that the same cause will produce a similar result when the conflict shall have terminated, and that the dissensions which Washington foresaw and deplored between the Atlantic and inland States will create a rupture in the Federal States themselves. Faction, which Montesquieu denominated as the base of all republics, received an immense accession of power from the character of the people as well as from the institutions of the United States; but its strength became irresistible when aided by the leverage of commercial antagonism. Mr. Williams argues that a republican form of institutions and government is necessary for the United States. He may be right in asserting that no other would suit them, but surely the fathers of the Republic, who were forced by circumstances to adopt the Constitution to which some of them saw many objections, would have been astonished to find their work halting so long if they could have witnessed the growth of the States and the increasing antagonism of parties which kept pace with that wonderful development. Alexander Hamilton would have had a minority if possible, and he did not hesitate to propose his administration for a postage and a House of Lords. All the checks and counterpoises to the dangerous tendencies of the original machine which occupied the thoughts of every acute and able man for many years were broken to atoms at the moment the materials for compromise, which had kept it working so long, were exhausted. It is true, as Mr. Williams says, that all Governments are liable to corruption and revolutions; but no Government, so far as we are aware, which purports to rest on the will of the governed, and is the more instrument of a federation, was ever engaged in an armed conflict with a number of sovereign States for the purpose of forcing them to remain members of the federation represented by the Executive.

The Constitution, according to the Southern theorists, was a mere treaty of alliance, offensive and defensive. According to the Northerners, it was an irrevocable compact, which gave to one party the right of cutting the other party's throat if he desired to retire and set up in business on his own account. No topic had been so fully discussed by Americans as the nature of the original Constitution, and now the Gordian knot is to be cut by the sword. It does not appear to us that the common argument for the actual sovereignty of the States used by Southern men has much force. They say the States were sovereign because they delegated sovereign powers; but a man is not a Parliament, and the circumstances under which the States became independent did not make each of them necessarily sovereign. Neither must the sovereignty have arisen from the consent of all to the claims of each. None of the framers of the Constitution had any practical knowledge of the effects of an elective monarchy. Few of them probably knew much about the history of Poland or the contests for the Crown of the German Empire; but it is almost incredible that they should have unanimously created an elective monarch, to be removed every four years. They objected to a direct vote of the people. They considered the doctrine of the sovereignty of the people of the States as a dangerous and libelous doctrine, and contrary to the spirit of the institutions they were about to establish. Had the early fathers of the Republic endeavored to define the exact status of each State in respect to its sovereignty and independence, and its relations to the general Government, their labors would have been terminated by a total inability to arrive at any satisfactory conclusion. Mr. Williams believes that republican institutions accomplished all the purposes of good government, and denies that they had anything at all to do with the present civil war. He believes, too, that the free States and the slave States would have gone on working harmoniously together in the common interest of becoming great and good and rich, even though the North might have persisted in planning the South and depriving her of her fair rights and privileges, but for one insupportable cause of rupture. The Southern Partisans would have persecuted the South Carolina Cavaliers to the end of time, and the later conflicts by compromise, would have gone on enduring to the end, but for the evil thing which grew greater and stronger every year, and at last broke out in storm and fire at Sumter. This cancer in the body politic of America was, according to Mr. Williams, the Presidential election. The making of those four-year Kings worked all this ruin, death, and shame. The election by a majority of the people of the States, in the first place, was incompatible with the character and sovereignty of the several members of it. The feuds and party violence of the party Warlocks who managed Presidential contests caused first the corruption and next the desperate strategy which rendered a peaceful solution of difficulties impossible. The Electoral College abolished their proper functions, and only elected the President, as if they were elected to register the edicts of the people, instead of acting as a deliberative body. Campaign and party conventions long kept the machinery of government moving, but they gave rise to incredible intrigue, deceit, and want of principle. Self-interest and the spoils of office alone animated the organizations. By degrees the Puritan, the master spirit of the North, was brought face to face with the Southern Cavalier and slaveowner. The New Englander admitted upon slavery as the means of carrying on the conflict which he waged for the purpose of holding the Southern in commercial subjugation. Slavery was not, however, one of the causes of the revolution; on the contrary, Mr. Williams maintains it retarded the disruption of the Union, because it created a strong conservative feeling in the South which induced it to bear many injuries rather than break with the Northern States. The Presidential election of Mr. Lincoln was not only the principal cause of the disruption of the Union, but of the war which followed.

By the adoption of the general ticket system, the majority of a dominant section was enabled to obtain unconstitutional results for instance, New York, at the time of Mr. Lincoln's election, was entitled to 35 electoral votes, and each party named its 35 electors. The electors favorable to Mr. Lincoln received each 233,894 votes, and those in favour of his adversary only received 205,229 votes. But Mr. Lincoln received the entire electoral vote as if every elector in the State of New York desired his success. In the North his 180 electoral votes represented 1,831,180 votes, whereas the 1,541,191 votes recorded against him were represented by only three electoral votes.

Mr. Williams proceeds at great length from this point to review all the Presidential elections from the days of Washington to those of the retiring four-year King. In the first ten years of its existence the late Union had three forms of government. The first, established by the Philadelphia Convention of 1774, was a league for perpetual union between the 13 colonies of North America, binding on themselves and their posterity, the title of which in the following year was changed to the United States of America. In 1778 the Confederation of the United States of America entered into a perpetual union, in which each State retained sovereignty, freedom, independence, and every power not specially delegated. No alteration was to be allowed in the form of compact, except agreed to by Congress and confirmed by the Legislature of every State. In 1787 ten States formed a new Constitution, which was only joined by New York in 1789, by North Carolina in another month in the same year, and by Rhode Island in 1790. The States then resolved that the articles adopted from the previous Constitution did not prevent their resumption of the powers they had delegated and the formation of a new league. Two periods of 30 years have elapsed since that time. The first epoch commenced when Washington was elected President, 13 years after the foundation of the Republic. The contest between the partisans of State right and Federal authority disturbed the last years of Washington's life. In 1798, Virginia and Kentucky agreed to resolutions de-

claring that the principle that the general Government would only exercise powers specially delegated to it by the States, Massachusetts, Vermont, and the New England States generally approved that doctrine, and Adams, their exponent who maintained the rights of the Federal Government, was beaten by Jefferson, the States' rights champion, in 1800. Mr. Williams tells us that every President, from Jefferson down to Lincoln, held that doctrine of States' rights, and that for 30 out of the 50 years of the first epoch Virginia furnished the four-year monarchs. It is interesting, by the way, to learn that the States' rights men were against Great Britain in the great war with France, and that the Federalists generally were in our favor. The second epoch commenced in 1825, when all the men who assented at the creation of the Constitution of the great Republic had departed from the scene. John Quincy Adams was the first of the Presidents of this epoch, and his opponents, Clay, Jackson, and Crawford, were States' rights men, and the advocates of a doctrine which the President elect did not venture to question. His election gave rise to charges of bargain, intrigue, and corruption against Henry Clay, which convinced the United States for many years, narrowed the hopes of the Kentuckian statesman, and put an end to the political career of Mr. Adams. Protective duties, then first used in vogue as a distinctive cry of party policy, and under the name of the American system raised a distinct issue between the North and South. At intervals of every four years the cry was revived in connection with the Presidential elections, and by degrees protective tariffs were forced through Congress to tax the Southerners for the benefit of the North, and to drive them to poverty and ruinous borrowing. The compromise of Mr. Clay averted the imminent danger of open rupture consequent upon the excessive measures of Southern States; but dangerous arms, which spread wider and deeper and enlarged the breach between the North and South.

In the meantime the West began to grow in importance; its interests were identical with those of the South, and the North would have been overpowered by the united forces of both could they have once combined. Getting about in their extreme efforts to prevent the West working with and natural ally the South, the Puritans and Northerners came upon the slave, and at once equipped the slavery question as the wedge with which to split them asunder and prevent their natural cohesion. In this attempt they received material aid from the foreign emigrants who for many years had been pouring to the land of promise in a continuous and increasing stream, until they constituted a majority in some districts, and wielded a formidable power in all the large cities of the North and West. In the canvass between Mr. Polk and Mr. Clay the question of the annexation of Texas proposed by the Democrats was opposed by the Anti-Slavery party, and by the Whigs of the North, and the result was that the Abolitionists, parasitic, gained strength. The election of General Taylor and his charge, "old Whisky" (to which, by the way, Mr. Sevier alludes in a curiously of solid silver, in a rowed case, that may have been found when the Federal troops sacked the General's mansion lately), was not remarkable for anything so farcical or ludicrous as an incident which marked the log cabin and hard cider election of Harrison and Tyler. In the contest between Fremont and Scott in 1852 the Whigs received a crushing defeat from the Democratic party, and in Mr. Williams's account of the partitioning will probably be received with distrust and provoke dissent. The "Know-nothings," victorious in the North over the Democratic party, were beaten by the Southern Democrats and the old Whigs. The South is today rearing her reward for fighting the battle of foreign-bourgeoisism, in seeing the foreign armies of abolition dyed with Southern blood, and decimating Southern fields. The Abolitionists and free-traders, the followers of the various "isms" of the foreign element, and the opponents of the Democratic party, now united to form an Opposition,—"a combination of Radicalism, socialism, and fanaticism,"—made up of utterly discordant parties, which resulted, however, in the establishment of the Republican faction on a purely sectional basis. The Kansas Nebraska question did much to weld these parties together, and the conduct of the Northern partisans and Statesmen gave occasion to the South to revere the charge that the North was anxious to throw over the conditions of the Missouri compromise. In the contest between Buchanan and Fremont in 1856 the Democratic and the old Whig party, and the Republican or higher law party—that is, those who appealed to their notion of conscience as the guide of policy and government—stood in the lists, and Mr. Buchanan was elected, according to our author, as a guarantee for the preservation of the Union for another four years. He received only 42 electoral votes in the North, while Fremont did not receive a single vote in the South. In the next election Mason and Dixon's line alone divided the two parties, and the right of choosing the Federal President of 35 States was carried by a combination of 18 States, leaving the other 17 States as little to do with choosing Mr. Lincoln as they had had in electing Nay-don III. Even at the moment of the bombardment of Sumter peace might have been made, says Mr. Williams, by a word from the President and an act of conciliation from his supporters in Congress; but he does not tell us what possible hope or act could have had such a result; and we can imagine none unless Mr. Lincoln said he would resign, or his supporters declared the South might leave the Union if it pleased. We have now arrived at the war directly traced by Mr. Williams to the Presidential contest. "There should," he says, "always have been a President, but never an election." His proposal, or rather his machinery, of pension and party would have been taken by severity from the senators of the largest term of service, and the Vice-President should have been the senator next in age in legislative years. The Presidential term should have been fixed at eight or ten years. Washington ought to have been President for life, and should have been followed by the oldest senator. This curious plan is highly original. The Abolitionists never ventured on anything like it. Certainly, no Republican could accept it for a moment. At all events, it is not likely to be adopted at present, for both parties are bent on having new elections as soon as possible.

The imagination cannot easily picture a more terrible position than that of the "oldest senator" when the President for the time being might be suffering from any serious indisposition! With what disgust would the President reveal the venerable gentleman who came to congratulate him on his recovery from his late serious indisposition! With what respect and veneration would the oldest man in the United States Senate be treated by his friends, and with what jealousy would his white locks be regarded by the friends of the next oldest senator? Old age would indeed become a very much honored, but also a very dangerous, boon of Providence. Would not the South have had reason to complain if the insolence, absenteeism, water-drinking (being unhealthily climate-inhabiting cavaliers?) The machinery of pension and party would have been going for "old age" in office just as much as it had been worked for novelty of principle. The Republic might have been ruled by a rapid succession of dotards and imbeciles, while the Senate would have been distracted by anxious doubts as to the efficacy of Parry's Life Pills or the probable results of the President's last cold. It is scarcely possible to believe Mr. Williams is in earnest. Certainly if this be the only remedy for the poison which killed the United States' system, the wonder is how the patient lived so long. Mr. Williams is too good to challenge comparison by a suggestive title-page with Gibbon, and if he suffers in consequence he must bear the blame he has provoked. Although the American has reason to be proud of the success of the Press and Money, they have as yet produced no writer who has maintained the lofty dignity which is requisite in great historians, any more than they have developed a thinker capable of occupying a higher rank than that which must be assigned to the Emersons. The excellence of such testaments as Storey and Whittier shows that there is no deficiency of legal acuteness or judicial intellect in the race, and as further research, learning, and autonomy, nor graphic style is wanting to them, the entire absence of excellence in dealing with their own history, observable in such men as Bancroft and other domestic historians, cannot be very satisfactorily explained. Mr. Williams has not found the vein with which historians carry on their work in the fury which animates him, although he certainly hits the air with missiles and hurts them against his knees with rapiers.



"The Rise and Fall of 'The Model Republic'." by Joseph Williams late American Minister to Turkey; author of 'The South Freed' and 'The Model Republic' New York, 1862. Englewood, publisher is contrary to His Majesty, 1862.

